

ESMENJAUD Romain
Septembre 2004
Mémoire de fin d'études
Institut d'Etudes Politiques de Lyon

L'INSURRECTION MALGACHE DE 1947 AU TRAVERS DE LA PRESSE

Jury : Bruno Benoit, Professeur d'Histoire Contemporaine à l'I.E.P. de Lyon, Directeur du mémoire
Michel Boyer, Maître de Conférence à l'I.E.P. de Lyon Gilles Vergnon, Maître de Conférence à l'I.E.P.
de Lyon

Table des matières

INTRODUCTION .	1
I. L'aspect militaire de la crise : « les troubles » de Madagascar . .	11
A. Le déroulement des événements .	13
1) Le Progrès et Le Monde : une « version officielle » des événements . .	14
2) « Les troubles » dans La Voix du Peuple, ou la négation de l'existence d'une insurrection conçue par les malgaches .	23
3) Le New York Times : une information abondante et moins subjective .	26
B. La rébellion malgache : une minorité d'extrémistes sans organisation ni armes .	31
1) Le mouvement d'une minorité d'extrémistes . .	31
2) Un mouvement impopulaire . .	34
3) Un mouvement sans organisation . .	35
4) Un mouvement sans armes . .	36
5) Des exceptions à l'ordinaire de la désinformation . .	37
C. Le nombre de victimes, ou l'évaluation de la violence des combats et de la répression . .	37
1) La « version officielle » du Monde, du Progrès, et du NYT : silence sur la répression .	40
2) La Voix du Peuple : vérités et exagérations .	44
II. Aux origines de l'insurrection . .	49
A. Les instigateurs de l'insurrection : désinformation générale . .	49
1) Le Progrès : docilité envers les autorités et acharnement contre le M.D.R.M. .	53
2) La Voix du peuple : la thèse des provocations et la défense des parlementaires malgaches .	58
3) Le Monde : « responsabilités partagées » . .	64
4) Le New York Times : la responsabilité du MDRM et la suspicion envers les communistes français .	73
B. Les causes des « troubles », ou comment la presse française se voile la face . .	80
1) Le silence révélateur du Progrès . .	83
2) La lucidité du Monde et ses limites .	84

3) L'analyse pertinente mais non sans ambiguïté de La Voix du Peuple .	88
4) L'objectivité du New York Times .	91
III. Aux sources de la désinformation . .	95
A. Le rôle des sources d'information, ou l'orchestrage des autorités françaises .	95
1) Les informateurs de la presse de 1947 : une apparente diversité . .	95
2) La réalité : le quasi-monopole de l'Etat sur les sources d'information . .	97
3) Une entreprise de désinformation orchestrée par les autorités . .	99
B. Le rôle de la presse .	100
1) Les penchants idéologiques des quotidiens et leurs conséquences . .	102
2) Les considérations électorales de La Voix du Peuple . .	116
CONCLUSION .	119
SOURCES .	123
BIBLIOGRAPHIE . .	125
Ouvrages généraux . .	125
Vie politique française - Décolonisation . .	125
Contexte international .	126
Madagascar et l'insurrection malgache . .	126
Histoire de la presse .	127
ANNEXES .	129

INTRODUCTION

« *L'année terrible* »¹, c'est ainsi que de nombreux historiens qualifient l'année 1947. « Terrible », l'année 1947 l'est certainement au regard de la situation internationale puisqu'elle est marquée par la radicalisation des relations russo-américaines et l'entrée dans la guerre froide. « Terrible », elle l'est aussi au regard de la situation française. La France rencontre en effet de nombreuses difficultés internes : la reconstruction n'a pas encore fait ses effets, la pénurie continue, les communistes dont les ministres ont été exclus du Gouvernement le 4 mai forment avec le Rassemblement du Peuple Français (RPF) du général de Gaulle une double opposition, l'automne enfin est marqué par de violentes grèves². En outre, le gouvernement français doit faire face aux problèmes non moins graves de l'Union Française³. La France est non seulement entrée dans un conflit à l'issue incertaine en Indochine, mais depuis la nuit du 29 au 30 mars, elle doit aussi affronter l'insurrection malgache qui, bien que moins médiatique, va générer de longs et terribles affrontements.

Madagascar, en 1947, est une colonie française depuis plus de 50 ans. C'est en

¹ Charles Zorgbide, *Histoire des relations internationales 1945-1962*, Paris, Pluriel, 1995, p.245

² Pour le détail de l'année 1947; voir Serge Berstein et Pierre Milza (dir.), *l'année 1947*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, 531 p. En annexe, on peut trouver une chronologie avec les dates majeures de l'année 1947 (ANNEXE 1)

³ Jean-Pierre Rioux parle de la « double fracture de 1947 » dans *La France de la IV^{ème} République, l'ardeur et la nécessité 1944-1952*, Paris, Seuil, 1980, 2^{ème} édition, p. 159

1896 qu'est intégré dans l'Empire colonial Français ce petit continent de l'océan indien, aussi appelé « l'île Rouge ». Ce surnom, Madagascar ne le doit pas au sang versé lors des événements de 1947, mais à la couleur de sa terre. Cette île a en effet tiré de son insularité et de son histoire de multiples éléments d'originalités⁴, parmi lesquels la rougeur de son sol. Une autre particularité de l'île réside dans le dialogue permanent qu'entretiennent ses habitants avec leurs ancêtres⁵. D'une manière générale, les malgaches entretiennent un rapport très particulier avec leur passé et il convient donc de s'intéresser à leur histoire pour comprendre le nationalisme malgache et les événements de 1947⁶.

D'abord, Madagascar est l'une des dernières terres connues de l'homme. Les historiens s'accordent à dire que deux flux principaux ont peuplé Madagascar, l'un venant du sud-est asiatique, l'autre de l'Afrique orientale⁷. En 1500, Diego Dias, navigateur portugais en route vers les Indes, est le premier européen à approcher les côtes de l'île rouge. Dès cette date, de nombreux pays tentent d'y établir des colonies. Les Français s'installent une première fois à la pointe méridionale de l'île en 1642 où ils créent le port Fort-Dauphin. Ils doivent cependant l'abandonner en 1674 et deux nouvelles tentatives de colonisation échouent devant l'hostilité des populations indigènes à la fin du XVIII^{ème}. Au XIX^{ème} s., Madagascar est l'objet d'une rivalité franco-britannique; elle est même en passe de devenir un protectorat anglais après que le Gouverneur britannique de l'île Maurice, sir Robert Farquhar, ait aidé Radama I^{er} à se rendre maître de l'île.

Les communautés malgaches, après avoir vécu en principautés séparées se structurent en effet en entités politiques à partir du XVII^{ème} s. et procèdent ainsi progressivement à l'unification de l'île. Ce sont les mérimas qui suite à la soumission des Sakalav parviennent à établir un royaume puissant dominant l'ensemble de Madagascar. L'unificateur du royaume merina et de Madagascar est Andrianampoinimerina (1745-1810). Radama I^{er} (1810-1828), son fils et successeur achève donc cette unification avec l'aide britannique.

⁴ « C'est la plus belle énigme du monde », a pu dire Hubert Deschamps, dans Hubert Deschamps, *Histoire de Madagascar*, Paris, Berger Levrault, 1972. Madagascar est en fait synonyme de diversités dans tous les domaines. Les pentes de sa côte orientale présentent une luxuriance tropicale, le Sud est semi-aride, l'Ouest a d'immenses savanes et le Centre montagneux est rempli de rizières. De ce fait, l'île a de tout temps disposée de nombreuses ressources naturelles et de productions variées (riz, vanille, café, blé, chrome, charbon...). Dans sa nature poussent des espèces végétales deux fois plus nombreuses que dans toute l'Europe et se trouvent les trois-quarts des lémuriens du monde.

⁵ Un rite de certaines ethnies consiste à construire de petites maisons où l'âme des ancêtres pourra vivre en paix.

⁶ Pour l'histoire de Madagascar, voir Hubert Deschamps, *idem*. En annexe, on peut trouver chronologie avec les principales dates de l'histoire malgache. ANNEXE 1

⁷ On distingue ainsi à Madagascar des éléments culturels très proches de ceux rencontrés dans toute l'Indonésie (étoffes des Célèbes, architecture carrée des cases en matières végétales, les cimetières, les tombeaux, les pirogues à balancier...) et d'autres proches de civilisations d'Afrique orientale, notamment les civilisations bantoues. Enfin, une troisième influence s'est exercée sur le peuplement de la grande île : celle des navigateurs swahilis et arabes.

Mais, Ranavalona I^{ère} qui lui succède en 1828 empêche toute colonisation britannique⁸. Les Français reprennent pied dans les années 1838/1841. Leur avancée est cette fois inéluctable. Ils bombardent et occupent Tananarive en 1883, puis obtiennent le traité du 17 décembre 1885 par lequel ils annexent notamment Diego-Suarez⁹. La Reine Ranavalona III résolue à la résistance cède toutefois face à une expédition militaire lancée en 1895. L'insurrection qui se déclenche l'année suivante amène le gouvernement français à proclamer l'annexion de l'île (6 août 1896) et force Gallieni, gouverneur de Madagascar à mener une pacification énergique pendant une dizaine d'années. La colonisation est marquée par la personnalité de Gallieni qui met l'île en valeur, développe l'économie d'exportation (vanille, café, girofle, tabac...), et construit routes et chemins de fer. La situation ne peut cependant convenir à la population dépouillée de ses droits civiques, les injustices de l'administration ravivant le nationalisme et provoquant des réactions allant des attaques de fonctionnaires à l'insurrection de 1947.

En effet s'est créé au fil de cette histoire et malgré la diversité ethnique, un fort sentiment national dont se réclame les insurgés de 47. Le nationalisme malgache trouve ses premières références dans les luttes menées contre les tentatives de colonisation française et anglaise, l'hostilité contre tout ce qui vient d'Europe devenant, à partir du règne de Ranavalona I^{er}, une constante dans la culture malgache. L'identité malgache se consolide pendant la colonisation française et prend la forme d'une opposition disparate au système colonial¹⁰. A partir de 1910, prend en effet forme un mouvement d'émancipation aux composantes multiples¹¹. La société secrète Vy, Vato, Sakelyka (fer, pierre, ramification) (V.V.S) est démantelée en 1916; elle demeure toutefois une référence importante dans la conscience nationale en tant que lieu de naissance du nationalisme moderne à Madagascar. L'année 1929 constitue également un tournant important dans l'histoire du mouvement puisqu'à la suite d'une manifestation spontanée dans les rues de la capitale, le Parti Communiste Français (PCF) lui accorde un soutien quasi-officiel¹².

La Seconde Guerre Mondiale, pendant laquelle l'île est occupée par les Anglais, est, comme dans la plupart des territoires colonisés, un événement décisif. Révélant la fragilité de l'occupation française, elle contribue au développement d'un mouvement populaire

⁸ Radama I^{er} avait lui coopéré de son plein gré avec les Anglais. Dans un discours resté célèbre, il dit : « Voilà pourquoi je vais faire venir les Européens [...] Ils vont nous apporter les canons, la poudre, le silex et les balles et c'est cela qui va contribuer à former le pays et l'Etat. »

⁹ La même année, les Français se sont attribués Madagascar au congrès de Berlin. En contrepartie, ils donnent aux britanniques toute liberté sur Zanzibar.

¹⁰ Voir Solofo Randrianja, *Société et luttes anticoloniales à Madagascar (1896 à 1946)*, Paris, Karthala, 2001, 487p.

¹¹ Certains parlent de « mouvement national » (Boiteau), d'autres de « mouvement nationaliste » (Rabemananjara), d'autres de « mouvement communo-autonomiste ». Toutes ces désignations privilégient une composante du mouvement, tandis que l'expression « mouvement d'émancipation » privilégiée par S. Randrianja a vocation à toutes les rassembler. En effet, certains voient l'émancipation dans l'assimilation et la participation aux institutions coloniales quitte à lutter pour les améliorer, d'autres caressent l'espoir d'édifier une République malgache indépendante, socialiste ou non, d'autres enfin, fort rares il est vrai, rêvent d'une restauration monarchique.

pour la restauration de la souveraineté nationale¹³. Pour beaucoup de malgaches, la situation est mûre pour l'évolution de l'île vers l'autonomie, voire l'accès à l'indépendance. Mais les Français ne vont jamais vraiment comprendre la force de ce mouvement : les fondements du malentendu sont posés et le processus qui mène à l'insurrection est lancé. Déjà pendant la guerre, deux réseaux clandestins se forment : le Parti national (socialiste) malgache (en abrégé PA.NA.MA.) en 1941 et la « Jina »¹⁴ en 1943. L'occupant français prend une série de mesures libérales croyant ainsi calmer l'ardeur des nationalistes. Il établit notamment le droit à une représentation politique des populations malgaches à Madagascar et en France, mais le bilan de l'action des députés malgaches à l'Assemblée est mince. Pour autant, la solution légale au problème de l'indépendance malgache n'est pas exclue. C'est en effet l'objectif du Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache (M.D.R.M.), créé à Paris en 1946 et patronné par les députés. Ce parti bénéficie d'ailleurs largement du soutien de l'opinion comme en témoignent ses succès électoraux obtenus malgré la création du Parti des Déshérités de Madagascar (PA.DES.M.) conçu par l'administration comme une « machine de guerre contre le M.D.R.M. »¹⁵. Devant la détermination de Paris et de l'administration coloniale à ne pas faire évoluer le système colonial, de plus en plus de nationalistes malgaches sont prêts à recourir à la force pour obtenir l'indépendance. Les émeutes sporadiques, les manifestations, les grèves se multiplient, cette agitation étant mise au compte du M.D.R.M. par l'occupation française. C'est dans ce climat de tensions qu'éclate dans la nuit du 29 au 30 mars 1947 l'insurrection malgache, qui ne cesse de s'étendre jusqu'en juillet 1947, et ne s'éteint définitivement qu'en décembre 1948.

Ces événements, comme en témoigne notamment leur durée, sont d'une importance telle qu'ils ne peuvent être négligés. Pourtant, aujourd'hui, ils sont peu évoqués et remplissent au mieux quelques lignes dans les manuels d'histoire. Certes, la plupart des conflits de la colonisation, comme de la décolonisation sont l'objet d'un « trou de mémoire colonial »¹⁶, mais cela semble particulièrement vrai pour l'insurrection malgache, au point que l'on ait pu parler d'une « **tragédie oubliée** »¹⁷. Si elle a été oubliée aujourd'hui, il faut alors en déduire qu'elle a été connue : qu'en était-il vraiment en 1947 ? L'insurrection

¹² La collusion entre communisme et mouvement d'émancipation se matérialise dans l'île par la création en 1936 du Parti Communiste de la région de Madagascar (P.C.R.M.), qui prend alors la tête du mouvement nationaliste dans lequel les thèses indépendantistes sont devenues dominantes. Voir Solofo Randrianja, *op. cit.*, p. 234.

¹³ Voir Jacques Tronchon, *L'insurrection malgache de 1947*, Paris, Karthala, 1986, p. 28

¹⁴ Voir le Lexique pour une explication du terme. Annexe III, p. VI

¹⁵ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p. 29

¹⁶ « Le piège de la mémoire coloniale », dans *Cahiers Français*, juillet-août 2001 : *La mémoire, entre histoire et politique*, Paris, La Documentation Française

¹⁷ *Colloque AFASPA des 9, 10 et 11 octobre 1997, Madagascar 1947 : la tragédie oubliée, Le Temps des Cerises, Plantin (lieu), 1997*

était-elle connue de l'opinion métropolitaine, était-on conscient de la gravité des faits qui se produisaient dans « l'île Rouge » ? Il est en fait aisé de le savoir à l'aide de la presse, qui constituait alors la principale source d'information. Ainsi, l'analyse des journaux de l'époque nous permettra de savoir, si effectivement l'insurrection a été connue, et donc ensuite enfouie dans les mémoires honteuses.

Dans le miroir de la presse, on étudiera particulièrement deux aspects de la crise malgache : d'une part, sa facette militaire et, d'autre part, ses origines.

Car, l'insurrection malgache consiste d'abord en un conflit d'une extrême violence. On peut d'ailleurs l'inscrire dans une lignée de massacres coloniaux de l'immédiate après-guerre décrits par Yves Benot et dont le but serait « **la mise au pas des colonies** »¹⁸, mais on peut donner à l'insurrection malgache une place particulière en leur sein de telle sorte que Raymond William Rabemananjara ait pu parler d'un « génocide » pour qualifier la répression française¹⁹. En effet, dès le 30 mars, la répression s'abat avec une grande violence sur les insurgés. La Sûreté recourt régulièrement à la torture, notamment pour obtenir des aveux et, selon Jean-Pierre Rioux la France, « **révèle son visage répressif dont bien des aspects réapparaîtront quelques années plus tard en Algérie** »²⁰. L'insurrection et surtout la répression font des dizaines de milliers de morts dont le chiffre est encore l'objet de controverse. Et malgré cette répression féroce, il faudra plus d'un an et demi à l'armée française pour définitivement mettre un terme à la rébellion. Notre première tâche sera donc de déterminer si, en France (et aux Etats-Unis), on est conscient des difficultés rencontrés par les forces françaises, et si l'on est conscient de l'étendue du massacre.

Raymond William Rabemananjara distingue une deuxième « face essentielle » à ce qu'il appelle « l'affaire de 1947 », c'est « **le procès des parlementaires malgaches** »²¹, ces derniers ayant été présentés par les autorités comme les instigateurs du « coup de force ». Plus généralement, il est nécessaire de s'intéresser au thème des responsabilités et des causes de l'insurrection. En effet, pendant longtemps a prévalu la vision de la métropole selon laquelle ce sont les malgaches et plus précisément le M.D.R.M. qui sont responsables de l'insurrection. Les études récentes et surtout les travaux de Jacques Tronchon ont mis en évidence une réalité beaucoup plus complexe et notamment la responsabilité des sociétés secrètes (le P.A.N.A.M.A. et la « Jina »). Ainsi notre deuxième tâche consistera à déterminer comment la presse de 1947 a expliqué les événements, et tout particulièrement à voir quelles responsables elle leur assigne.

Au travers ces deux aspects de la crise, c'est la réaction de la France face à la crise de son Empire qu'on sera amené à analyser. Il nous faudra ainsi déterminer si la presse

¹⁸ Yves Benot, *Massacres coloniaux 1944-1950 : la IVème République et la mise au pas des colonies françaises*, Paris, La découverte, 1994, 199 p.

¹⁹ Raymond William Rabemananjara, *Madagascar : l'affaire de 1947*, l'Harmattan, 2000, p.32

²⁰ Jean-Pierre Rioux, *op cit.*, p. 162

²¹ Raymond William Rabemananjara, *op. cit.*, p. 21

est consciente de la crise profonde du colonialisme, ou bien si elle interprète les événements de Madagascar comme un simple problème conjoncturel ne remettant aucunement en cause la présence française dans l'île²². En d'autres termes, on sera amené à évaluer la persistance du sentiment colonial dans ces journaux.

En tout cas, concernant ces deux thèmes, les autorités françaises ont rapidement présenté leur propre version des faits. Elles ont, d'une part, tenté de relativiser la portée de la révolte, et d'autre part, présenté le MDRM comme l'instigateur du soulèvement. L'une de nos tâches sera donc de déterminer l'attitude de la presse en face de ce qu'il faut bien appelé une entreprise de désinformation des autorités. Le concept de désinformation sera au cœur de notre étude, et il nous faut donc en déterminer une définition précise. Par ce terme, on entendra « **la propagation volontaire d'une lecture de l'information contraire à l'analyse consensuelle répandue dans un groupe humain** »²³. En particulier, il convient de la distinguer de la mésinformation qui consiste également à donner des informations contraires à la réalité, mais d'une façon involontaire.

C'est même notre étude toute entière qui tournera autour du thème de la désinformation, puisque, après avoir fait état dans les deux premières parties de la désinformation dont fut victime les lecteurs de l'époque, tant sur l'aspect militaire de la crise que sur ses origines, on tentera, dans une troisième partie, de déterminer les sources de cette désinformation, autrement dit d'en déterminer les responsables.

On réalisera l'étude de l'insurrection malgache au travers de quatre journaux : d'abord, deux quotidiens de la région lyonnaise : *Le Progrès* et *La Voix du Peuple*, puis un quotidien national : *Le Monde*, et enfin un quotidien nord-américain : le *New York Times*. Étudier des journaux de différents types (régionaux, nationaux et étrangers) nous permettra de confronter un plus grand nombre de points de vue et ainsi de donner une vision plus globale des événements.

La presse française de la Libération connaît une effervescence, comme elle n'en connaîtra plus. Elle se caractérise par une volonté de renouveau, les principaux courants de la Résistance considérant la presse de la III^{ème} République comme vendue à l'ennemi et partiellement responsable de la défaite de 1940; elle se distingue également par sa volonté d'indépendance, surtout à l'égard des puissances d'argent²⁴. Par ailleurs, cette époque est souvent considérée comme l'âge d'or de la « **presse d'opinion** »²⁵, et l'on peut donc s'attendre des prises de position fermes. Cette presse se distingue enfin

²² On étudiera la position des différents quotidiens sur la question coloniale en troisième partie, car cela nous aidera à comprendre la manière avec laquelle ils ont couvert la crise malgache.

²³ **Jean-Paul Truxillo et Philippe Corso, Dictionnaire de la Communication, A. Colin, Paris, 1991, 591 p.**

²⁴ Voir Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Bernard Terrou(dir.), *Histoire générale de la Presse Française, Tome IV: de 1940 à 1958*, Paris, Presses Universitaires de France, 1975, p. 291

²⁵ **Yves Lequin, Histoire des français 19-20^{ème}, tome II: les citoyens et la démocratie, Paris, Colin, 1983, p. 428. Yves Lequin explique qu'en 1945, 85 % des quotidiens des villes de plus de 20000 habitants sont rattachables à la catégorie « presse d'opinion », contre 59 % en 1939, la presse d'information passant, elle, de 41.6 % à 14.3 %.**

par d'importants problèmes économiques du fait des restrictions de papiers et des hausses de son prix, mais aussi faible pouvoir d'achat des lecteurs, des problèmes qui sont de plus aggravés par les grèves des ouvriers typographes²⁶. Les quotidiens étudiés ont toutefois chacun leur particularité.

Le premier numéro du *Monde* date du 18 décembre 1944. Il est imprimé sur les presses du *Temps* auquel il succède. Ce dernier n'a en effet pas pu paraître à la Libération²⁷, mais tout le monde souhaite la création d'un quotidien de référence qui pourrait le remplacer; d'où la création du *Monde*, sous la direction d'Hubert Beuve-Méry. Même si la diffusion ne connaît un véritable essor seulement à partir de 1956, « le succès du *Monde* se dessine dès 45-46 »²⁸. Il tend déjà à devenir le quotidien de référence des élites françaises, séduites par la qualité, le sérieux et l'indépendance du journal. En effet, *Le Monde* qui semblait à ses débuts un journal d'expression gouvernementale, la copie conforme de l'ancien *Temps*, rompt rapidement avec le caractère « officieux » de son prédécesseur²⁹. Ce journal aux tendances libérales, chrétiennes mais toujours modérées³⁰, va rapidement se faire remarquer pour ses positions en faveur du « neutralisme armé » de l'Europe, pour son anticommunisme, mais aussi son antiaméricanisme, et il a, par ailleurs la réputation d'avoir œuvré en faveur de la décolonisation, d'où l'intérêt d'analyser les commentaires de ce journal sur les événements à Madagascar. Ce journal est aujourd'hui le premier quotidien français, et, en outre, l'objet de nombreuses critiques³¹, comme d'ailleurs le plus souvent dans son histoire. Il est donc d'autant plus intéressant de voir comment ce quotidien devenu le quotidien de référence en France, a réagi face à l'un des drames de la décolonisation, et ce que certains considèrent comme une manifestation du déclin du pays.

²⁶ Des mouvements de grève sont lancés dans la presse parisienne en janvier 1946, janvier 1947, ainsi que du 11 février au 17 mars 1947. Autrement dit, à quelques jours près, il eut été impossible de voir comment la presse parisienne a couvert la crise malgache.

²⁷ Interdiction du fait de l'ordonnance du 30 septembre 1944 selon laquelle les journaux « compromis » sont interdits. En fait, le gouvernement s'oppose à la réparation du *Temps*, considéré par une grande partie de l'opinion publique comme l'organe du Comité des Forges, responsable de l'échec du Front populaire; et selon certains, dont Hubert Beuve-Méry, la date limite à laquelle les journaux publiés en zone sud auraient dû se saborder a été soigneusement choisi pour que *Le Temps* ne pût en invoquer le bénéfice. Ce qui n'empêche du reste nullement des journaux qui avaient continué de paraître bien après *le Temps* d'être dédouanés et de continuer leur publication. *Le Temps* bien que n'ayant pas collaboré fut donc interdit.

²⁸ **Patrick Eveno, *Le Monde, 1944-1995: histoire d'une entreprise de presse, Paris, Le Monde Editions, 1996, p.51.***

²⁹ Pour s'en convaincre, il suffit de lire la note du 22 avril 1948 que le Ministère des Affaires étrangères fait parvenir à tous les représentants diplomatiques les prévenant que *Le Monde* ne sert pas de « tribune à la pensée politique des dirigeants de notre diplomatie »; voir Abel Chatelain, *Le Monde et ses lecteurs sous la IV^{ème} République*, Paris, Armand Colin, 1962, 2^{ème} édition, p. 176

³⁰ Hubert Beuve-Méry, le fondateur est considéré comme proche du M.R.P.

³¹ Voir notamment P. Péhan et P. Cohen, *La face cachée du Monde*, Paris, Mille et une Nuits, 2003

A la Libération, l'ensemble de la presse lyonnaise est issu de la Résistance, à l'exception du *Progrès* qui s'est sabordé le 11 novembre 1942 après deux ans d'opposition symbolique au régime de Vichy. Fondé en 1859 et « **véritable institution lyonnaise** »³², *Le Progrès* sort ainsi auréolé de la deuxième guerre mondiale. Alors que la concurrence fait rage dans la plupart des villes françaises et qu'il est souvent difficile de déterminer qui prendra un jour la première place, Lyon fait figure d'exception: *Le Progrès* s'impose tout de suite avec un tirage de 250 000 exemplaires³³. Ce quotidien, toujours dirigé par Emile Brémont, a la réputation d'un journal non engagé politiquement, mais dont le penchant pour le Maire Edouard Herriot, président du parti radical et radical-socialiste, subsiste malgré le changement provoqué par la guerre: en 1947, il a « **un ton modéré mais radicalisant** »³⁴.

La Voix du Peuple est le troisième journal de la cité en terme de tirage en 1946 (88 000). Il est issu de la Résistance et dirigé par des militants. Il suscite l'intérêt surtout du fait de son orientation politique qui ne fait aucun doute; il est inscrit en sous-titre: « Quotidien régionale d'information du Parti Communiste Français ». Son objectif est donc de passer le message communiste au plus grand nombre. Il peut parfois apparaître comme la simple transcription de l'avis des adeptes locaux du Parti, ce qui séduit peu le public. D'ailleurs, le journal redevient un hebdomadaire en mars 1948 suite à d'importants problèmes financiers (comme dans l'entre-deux-guerres).

Enfin, le *New York Times* (NYT) fut créé en 1851 par Henry J. Raymond, Edward B. Baisley et Georges Jones dont le but était de fonder un organe d'information générale face aux polémistes (« the Yellow Press ») du *New York Tribune* ou du *New York World*. Déclinant à la fin du 19^{ème}, il fut alors relancé par A. Ochs qui accentua le sérieux de cette publication, caractéristique qui fait encore aujourd'hui la renommée du journal. Il s'agit d'un quotidien métropolitain, mais, dès 1947, sa grande influence en fait un quotidien national, voire international³⁵: son indépendance, la richesse et la qualité de son information³⁶ en font déjà avec le *Washington Post* et le *Wall Street Journal* l'un des quotidiens les plus prestigieux du pays. En 1951, le quotidien vendait 145 000 éditions par

³² Yves Cau, *Un grand quotidien dans la guerre, le Progrès, juin 1940-novembre 1942, Lyon, PUL, Edition du CNRS, 1979, p.18*

³³ Tirage des 6 quotidiens locaux à Lyon en 1946 selon Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Bernard Terrou (dir.), *op cit*, p.357. *Le Progrès*: 250000 exemplaires; tandis que ses concurrents nombreux se disputent un nombre de lecteurs insuffisant pour chacun : *la Liberté*, 120000; *La Voix du Peuple*, 88000; *Lyon Libre*, 65000; *Lyon-Matin*, 60000; *Marseillaise information* (La Marseillaise de Lyon et du Sud-Est), M.L.N. 55000; *L'Echo du Soir*, 40000.

³⁴ Bertrand Giroux, *La presse lyonnaise et le référendum de 1946, Lyon, Mémoire d'IEP, 1994*

³⁵ Il y a très peu de quotidiens nationaux aux Etats-Unis. La plupart de la presse est constituée de quotidiens régionaux métropolitains, comme le *Los Angeles Times* et le *Washington Post*. Parmi les quelques quotidiens nationaux, on trouve le *Christian Science Monitor* et le *Wall Street Journal*.

³⁶ D'ailleurs, il faut noter la différence de pagination entre le *New York Times* et les quotidiens français. Celui-ci compte d'ailleurs le plus souvent plus de trente pages, quand *Le Monde* en compte huit, et *Le Progrès* et *La Voix du Peuple* seulement quatre.

jour, et huit à dix fois plus le dimanche ³⁷. L'étude de ce journal sera particulièrement intéressante, d'une part en tant que révélateur de la façon dont les américains abordent les problèmes coloniaux, et d'autre part comme point de comparaison avec la presse française.

Ces différents journaux ont donc des orientations et des lectorats divers. Ils représentent assez fidèlement la situation politique française de l'après-guerre en et nous permettront ainsi d'avoir une idée objective de la perception de l'insurrection malgache en France, mais aussi d'avoir un aperçu de ce qu'on en sait aux Etats-Unis.

On réalisera une approche thématique, abordant les deux aspects des événements détaillés plus haut, d'une part, l'aspect militaire, et d'autre part, les origines de la crise. Dans une perspective comparative, on verra donc tout d'abord comment ces journaux informent leurs lecteurs sur l'insurrection et sur les affrontements qui lui succèdent (leur importance, la menace qu'ils représentent, les dégâts matériels et humains provoqués) (I). Puis, on décrira les thèses des quotidiens pour expliquer l'insurrection, aussi bien celles précisant les responsabilités dans le déclenchement de l'insurrection que celles faisant état de ses causes profondes (II). Enfin, après avoir constaté les déformations de la réalité que l'on peut lire dans la presse, il nous faudra en déterminer les responsables : autrement dit, il nous faudra aller à la source de la désinformation (III).

³⁷ Selon Berger Meyer, *The Story of the New York Times : 1851-1951*, New York: Simon and Schuster, Inc., 1951. A l'exception de ce livre, il faut bien noter une pénurie de livre sur l'histoire du *New York Times*, tant en français qu'en anglais. Une situation qui contraste avec la multitude de livres sur le quotidien *Le Monde*.

I. L'aspect militaire de la crise : « les troubles » de Madagascar

Dans la nuit du 29 au 30 mars 1947, alors que les autorités françaises ont collecté de nombreuses informations et témoignages les mettant en garde contre un prochain soulèvement, une insurrection éclate dans différents points de Madagascar : en particulier à Diego Suarez, Moramanga, Talapampana, Fort-Dauhin, Tanananarive, ainsi que le long de la côte est, de Vatmandry à Farafangana. En dehors de Moramanga et Manakara, l'insurrection est désamorçée grâce à des mesures préventives de sécurité. Malgré l'échec initial du soulèvement, le mouvement de rébellion s'étend depuis ces deux foyers, et dès le 30 mars s'est formée une zone de dissidence formant un quadrilatère de près de 4 à 500 km de long et de 250 km de large, délimitée sommairement à l'est par la mer, au Nord par la voie ferrée Tananarive-Tamatave, au sud par la voie ferrée Fianarantsoa-Manakara et à l'est par l'axe routier Tananarive-Fianarantsoa³⁸. Cette zone qui tient beaucoup aux infrastructures et à la configuration de l'île restera la principale zone de combats pendant durant toute la durée du conflit. Dans un premier temps et malgré une puissance de feu médiocre, la rébellion gagne même du terrain, les autorités françaises reprenant le dessus seulement à la fin du mois de juillet 1947³⁹. Bien que cette tendance ne sera jamais démentie, la rébellion est décidée à combattre et pratiquer

³⁸ Voir la Carte 1 en Annexe 4, p.VII (situation le 30 mars à midi)

³⁹ Voir la Carte 2 en Annexe 4 p. VIII (situation fin 1947 avec limite de la zone contrôlée par les rebelles)

une guérilla efficace qui dure plus d'un an et demi. Mais au fil des mois, les réserves alimentaires, les armements s'épuisent, les insurgés sont démoralisés, et au bout d'une longue « pacification », les forces françaises renforcées à plusieurs reprises viennent à bout de la rébellion qui est définitivement anéantie en décembre 1948⁴⁰.

Au final, il peut être trompeur de qualifier ces événements d'« insurrection », une telle expression semblant seulement désigner un événement ponctuel, à savoir le soulèvement du 29 mars. Bien sûr, le terme « insurrection » ne désigne pas seulement le soulèvement du 29 mars; il peut aussi désigner le mouvement rebelle en lui-même (comme parler de la « rébellion »), mais il demeure que parler d'« insurrection » peut donner l'impression que la crise malgache s'est réduite à un simple soulèvement, alors que la réalité des événements de Madagascar consiste en un long conflit. Il est également vrai que l'insurrection du 29 mars est un phénomène marquant du fait notamment de son caractère généralisé et de la surprise qu'elle a générée en métropole. Toutefois, les événements de Madagascar ne se réduisent pas à cela. L'insurrection du 29 mars s'avère en fait être un échec dans la plupart des cas et, finalement, la portée de la crise malgache repose surtout sur les affrontements qui ont suivi le soulèvement, c'est-à-dire un véritable conflit armé entre une armée régulière et une guérilla qui est parvenue, malgré des moyens médiocres, à garder le contrôle d'une partie de l'île pendant plus d'un an. Au même titre que les « événements » d'Algérie ou d'Indochine, les « événements » de Madagascar mériteraient sans doute le qualificatif de guerre⁴¹

Quelque soit la qualification choisie, l'insurrection malgache a été un événement majeur et doit être considéré comme un moment clef du processus de décolonisation. Les combats se sont déroulés sur une longue période et l'armée française a rencontré d'énormes difficultés pour faire face à la révolte. Autrement dit, l'insurrection mériterait une plus grande place dans notre mémoire collective. Tous ceux qui ont étudié l'insurrection ont en effet constaté que cet événement « **est généralement tenu pour mineur** » et « **que les manuels d'histoire [la] traitent en quelques lignes** »⁴². L'insurrection semble simplement avoir été oubliée. Mais qu'en était-il en 1947 ? Les événements étaient-ils connus ? A l'évidence, ces événements, qui ont nécessité la mobilisation de milliers de soldats français, n'ont pu passer complètement inaperçu⁴³. Cependant, il convient de se demander si l'ampleur des événements qui se sont déroulées (durée, ampleur, conséquences des combats) à Madagascar a été saisie par

⁴⁰ Pour les détails de l'insurrection, voir Jacques Tronchon, *L'insurrection malgache de 1947*, Paris, Karthala, 1986, 399 p., et surtout Eugène Jean Duval, *La révolte des sagaies : Madagascar 1947*, L'Harmattan, Paris, 2002, 364 p., ce dernier ouvrage est intégralement consacré à l'aspect militaire de la révolte. Voir la Carte 3 Annexe 4 p. IX (situation en mars 1948) pour la réoccupation de la zone insurgée par les forces françaises.

⁴¹ D'ailleurs, quelques historiens, dont Yves Benot ose parler de « guerre ». Dans Yves Benot, *op. cit.*, p. 114

⁴² *Eugène Jean Duval, op cit, p.6*

⁴³ Au 31 décembre, à la suite de l'arrivée de successives de renforts, on compte à Madagascar près de 18 000 hommes, c'est-à-dire trois fois plus qu'au début de l'insurrection. (Jacques Tronchon, *op. cit.*, p. 62) On compte parmi eux de nombreux Tirailleurs Sénégalais et Malgaches.

les opinions françaises et américaines.

L'étude de la presse de cette période est sans doute l'un des meilleurs moyens pour mesurer l'attention qui a été donnée au conflit malgache. Afin d'évaluer la portée donnée aux événements par les différents journaux, on analysera comment ces quotidiens ont décrit l'insurrection et les hostilités qui ont eu lieu à Madagascar. Il ne s'agira pas de voir comment ils l'analysent en termes de causes et conséquences, mais plutôt de voir comment ils l'ont présenté dans son aspect militaire, et tout particulièrement de comparer les informations fournies par les journaux avec la réalité de l'insurrection et des affrontements qui l'ont suivis : ces événements sont-ils présentés comme de simples incidents dirigés par une minorité d'extrémistes ou comme des combats mobilisant un mouvement de masse et représentant un véritable danger pour l'autorité française dans la Grande Isle ? En particulier, il nous faudra déterminer si ces journaux ont suivi les informations délivrées par les officiels qui, eux, ont délibérément dédramatisé la situation en affirmant que la situation est sous contrôle ou bien en occultant la portée de la répression.

De l'étude de ces journaux, ressort en réalité un élément principal : bien qu'il n'ait pas nécessairement suivi les informations de source officielle, tous ont sous-estimé la gravité des événements qui se sont déroulés à Madagascar en 1947 et 1948. Dans les informations, ou plutôt vaut-il mieux parler de désinformation, exposées durant cette période, les événements ont été présentés aux lecteurs comme de simples « troubles » (ou « incidents »), toujours maîtrisés et facilement stoppés par l'armée française.

Ainsi, en analysant les informations concernant l'aspect militaire de l'insurrection, on verra que l'importance du soulèvement du 29 mars et surtout la durée ainsi que la gravité des affrontements qui l'ont suivi ont été minimisées. Ensuite, on soulignera particulièrement deux aspects de cette entreprise de désinformation: d'une part la relativisation de l'ampleur du mouvement de contestation malgache, considéré comme le travail d'une minorité d'extrémistes; et d'autre part la sous-évaluation des pertes humaines et matérielles consécutives aux combats.

A. Le déroulement des événements

Premièrement il s'agit de se concentrer sur l'aspect militaire de l'insurrection, l'aspect militaire entendu au sens strict, c'est-à-dire le soulèvement du 29 mars et les affrontements qui ont suivis ⁴⁴. Il s'agira d'analyser comment les différents journaux décrivent ces événements, et en particulier de déterminer quelle portée ils leur assignent, à la fois en terme de valeur militaire et de durée.

Dans cette partie, il nous faut séparer l'étude des différents quotidiens. En effet, si tous dédramatisent la situation, ils le font de manières différentes. *Le Monde* et *Le Progrès* offrent des informations assez similaires en ce qu'ils vont scrupuleusement suivre

⁴⁴ On n'étudiera pas les conséquences des combats, ni la façon dont le mouvement rebelle est présenté, ces deux questions étant l'objet des sous-parties suivantes.

les informations délivrées par les officiels. Le journal communiste, lui, non seulement sous-estime la portée de la crise, mais tend même à nier l'existence d'une insurrection malgache. Enfin, l'étude du *NYT* nous permettra, d'une part, de constater le grand intérêt porté par les américains aux affaires coloniales, et d'autre part, de lire une version un peu plus objective des faits.

1) Le Progrès et Le Monde : une « version officielle » des événements

Le traitement des événements par *Le Monde* et *Le Progrès* est tout d'abord remarquable du fait de la similarité des informations qu'ils proposent. Tous deux utilisent en effet les mêmes sources d'information, c'est-à-dire les instances gouvernementales et l'Agence France Presse (A.F.P.), et ils donnent ainsi la même impression, celle de vouloir rassurer l'opinion. Il est possible de distinguer trois périodes successives dans la couverture des événements par les journaux, trois périodes qui sont autant d'étapes du processus de désinformation : du 29 mars au 11 avril, du 11 avril au 12 mai, puis du 12 mai à l'annonce de la fin de l'insurrection. Bien sûr, cette périodisation constitue une simplification de la réalité, mais elle demeure utile à l'analyse.

a) Du 29 mars au 11 avril : les premiers indices de la désinformation ou la volonté de rassurer

Dans un premier temps, la couverture du déclenchement de l'insurrection et des jours qui ont suivis est assez conforme la réalité. Dès le déclenchement de l'insurrection, *Le Monde* insiste sur son caractère « **concerté** »⁴⁵. Le 2 avril, il évoque une « **campagne d'agitation généralisée** »⁴⁶ et le 5 une « **tentative de soulèvement généralisé** »⁴⁷. *Le Progrès* est un peu plus prudent puisqu'il se contente de dire que « **l'origine [des troubles] paraît être concerté** »⁴⁸. Autrement dit, tout en soulignant l'échec de l'opération, les deux journaux reconnaissent que c'est une tentative de soulèvement généralisé qui s'est produite à Madagascar.

Par ailleurs, les deux journaux offrent des renseignements plutôt précis et corrects quant à la géographie du soulèvement. Les principaux lieux d'agitation sont en effet tous évoqués par les deux journaux. Tous deux insistent ainsi à juste titre sur l'attaque du camp militaire de Moramanga⁴⁹ ainsi que sur l'enlèvement d'armes à Diégo Suarez⁵⁰. Ils précisent également la tenue d'incidents le long de la côte est (à Vatomandry,

⁴⁵ *Le Monde*, 4 avril 1947 et *Le Monde*, 17 avril 1947. Les 15, 20 et 22 avril, *Le Monde* reprend les propos de Mr de Coppet qui parle d'un « complot ».

⁴⁶ *Le Monde*, 2 avril 1947, p.1

⁴⁷ *Le Monde*, 5 avril 1947, p.1

⁴⁸ *Le Progrès*, 4 avril 1947, p.2. Reprenant les dires du Président du Conseil Paul Ramadier, le journal reconnaît plus tard que « les incidents n'ont pas pu se produire le même jour, à des distances éloignées sans un mot d'ordre » (*Le Progrès*, 11 avril 1947, p.2)

Farafangana, Vohipéno, Mananjary) ou encore à Manakara et Tananarive ; *Le Monde* évoque également l'échec de la rébellion à Fort-Dauphin. Les deux quotidiens reprennent de plus l'exposé de Paul Ramadier, réalisé le 11 avril en prélude à sa conférence de presse hebdomadaire⁵¹, et qui s'avère, lui aussi, assez correct d'un point de vue géographique⁵².

Mais l'exposé du Président du Conseil est surtout remarquable pour sa volonté de rassurer l'opinion. Selon lui, à Diego Suarez, « le nombre des assaillants était faible et l'échec a été pratiquement total ». Surtout il précise que « ces attaques ne paraissent être que des coups de main ». Il poursuit ainsi : « la situation ne présente rien de bien tragique. Ces événements n'ont rien de commun avec ceux d'Indochine ; c'est une série d'incidents locaux [...] qui exigent des mesures de précaution militaire ». Ces propos de Ramadier sont en fait assez représentatifs de l'ensemble des informations délivrées par les deux journaux, qui sont dès les premiers jours, remarquables pour leur caractère rassurant. Dès le 2 avril, *Le Progrès* titre en effet : « **le calme semble être revenu à Madagascar** »⁵³ et le 4 avril, évoquant les « troubles » malgaches, il précise « **qu'il s'agit là d'une menace à longue échéance qui ne se préciserait que dans le cas où la France abdiquerait** »⁵⁴. De même, le 8 et le 9, *Le Monde* titre respectivement : « **Détente à Madagascar** »⁵⁵ et « **Situation plus calme à Madagascar** »⁵⁶. Les deux journaux reprennent également les déclarations du conseil des ministres qui « **a pu constater que [les incidents] ne présentaient pas une menace sérieuse et généralisée pour l'influence française** »⁵⁷.

L'étude du vocabulaire utilisé par la presse pour qualifier ce qui se passe à Madagascar confirme cette tendance, *Le Monde* et *Le Progrès* évoquant en effet, soit des « troubles », soit des « incidents », deux qualificatifs qui décrivent mal ce qui se passe sur

⁴⁹ *Le Monde*, 1 avril 1947, p.1 et *Le Progrès*, 1 avril 1947, p.1

⁵⁰ *Le Monde*, 2 avril 1947 et *Le Progrès*, 3 avril 1947

⁵¹ Le 4 avril, lors de la conférence de presse hebdomadaire, il avait déjà réalisé un exposé sur la Madagascar. Lors de la conférence du 11, Madagascar est le sujet principal et le premier ministre donne beaucoup plus d'informations.

⁵² *Le Monde*, 11 avril 1947, p.8 et *Le Progrès*, 11 avril 1947, p.1. P. Ramadier évoque la « tentative d'agression contre un dépôt d'armes » à Diégo Suarez et surtout les « deux centres principaux de l'insurrection », c'est-à-dire « Moramanga » et « la région côtière où se trouvent de petits ports entre Manajary et Farafangana »

⁵³ *Le Progrès*, 2 avril 1947, p.2

⁵⁴ *Le Progrès*, 4 avril 1947, p.1. On peut lire cet article en Annexe 6 (p. XIII)

⁵⁵ *Le Monde*, 8 avril 1947, p.2

⁵⁶ *Le Monde*, 9 avril 1947, p.2

⁵⁷ *Le Monde*, 10 avril 1947, p.8 et *Le Progrès*, 10 avril 1947, p.1

le terrain où de terribles combats ont lieu.

Le retour au calme, ou du moins l'amélioration rapide de la situation, présenté par les journaux ne correspond pas à la réalité, qui est en fait beaucoup plus complexe. Certes, « **la généralisation du soulèvement a pu être évitée** »⁵⁸ et l'insurrection a été désamorcée dans plusieurs villes, comme à Tananarive Fort-Dauphin ou Diégo Suarez, où, comme Paul Ramadier l'a dit, les rebelles n'ont enlevé que quelques armes. Mais, « **cet échec initial n'empêche pas l'insurrection de s'étendre rapidement [...] et au bout de quelques jours, l'insurrection a gagné l'ensemble de la côte est** »⁵⁹. En fait, dès le 30 mars, les insurgés semblent contrôler la zone de dissidence décrite plus haut, et ils gagnent du terrain rapidement, en particulier vers le nord jusqu'à Andapa. S'il est vrai, comme semblent le dire ces journaux, que le soulèvement a globalement été un échec, il est faux de dire que la situation est devenue calme et ne représente plus un danger dès premiers jours d'avril.

Les deux journaux offrent par ailleurs des informations contradictoires et plutôt contestables quant à savoir si l'insurrection a constitué une surprise. *Le Monde* annonce en effet que « **la situation générale de l'île n'a pas été compromise [...] grâce à l'alerte générale donnée quelques jours auparavant par les autorités civiles et militaires, averties que des tentatives de manifestation devaient avoir lieu le 29 mars à minuit** »⁶⁰ ; *Le Progrès* précise également que « les autorités françaises avaient été averties deux ou trois jours auparavant de la sédition qui se préparait ». Autrement dit, les journaux semblent dire que les autorités étaient au courant qu'un soulèvement se préparait. Pourtant, les deux quotidiens qualifient l'insurrection de « **surprise** »⁶¹ ; en effet, « comme des menaces de ce genre avaient été extrêmement fréquentes, certaines autorités françaises ne crurent pas devoir prendre toutes les mesures qui s'imposaient ». Sur cet aspect comme sur beaucoup d'autres, ces deux journaux se contentent en fait de reprendre la version officielle qui refuse de reconnaître que l'occurrence d'un soulèvement était évidente depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Avouer une telle chose reviendrait en effet à reconnaître l'existence d'un malaise profond à Madagascar dont résulterait l'insurrection. Au contraire, affirmer que le soulèvement constitue une surprise revient à présenter la révolte comme un problème conjoncturel, et témoigne finalement de la volonté de rassurer des autorités, dont les journaux se font l'écho.

La réalité est encore différente de ce que décrit la presse. L'insurrection malgache est loin d'être un événement isolé; il s'agit du résultat d'un processus de radicalisation du mouvement malgache et de « **18 mois d'incidents à répétition** »⁶². Comme le prédise Eugène-Jean Duval, « pour que le feu ait pris si rapidement, il fallait que des matériaux

⁵⁸ Eugène Jean Duval, *op. cit.*, p.76

⁵⁹ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.44

⁶⁰ *Le Monde*, 3 avril 1947, p.1

⁶¹ *Le Monde*, 18 avril 1947, p.3 et *Le Progrès*, 17 avril 1947, p.1

⁶² Eugène-Jean Duval, *op. cit.*, p.51

inflammables aient été accumulés ». Les émeutes, mouvements de grèves, manifestations de rue se multiplient en 1946 et 1947; la situation est explosive de telle sorte que, selon Jacques Tronchon, « ***l'éclatement de l'insurrection dans la nuit du samedi 29 au dimanche 30 mars n'est pas une véritable surprise [...]. Dès la fin 1946 [les autorités françaises] se trouvent sur le qui-vive. [...] L'insurrection est dans l'air*** »⁶³.

Dans un premier temps, certaines informations données par *Le Monde* et *Le Progrès* s'avèrent donc conformes à la réalité, en particulier les informations concernant la géographie de l'insurrection ainsi que son caractère généralisé. Cependant, on peut déjà détecter certains éléments contestables dans la couverture de l'insurrection, puisque, contredisant la réalité de ce qui se passe à Madagascar, les deux journaux annoncent le retour au calme et présentent l'insurrection comme une surprise, deux éléments qui témoignent une certaine volonté de dédramatiser la situation.

b) Du 11 avril au 12 mai : « les troubles » en dernière page

Le 11 avril, le premier ministre Paul Ramadier a, comme on l'a déjà souligné, réalisé un exposé sur la situation à Madagascar durant lequel il a relativisé l'importance du soulèvement. Comme si le premier ministre avait tout dit lors de son discours, les événements de Madagascar passent alors au deuxième plan. Bien que la situation à Madagascar soit en réalité de plus en plus critique pour l'armée française, *Le Monde* et *Le Progrès* entrent dans une nouvelle phase du processus de désinformation qui se caractérise ainsi : d'abord, les articles à propos des « troubles » sont de moins en moins nombreux (particulièrement dans *Le Progrès*) et ne sont que rarement mis en évidence ; puis, si certains articles font état d'affrontements sérieux, ces sont isolés au milieu de déclarations officielles et de dépêches dédramatisant la situation.

D'abord, les deux journaux donnent de moins en moins de place aux événements de Madagascar, et tout particulièrement à leur aspect militaire. Entre l'exposé de Ramadier et le 12 mai, c'est-à-dire quand se termine le débat à l'Assemblée et quand le MDRM est dissout, *Le Progrès* fait état d'affrontements seulement à 4 reprises⁶⁴. *Le Monde* donne plus d'informations sur l'aspect militaire de la crise malgache puisque, sur la même période, il évoque les événements une quinzaine de fois, soit environ un jour sur deux.

En fait, si *Le Monde* donne globalement plus d'informations, cela ne vient sans doute pas du fait que ce journal soit plus concerné par les événements de Madagascar. Ce fait est la simple conséquence de la différence de taille des deux journaux⁶⁵. Le journal lyonnais ne peut délivrer que les informations jugées essentielles et se doit donc de réaliser des choix. A l'évidence, l'insurrection de Madagascar, dont tout le monde semble croire que la suppression ne sera qu'une formalité, ne fait pas partie des priorités du

⁶³ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.37

⁶⁴ *Le Progrès*, 12 avril 1947, p.2 ; *idem*, 23 avril, p.2; *idem*, 2 mai, p.2 ; *idem*, 12 mai, p.1.

⁶⁵ Comme on l'a déjà souligné, quand *Le Monde* compte 8 pages, *Le Progrès* en compte 4, dont seulement deux sont consacrées à l'information nationale et internationale.

Progrès. Mais, la crise malgache n'est pas plus une priorité pour *Le Monde*. En effet, dans les deux quotidiens, les articles concernant les affrontements à Madagascar ne sont jamais mis en valeur. D'abord, la forme des articles, qui consistent le plus souvent en de simples dépêches lapidaires, n'attire guère l'attention. Ces articles se contentent le plus souvent de faire état d'affrontements dans certains points de l'île aux noms exotiques que le lecteur ne peut évidemment localiser (aucun article n'est accompagné d'une carte). Surtout, ils font rarement d'évaluation générale de la situation dans l'île. En bref, les articles concernant les affrontements entre l'armée française et les rebelles malgaches font partie des articles que peu de lecteurs lisent, et dont peu de lecteurs se rappelleront s'ils les lisent. Il est vrai que l'agenda est très chargé en avril 1947 et que les deux journaux sont beaucoup plus concernés par d'autres événements, tel que la montée des tensions entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique, ou les problèmes économiques. Enfin, quand la crise malgache est évoquée, les journaux considèrent plus son aspect politique, c'est-à-dire l'arrestation des parlementaires malgaches ou les conséquences des prises de position communiste sur la cohésion du gouvernement, que son aspect militaire. Il paraît acquis que l'armée française devrait supprimer la révolte et reprendre rapidement le contrôle de l'île.

En plus de leur forme, le contenu des articles témoigne aussi d'une relativisation de l'importance de la crise malgache de la part des deux quotidiens. Les deux journaux évoquent bien l'existence d'incidents sporadiques, et certains articles précisent même que des « incidents » sont sérieux. Le 23 avril et le 2 mai, *Le Progrès* titre : « la situation reste grave à Madagascar »⁶⁶, et dans ces articles, le journal détaille des attaques de rebelles dans différents points de l'île. Les nouvelles du *Monde* peuvent également témoigner d'une situation inquiétante. Le 8 mai, il précise que « **la situation militaire n'est pas brillante** »⁶⁷, puis le 10 mai, un gros titre en deuxième page du journal annonce que « **six milles rebelles pillent encore la côte orientale de Madagascar** »⁶⁸. Mais ces articles ne reflètent pas le ton général des articles et sont trop rares pour réellement alerter l'opinion sur caractère dramatique des combats. Surtout, si ces nouvelles inquiétantes interviennent toutes au début du mois de mai, ce n'est pas le résultat d'un changement de la situation sur l'île, mais seulement la conséquence de l'envoi d'un reporter du *Monde* sur place, en la personne de Pierre Voisin. Mais, ce dernier ne reste sur l'île que quelques jours, et de ce fait, si les informations fournies par *Le Monde* ont été proches de la réalité pendant une courte période, la désinformation redevient rapidement la norme.

Les nouvelles données par les deux journaux sont en effet surtout remarquables pour leur capacité à relativiser l'importance de l'insurrection. Beaucoup d'articles du *Monde* semblent signifier que même s'ils restent des zones de trouble, l'armée française reprend rapidement le contrôle de la situation; en bref, « **le calme revient peu à peu** »⁶⁹. Dès les 16 et 17 avril, *Le Monde* titre respectivement : « **Soumissions de chefs rebelles** »⁷⁰ et

⁶⁶ *Le Progrès*, 23 avril 1947, p.2 ; *Le Progrès*, 2 mai 1947, p.2

⁶⁷ *Le Monde*, 8 mai 1947, p.2. On peut lire cet article en ANNEXE V, p.XI

⁶⁸ *Le Monde*, 10 mai 1947, p.2

« **Soumissions à Madagascar** »⁷¹. Surtout, les opérations menées à Madagascar ne sont présentées que comme des « **opérations de nettoyage** »⁷² ou même une « **pacification** »⁷³, comme si le plus dur était déjà fait. Même quand la situation est présentée comme plutôt « sérieuse », comme le 10 mai, le journal précise que le calme devrait revenir, puisque « **les renforts attendus à Madagascar sont destinés à ouvrir la phase véritablement offensive des opérations** »⁷⁴. De plus, de nombreux articles des deux journaux reprennent les déclarations officielles toujours très rassurantes. Ces articles sont d'ailleurs les plus facilement visibles pour le lecteur, en tout cas beaucoup plus que la plupart des articles détaillant des affrontements à Madagascar. Par exemple, le 19 avril, *Le Monde* reprend dans un grand titre une déclaration du Haut Commissaire de Madagascar, Mr de Coppet, selon laquelle « **la rébellion est maîtrisée** »⁷⁵. Les deux journaux reprennent également les déclarations du Ministre de la France d'outre-mer, Marius Moutet⁷⁶ selon lequel « **les arrestations ont transformé le caractère du mouvement. Les bandes, désormais sans direction centrale, agissent pour leur compte et jouent leur va-tout. [...] Le mouvement est en nette décroissance.** »⁷⁷

Bien que les hostilités semblent se prolonger dans la colonie, les deux journaux continuent à utiliser des termes dénotant une minoration de l'importance de la crise. Ainsi, les journaux continuent d'évoquer le plus souvent des « incidents », ou des « troubles ». « Les événements de Madagascar » est une autre expression utilisée, en particulier lors du débat parlementaire sur la situation dans la colonie (entre le 30 avril et le 10 mai). Quant il s'agit de l'aspect militaire de la crise, l'expression « les troubles de Madagascar » est celle qui revient le plus souvent. Comme aujourd'hui l'expression qui s'est imposée est « l'insurrection malgache » (plutôt que de la rébellion malgache, ou la guerre de Madagascar...), à l'époque, il semble que l'expression rentrée dans le vocabulaire

⁶⁹ *Le Monde*, 23 avril 1947, p.3

⁷⁰ *Le Monde*, 16 avril 1947, p.4

⁷¹ *Le Monde*, 17 avril 1947, p.2

⁷² *Le Monde*, 22 avril 1947, p.2 et *Le Monde*, 27 avril 1947, p.2

⁷³ *Le Monde*, 1 mai 1947, p.2

⁷⁴ *Le Monde*, 10 mai 1947, p.2

⁷⁵ *Le Monde*, 19 avril 1947, p.3. On peut lire cet article en Annexe 5 p.X. Il constitue un des meilleurs exemples de désinformation délibérée des autorités.

⁷⁶ *Le Progrès* ne précise d'ailleurs qu'il s'agit des déclarations de M. Moutet. Ses propos sont repris comme des une affirmation neutre au milieu de l'article.

⁷⁷ *Le Progrès*, 17 avril 1947, p.1. Dans le même registre, les journaux reprennent le 6 mai le communiqué officiel du Conseil de Cabinet où il est précisé que « **la rébellion a été circonscrite, mais que la répression définitive doit être maintenant complétée** ». (*Le Progrès*, 6 mai 1947, p.1 et *Le Monde*, 6 mai 1947, p.8)

commun soit « les troubles de Madagascar ». Toutefois, à partir de la fin avril, un changement intervient dans la sémantique des deux quotidiens : bien que leur intérêt pour ce qui se passe à Madagascar ne semble pas s'accroître, les deux quotidiens commencent à parler de « révolte », ou de « rébellion ».

Les informations communiquées par les deux journaux sont donc parfois contradictoires : il est sans doute difficile pour le lecteur de se faire une idée précise de la gravité de la situation. Il se trouve successivement face à l'entreprise de désinformation des officiels français puis face aux articles plus inquiétant du reporter du *Monde*. Mais étant donné la place donnée aux différents articles, le vocabulaire utilisé ainsi que l'abondance de dépêches et de déclarations officielles martelant que la situation est sous contrôle, l'impression générale donnée au lecteur reste que l'insurrection à Madagascar n'est pas une affaire de grande importance. En tout cas, si le lecteur avait des doutes jusque là, la situation décrite par les deux journaux à partir de la mi-mai laisse peu de place à l'ambiguïté, les deux quotidiens ne faisant presque plus état d'affrontements ou donnant le plus souvent des nouvelles erronées annonçant la fin de l'insurrection.

c) A partir du 12 mai : la fin de la rébellion est progressivement annoncée

Après le débat à l'Assemblée et la dissolution du MDRM (12 mai), le mouvement malgache, pourtant alors régulièrement qualifié de « rébellion » ou de « révolte », est présenté par les deux journaux comme étant dans sa phase finale. Comme si le débat avait apporté les dernières précisions nécessaires, et comme si la dissolution du MDRM avait solutionné la crise, *Le Monde* et *Le Progrès* semblent entrer dans une nouvelle phase, la dernière du processus de désinformation. De mai à septembre, les deux journaux font très rarement état d'affrontements à Madagascar jusqu'à ne plus en parler au mois d'octobre; et, non sans quelques contradictions, la fin de la rébellion est progressivement proclamée.

Après la dissolution du MDRM, l'insurrection malgache est définitivement devenue une affaire de deuxième plan pour les deux quotidiens. *Le Monde* informe en effet ces lecteurs de façon très sporadique sur l'aspect militaire de l'insurrection avec seulement deux articles en mai, deux en juin, quatre en juillet, deux en août et deux en septembre, à peine plus que *Le Progrès* qui propose deux articles en mai, deux en juin et deux en août.

Les deux quotidiens reprennent en particulier plusieurs dépêches et déclarations officielles. Le 22 mai, le communiqué du Conseil de cabinet repris par les deux journaux, laisse entendre qu'à Madagascar, « **aucun changement n'est signalé. Si la révolte est désormais circonscrite, elle n'est pas étouffée. Les renforts sont maintenant à pied d'œuvre ; leur action ne tardera pas à porter ses fruits et l'on est en droit d'espérer un redressement rapide** »⁷⁸. Une dépêche AFP de début juin indique que « **la situation est maintenant claire à Madagascar. [...] L'activité des rebelles se borne actuellement à des coups de mains ayant uniquement pour objet le pillage. Le rétablissement complet de la vie ferrée Tananarive-Tamatave [...] préoccupe seul les autorités de l'île** »⁷⁹. Le 28 juin, le plus gros titre de la deuxième page du *Progrès* annonce : « **la pacification définitive de Madagascar à la veille d'être entreprise** »⁸⁰.

⁷⁸ *Le Progrès*, 22 mai 1947, p.2 et *Le Monde*, 22 mai 1947, p.8

Comme depuis le début de l'insurrection, il existe toutefois quelques exceptions et certains articles donnent des nouvelles moins optimistes. En particulier, un article du *Progrès* du 12 juillet annonce que « des nouvelles fraîches reçues de Madagascar [...] ne sont pas des plus brillantes. [...] La rébellion continue de faire boule de neige, [...] les villages passent à la dissidence ou bien sont razzés », ces nouvelles venant en fait de « différents correspondants qui ont pu nous les faire passer pas des moyens rudimentaires ». L'article, qui conclut sur la nécessité d'envoyer de nouveaux renforts, est néanmoins contredit par les nouvelles des jours suivants qui prédisent une fin rapide de l'insurrection. Ainsi, « les soumissions de rebelles se multiplient » selon *Le Progrès* du 31 juillet (la dépêche est également reprise par *Le Monde*)⁸¹. De même dans un article du *Monde* du 25 juin prédise que « la zone d'insécurité malgache se déplace vers le nord » et que « les attaques se renouvellent ». Mais, une fois de plus, un article décrivant une situation difficile, c'est-à-dire la réalité des combats, est rapidement désavoué puisque, selon *Le Monde* des 8 et 10 juillet, « **la situation s'améliore à Madagascar** » et « **les soumissions sont de plus en plus nombreuses** »⁸².

A la fin du mois d'août, les deux quotidiens semblent franchir une étape supplémentaire en prétendant que l'insurrection touche à son terme. Ainsi, les deux journaux citent le général Pellet, commandant des troupes de Madagascar, selon lequel « **Madagascar est désormais relativement calme** »⁸³. Enfin, « **la fin prochaine de la rébellion à Madagascar** » est annoncée par *Le Progrès* le 23 août, l'article précisant que « **les éléments rebelles donnent des signes de découragement [...]. Les soumissions se multiplient. [...] les réserves alimentaires diminuent. [...] Les signes de désagrégation sont manifestes un peu partout, et la tournure des opérations laisse prévoir la fin prochaine de la rébellion** »⁸⁴. *Le Monde*, un peu plus prudent, annonce en titre: « **la fin de la rébellion malgache serait prochaine** »⁸⁵. Dès lors, l'insurrection disparaît des pages du *Progrès*, du moins jusqu'en septembre 1948 et le procès des parlementaires malgaches. *Le Progrès* évoque bien les problèmes coloniaux, en particulier les incidents en Indochine, mais les « troubles » de Madagascar semblent appartenir au passé. *Le Monde* reprend, lui, les propos de Mr de Coppet, qui, sans doute impatient de voir l'envoi de nouveaux renforts autorisés par le Président du Conseil, annonce le 18 septembre que « la situation dans l'île demeure sérieuse ». Pour autant, la

⁷⁹ *Le Progrès*, 2 juin 1947, p.1 et *Le Monde*, 1 juin, 1947 p.1

⁸⁰ *Le Progrès*, 28 juin 1947, p.2

⁸¹ *Le Progrès*, 30 juillet 1947, p.1 et *Le Monde*, 31 juillet 1947, p.2

⁸² *Le Monde*, 8 juillet 1947, p.4 et *Le Monde*, 10 juillet 1947, p.8

⁸³ *Le Monde*, 21 août 1947, p.4 et *Le Progrès*, 21 août 1947

⁸⁴ *Le Progrès*, 23 août 1947, p.2

⁸⁵ *Le Monde*, 24 août 1947, p.2

volonté de relativiser la situation est toujours présente dans ces propos puisqu'il annonce **que « les opérations seront terminés d'ici un mois et demi »**⁸⁶. A partir du mois d'octobre, l'insurrection est oubliée par le journal, alors que les combats continuent pendant plus d'un an à Madagascar.

La réalité est en effet bien différente de ce qui est décrit par les deux quotidiens. Eugène-Jean Duval montre en effet dans son livre, *La révolte des sagaies*, que les autorités françaises se sont contentées de « faire face », de « **parer au plus pressé** »⁸⁷ jusqu'à la mi-juillet 1947 : « **du 30 mars au 21 mai 1947, l'action militaire est strictement limitée à tenter d'éviter une extension de la rébellion** »⁸⁸. Contrairement à ce que laissent entendre Mr de Coppet dans la presse, la rébellion n'est jamais « maîtrisée » pendant cette période. Lui-même le reconnaît d'ailleurs devant l'Assemblée représentative de Madagascar le 19 juillet⁸⁹. Si les premiers renforts arrivent au courant du mois de mai, c'est seulement en juillet que le Président du Conseil prend véritablement conscience de la situation et autorise l'envoi de renforts permettant le début des grandes opérations. On pourrait alors croire que les informations données par les deux journaux vont se rapprocher de la réalité. Comme le disent les journaux au mois d'août, il est vrai que les soumissions se multiplient et que la situation s'améliore pour les forces françaises; pour autant la « fin prochaine » de la rébellion annoncée par les deux journaux n'est pas pour tout de suite, les combats continuant en réalité pendant toute l'année 1948.

L'étude de la couverture de l'aspect militaire de l'insurrection malgache par *Le Monde* et *Le Progrès* révèle donc un cas de désinformation. Certes, les informations données sont parfois contradictoires, certaines sont parfois conformes à la réalité. De ce fait, l'évaluation générale de la situation est sans doute souvent difficile à réaliser pour le public. Le lecteur aura en fait une perception complètement différente des événements s'il lit *Le Monde* le 6 mai plutôt que le 1^{er}. Cependant, bien que les deux quotidiens n'offrent pas tout à fait la même information, tous deux restent principalement caractérisés par leur tendance à réduire la portée des événements, en particulier au travers du vocabulaire utilisé et des déclarations officielles. Il est d'ailleurs remarquable que ces deux journaux n'aient jamais mis en doute l'objectivité de ces déclarations; et d'une manière générale, il faut bien dire que l'information délivrée par les deux quotidiens colle tout à fait à la version des événements donnée par les autorités. C'est en cela que l'on peut qualifier l'information délivrée par les deux quotidiens de « version officielle » des événements.

Si la version des événements donnée par *La Voix du Peuple* est clairement différente, elle constitue également un autre exemple de désinformation qu'il nous faut étudier.

⁸⁶ *Le Monde*, 24 septembre 1947, p.2

⁸⁷ Eugène Jean-Duval, *op. cit.*, p. 144

⁸⁸ Eugène Jean-Duval, *op. cit.*, p. 145

⁸⁹ Eugène Jean-Duval, *op. cit.*, p. 172

2) « Les troubles » dans *La Voix du Peuple*, ou la négation de l'existence d'une insurrection conçue par les malgaches

Comme *Le Monde* et *Le Progrès*, *La Voix du Peuple* a diminué la portée de la crise malgache, mais le quotidien communiste est en fait aller plus loin dans la désinformation puisqu'il est allé jusqu'à remettre en cause l'existence d'une révolte spontanée de la part des malgaches. En tout cas, dans le quotidien communiste, la version des faits est établie dès les premiers jours et ne varie plus de telle sorte qu'il n'est pas nécessaire de distinguer différentes périodes.

Le premier article publié par *La Voix du Peuple* à propos de l'insurrection, daté du 1^{er} avril, est presque le même que ceux du *Progrès* et du *Monde*, ce qui suggère que les journaux disposent des mêmes sources d'information (et donc que *La Voix du Peuple* utilise les sources « officielles »). Les articles des trois journaux, utilisant presque les mêmes formules, annoncent que « le camp militaire de Moramanga a été attaqué par une bande de plusieurs centaines d'individus armés de sagaies et de coupe-coupe ». En revanche, préfigurant la position du journal dans les semaines qui suivent, c'est-à-dire une dénonciation de la politique systématique répression, le journal communiste n'évoque pas les déclarations du haut commissaire que l'on peut lire dans les deux autres journaux et selon lesquelles des renforts vont être envoyés et « **les coupables seront impitoyablement poursuivis et châtiés** »⁹⁰.

Dès le 3 avril, comme si *La Voix du Peuple* avait alors reçu les consignes du parti sur de la ligne à tenir à propos des événements à Madagascar, le journal prend une position qui sera la sienne pendant toute la période étudiée : l'aspect militaire de la crise est négligeable, il n'y a pas d'affrontements sérieux à Madagascar, ce ne sont que des « incidents ». Alors que le 1^{er} avril, il n'hésite pas à évoquer en titre de « graves incidents » (*Le Progrès* parlant simplement d'« incidents »), deux jours plus tard, il annonce que « les incidents de Madagascar étaient avant tout politiques » et, se référant à une dépêche A.F.P., il précise que le calme serait en fait revenu. De plus, le journal se distingue du reste de la presse en précisant que « les incidents étaient grossis à plaisir par la presse réactionnaire ». L'adjectif réactionnaire étant souvent utilisé dans le journal pour qualifier tous ceux qui ne sont pas communistes, celui-ci ne désigne pas seulement des journaux de droite mais aussi des journaux modérés comme *Le Progrès* et *Le Monde*.

Comme les « incidents » sont considérés comme sans grande importance par le journal, ce dernier ne juge pas nécessaire de donner d'information à ce propos dans les jours suivants, les nouvelles de sources officielles que l'on peut lire dans les autres journaux n'étant pas reprises par le journal communiste. Toutefois, *La Voix du Peuple* se doit d'évoquer les déclarations du gouvernement à propos de Madagascar, d'autant plus que des communistes en sont alors membres. Le 10 avril, il reprend la déclaration du conseil dans des termes similaires à ceux des autres journaux, sans doute car ceux-ci sont compatibles avec son interprétation des faits, le Conseil annonçant que les

⁹⁰ *La Voix du Peuple*, 1^{er} avril 1947, p.1. L'article de *La Voix du Peuple* ajoute que « d'autres incidents se sont produits sur différents points de l'île ».

« incidents [...] ne présentaient pas une menace sérieuse et généralisée pour l'influence française »⁹¹. *La Voix du Peuple* reprend également très brièvement le discours prononcé par le premier ministre Ramadier le 11 avril dont une phrase est reprise en gras : « **Voilà la situation, elle ne présente rien de tragique** »⁹².

Le 21 avril, le journal réitère ses critiques contre la presse qui, selon lui, continue à dramatiser les événements qui se produisent à Madagascar. Dans son éditorial rédigé par G. Brunet, le journal communiste dénonce « un journal lyonnais du soir, dont les attaches avec le P.R. et la haute finance lyonnaise sont connues, [qui] a osé, hier soir, titré en grosses lettres de deux centimètres de haut : « **les troubles s'étendent à Madagascar** » »⁹³. C'est le journal *La Liberté* qui est en fait dénoncée par le journal communiste. L'ironie est que, s'il a raison de dénoncer la médiocrité des informations délivrées par la presse à propos de Madagascar, sa critique devrait être inversée : la presse française ne tend pas à dramatiser la situation à Madagascar mais bien plutôt à la relativiser, comme l'a montré l'étude du *Progrès* et du *Monde*. En réalité, il n'est pas du tout exagérer de dire que les « troubles s'étendent ».

En fait, si le journal communiste sous-estime à ce point l'importance des affrontements qui se produisent à Madagascar, c'est tout simplement parce que ce journal nie l'existence d'une insurrection qui serait un mouvement de révolte spontané et dirigé contre l'occupation française. Pour le quotidien, les « incidents » ne sont pas le résultat d'un soulèvement des malgaches, mais la simple réaction des malgaches à des provocations de la part des colons, ces derniers ayant volontairement déclenché des troubles afin de justifier une répression virulente et, du même coup, une extension de leur contrôle sur l'île. Selon *La Voix du Peuple*, la presse réactionnaire tend à exagérer la gravité de la situation « pour justifier la répression que réclament les colons ». C'est pourquoi le journal qualifie l'article de *La Liberté* annonçant l'extension des troubles de « méprise » visant à « **jeter de l'huile sur le feu** »⁹⁴. Dans la deuxième partie, on examinera en détail la thèse des provocations mise en avant par le journal pour expliquer le déclenchement de l'insurrection.

Le journal délivre donc très peu d'informations sur l'aspect militaire de la crise dans la mesure où cela contredirait son interprétation des faits. Comment expliquer qu'il y ait des affrontements à Madagascar si l'on nie l'existence d'un mouvement de contestation ? Toutefois, puisque les « incidents » persistent et que les autres journaux continuent de

⁹¹ *La Voix du Peuple*, 10 avril 1947, p.1

⁹² *La Voix du Peuple*, 11 avril, p.1 et p.2. Il évoque seulement l'existence de « deux foyers principaux : Moramanga, sur la voie de chemin de fer reliant Tananarive à la côte est, et une région avoisinant la côte est (de Mananjary à farafangana) ». Alors que les deux autres journaux étudiés plus haut détaillent les événements qui se sont produits dans ces deux régions, *La Voix du Peuple* se contente de préciser que « le premier de ces points vit l'attaque par une bande de 3 à 400 armés d'armes blanches d'un camp où étaient stationnés des Sénégalais » et « le second vit une série de coups de mains isolés ».

⁹³ *La Voix du Peuple*, 21 avril, p.1

⁹⁴ *La Voix du Peuple*, 21 avril 1947, p.1.

faire état d'affrontements, le quotidien communiste ne peut rester complètement muet sur la question. Ainsi, à la suite de l'exposé de Ramadier du 11 avril, *La Voix du Peuple* évoque l'occurrence d'affrontements à une reprise, c'est-à-dire le 24 avril lorsqu'il annonce « une extension de la « guérilla » sur tout le territoire de l'île ». Mais, afin de ne pas remettre en cause son interprétation des événements, le journal trouve une parade : si les combats se poursuivent, c'est seulement à cause de nouvelles provocations des colons, qui prennent maintenant la forme d'une répression féroce. Ainsi, après avoir annoncé « l'extension de la « guérilla » » sans précisions supplémentaires, le journal s'empresse de préciser que « **la manière dont sont menés les expéditions punitives contribue pour une large à aggraver la situation** »⁹⁵. D'une manière générale, quand il doit évoquer l'aspect militaire de la crise, le journal tend à insister sur la répression et les provocations des colonialistes qui seraient la véritable source des « incidents », plutôt que sur l'activité du mouvement rebelle. La question de la répression sera étudiée plus en détail en fin de première partie, mais on peut d'ores et déjà souligner quelques références à ce sujet. Par exemple, le 14 avril, le journal dénonce l'emploi de « **méthodes de répression violente et arbitraire** », qu'il qualifie de « **nouvelles provocations** »⁹⁶ et le 18, le journal communiste, s'appuyant sur les propos du député malgache Rasetra, condamne l'activité des « **troupes françaises [qui] se sont livrées par représailles à des massacre égalant Oradour** »⁹⁷.

À la suite de l'article du 24 avril annonçant l'extension de la guérilla et des quelques autres concernant la répression menée par l'armée française, l'insurrection malgache, en tout cas dans son aspect militaire, disparaît des pages de *La Voix du Peuple*. Le peu de fois où le journal s'intéresse à la crise malgache, il le fait en évoquant l'affaire des parlementaires ou en réalisant de longues discussions sur la nécessité d'une mise en place effective de l'Union Française. Ainsi, sans que la fin officielle de l'insurrection ait été annoncée, les « troubles » semble être finis pour les communistes.

Le journal communiste, comme les journaux plus modérés que sont *Le Progrès* et *Le Monde*, participent donc à la désinformation sur les événements malgaches. Lui aussi sous-estime clairement ce qui se passe à Madagascar. Le vocabulaire utilisé pour qualifier les événements le dénote. Comme dans les autres journaux, les expressions « incidents », « troubles » et « événements » sont celles qui reviennent le plus souvent. Mais, en réalité, le journal communiste va plus loin dans la désinformation. D'abord, d'un point de vue quantitatif, il évoque très peu les affrontements (en tout et pour tout, moins de dix articles abordent l'aspect militaire de la crise, et cela de façon toujours très rapide) et cesse d'évoquer l'insurrection dès la fin avril, alors que les deux autres journaux s'y réfèrent au moins jusqu'en septembre. Surtout, du point de vue du contenu des articles, il dénonce les autres journaux coupables, selon lui, d'exagérer la gravité de la situation, alors qu'en fait ceux-ci en sous-estiment largement l'importance. En fait, sans le dire explicitement, il remet simplement en cause l'existence d'une insurrection spontanée de la

⁹⁵ *La Voix du Peuple*, 23 avril 1947, p.2

⁹⁶ *La Voix du Peuple*, 14 avril 1947, p.2

⁹⁷ *La Voix du Peuple*, 18 avril 1947, p.2

part des malgaches⁹⁸.

3) Le New York Times : une information abondante et moins subjective

Est-ce qu'en certains points du globe, en particulier en des endroits où les passions coloniales sont moins exacerbées, il a été possible de lire des informations plus proches de la réalité ? En plus de nous renseigner sur l'intérêt des américains pour les questions coloniales, l'étude du *NYT* devrait nous aider à lever cette interrogation. Ainsi, on verra que, malgré certaines faiblesses, les nouvelles délivrées par le quotidien américain s'avèrent plus proche de la réalité, ou plutôt en sont-elles moins éloignées. En fait, les informations délivrées par le *NYT* sont assez proches de celles délivrées par *Le Monde* et *Le Progrès*, puisque, comme eux, il sous-estime l'importance des hostilités, mais on sera aussi amené à constater des différences essentielles, en particulier dans la manière d'évaluer la gravité de la situation.

On peut distinguer plusieurs dans la couverture de l'insurrection par le journal américain. Dans un premier temps, soit jusqu'au 11 avril, le quotidien américain tend, comme la presse française, à dédramatiser la situation. Mais, il s'en distingue progressivement jusqu'à prendre son contre-pied en décrivant une extension du mouvement de contestation au mois de juin. Enfin, à partir du mois de juillet, le quotidien américain rentre dans le rang en faisant preuve de plus d'optimisme⁹⁹.

a) 1^{er} au 11 avril : des premières nouvelles rassurantes

Dès son déclenchement, le *New York Times* semble porter un grand intérêt à l'insurrection malgache. Ainsi, dès le lendemain du soulèvement, le quotidien publie un long article où il détaille les attaques rebelles sur Moramanga, Diégo Suarez, et différents centres de la côte est¹⁰⁰. Cet article, comme ce sera souvent le cas par la suite, est même plus long que ceux des journaux français.

Comme *Le Monde* et *Le Progrès*, le quotidien américain met l'accent sur le caractère concerté du mouvement. Pour lui, il s'agit bien d'une tentative de soulèvement général qui s'est produite dans l'île. Selon le *New York Times* du 2 avril, « **les rapports provenant de Tananarive, la capitale, indiquent que les éruptions de violence furent coordonnées pour commencer en plusieurs points de façon simultanée** »¹⁰¹. Les 4 et 11 avril, le journal reprend les déclarations de Paul Ramadier qui vont dans le même sens¹⁰². Le

⁹⁸ D'ailleurs, on peut noter qu'à la différence du *Progrès* et du *Monde*, *La Voix du Peuple* ne parle jamais de « révolte », ni de « complot » (sinon de complot des colonialistes).

⁹⁹ Là encore, la séparation en périodes est un peu simplificatrice, mais utile à l'analyse.

¹⁰⁰ *New York Times*, 1^{er} avril 1947, p.14. A la différence des journaux français, le quotidien américain complète l'article par une carte présentant la géographie de l'insurrection.

¹⁰¹ *New York Times*, 2 avril 1947, p.14.

journal n'évoque jamais la thèse des provocations émise par *La Voix du Peuple*. Pour lui, il y a bien eu une révolte à Madagascar. Le vocabulaire utilisé ne laisse d'ailleurs pas de place au doute, le journal parlant le plus souvent de « révolte », de « rébellion » ou de « **soulèvement** »¹⁰³.

Dans les premiers jours de l'insurrection, à la manière de la presse française, le journal nord-américain tend également à relativiser la portée du soulèvement. Dès le 3 avril, le journal annonce que « la révolte [...] a été temporairement stoppée » et que « l'ordre a été rétabli partout ». Le 5, il précise que « le contrôle est restauré » et il n'évoque que des « **incidents mineurs** »¹⁰⁴. Le 7, on peut lire en titre que « **Madagascar [est] calme après le révolte** »¹⁰⁵.

Dans un premier temps, le traitement de l'insurrection par le quotidien américain semble être assez semblable à celui des quotidiens français. Des différences se font toutefois sentir progressivement...

b) le *New York Times* se distingue progressivement

Déjà, sur le fait de savoir si l'insurrection constitue une surprise, la position du *New York Times* tranche avec celle des journaux français (*Le Monde* et *Le Progrès* seulement, *La Voix du Peuple* ne prenant pas de position sur la question), puisque selon le quotidien New Yorkais, le soulèvement ne constitue pas une surprise, mais bien au contraire, un événement prévisible. Dès le lendemain de l'insurrection, le journal rappelle qu'un « rapport faisant état d'une agitation grandissante a été délivré au gouvernement français au début du mois de mars »¹⁰⁶. Le journal annonce clairement que « les éruptions de violence suivent plusieurs mois d'agitation » et il évoque même la tenue d'incidents depuis 1923. Au contraire de la presse française, le journal américain n'a donc pas de scrupules à annoncer que le soulèvement du 29 mars n'est pas un événement isolé, mais constitue le résultat d'une dynamique ancienne. Autrement dit, le *NYT* reconnaît qu'il y a derrière cette insurrection, et derrière les autres problèmes coloniaux que connaît la France, une crise profonde du colonialisme.

Entre le 11 avril et le 12 mai, le quotidien américain évoque l'aspect militaire de la crise malgache à 10 reprises¹⁰⁷, soit beaucoup plus souvent que *Le Progrès* et *La Voix*

¹⁰² *New York Times*, 4 avril 1947, p.14 et 11 avril 1947, p.14

¹⁰³ **De même, le journal parle régulièrement des "rebelles" ou des "insurgés" pour qualifier les membres du mouvement de rébellion.**

¹⁰⁴ *New York Times*, 5 avril 1947, p.8

¹⁰⁵ *New York Times*, 7 avril 1947, p.8

¹⁰⁶ Le 5 mars, le journal américain a d'ailleurs publié un article concernant les rapports remis au gouvernement français par les gouverneurs et haut-commissaires des colonies. Ceux-ci font état d'agitation dans les territoires coloniaux, et l'accent est mis sur le rapport concernant Madagascar. L'article, titré « les français perturbés à Madagascar », évoque en effet une « campagne nationaliste » et la tenue de « manifestations hostile à la France » dans l'île. C'est ce rapport auquel le journal se réfère le 2 avril.

du *Peuple*, et presque autant que *Le Monde*. L'intérêt des Américains pour les affaires coloniales ne fait aucun doute. Toutefois, ces articles sont sans reliefs. Ils consistent en de simples reprises de dépêches faisant brièvement état de combats dans différents points de l'île sans évaluation générale de la situation. Par exemple, le 13 avril, le journal se contente d'évoquer une attaque de rebelles sur Andapa, et le 27, il annonce simplement la tenue « d'escarmouches entre Français et insurgés dans la région de Vatamandry » avant d'ajouter que « les forces rebelles contrôlent toujours plusieurs villages ». En tout cas, le quotidien ne donne pas d'évaluation générale de la situation : il ne semble s'en inquiéter, mais à la différence de la presse française, il ne la relativise pas non plus. En particulier, le journal ne reprend pas les propos rassurant des officiels français, qui, comme on l'a vu, mènent une opération de désinformation visant à dédramatiser la situation. Par exemple, la déclaration de Mr Moutet (« la rébellion est maîtrisée ») que l'on retrouve en titre d'un article du *Monde*, n'est pas reprise par le *New York Times*. Ce journal ne semble pas faire confiance aux officiels français puisque, quand il reprend l'annonce de Mr de Coppet du 20 avril selon laquelle la rébellion a été supprimée, le journal s'empresse de souligner la contradiction de ces propos avec les informations délivrées par les dépêches **qui « indiquent que des maraudeurs sont toujours actifs »**¹⁰⁸. Le quotidien américain sait prendre du recul face à l'entreprise de désinformation menée par les autorités françaises, et la suite va le confirmer

c) Du 12 mai à la fin du mois de juin : le *NYT* prend le contre-pied de la presse française

La dissolution du MDRM en France semblait marquer le début d'une nouvelle période pour *Le Monde* et *Le Progrès*, l'aspect militaire de la crise étant laissé de côté et la mort de l'insurrection étant progressivement annoncée. Il ne semble pas en être de même pour le quotidien américain. En effet, du 12 mai jusqu'à l'annonce de la fin de la « révolte », des affrontements sont évoqués à 16 reprises par le *NYT*, soit beaucoup plus que les journaux français. Surtout, le contenu des informations délivrées n'est pas le même. Quant le caractère rassurant des articles de la presse française est de plus en plus marqué, le *NYT* nous signale que la situation semble s'aggraver. Après avoir fait état d'affrontements le 11 et le 12 mai, le journal indique, le 16, que « l'activité de bandes attaquant des postes isolés et dévastant les ville sans soucis du nombre de victimes » est « **grandissante** »¹⁰⁹. Le 8 juin, le journal annonce également que la « **révolte secoue toujours Madagascar** »¹¹⁰.

De même, les déclarations de représentants des autorités françaises auxquelles se réfère le journal ne sont pas rassurantes. Le 7 juin Marcel de Moutet reconnaît, dans un

¹⁰⁷ *New York Times*, 13 avril 1947, p.31 ; *New York Times*, 19 avril 1947, p.4; *New York Times*, 20 avril 1947, p.24; *New York Times*, 23 avril, p.10; *New York Times*, 27 avril 1947, p.39; *New York Times*, 2 mai 1947, p.8; *New York Times*, 3 mai 1947, p.5; *New York Times*, 4 mai 1947, p.29; *New York Times*, 6 mai 1947, p.15; *New York Times*, 7 mai 1947, p.4

¹⁰⁸ *New York Times*, 20 avril 1947, p.24

¹⁰⁹ *New York Times*, 16 mai 1947, p.5

télégramme repris par le *NYT*, que, du fait de l'incapacité du gouvernement à agir contre les leaders du mouvement, « **chaque jour qui passe augmentent nos difficultés** »¹¹¹. De même, selon le *NYT* du 12 juin, « **Mr Moutet a rapporté qu'aucun progrès en direction de la suppression de la révolte armée n'est réalisé** »¹¹².

Ce n'est donc pas la même version des faits que l'on trouve dans le *NYT* qui prend clairement le contre-pied de la presse française étudiée. Par exemple, Le 6 juin, un article titré « les rebelles de Madagascar gagnent du terrain », indique que l'on est « **sans nouvelles de trente otages européens** »¹¹³, alors même que quelques jours plus tôt, s'appuyant également sur une dépêche A.F.P., *Le Monde* annonçait que « **la situation s'améliore sensiblement à Madagascar** » et que « **l'activité des rebelles se borne à des coups de mains** »¹¹⁴ (la dépêche est reprise presque dans les mêmes termes le lendemain par *Le Progrès*).

d) Le *New York Times* rentre dans le rang

A partir du mois de juillet, les nouvelles délivrées par le quotidien américain s'alignent progressivement sur celles que l'on peut lire dans *Le Progrès* et *Le Monde*. D'abord, les nouvelles sur les affrontements qui se produisent dans l'île se font plus rares. Les affrontements sont ainsi évoqués seulement 4 fois entre juillet et fin septembre. Sans doute qu'à la différence de l'opinion française, l'opinion américaine n'a pas besoin d'être rassurée ; et de ce fait, le quotidien est probablement amené à donner moins d'informations quand la situation s'améliore.

Le contenu des articles se fait également plus optimiste et décrit une situation qui semble basculer en faveur des forces françaises. Le 7 juillet, le journal décrit l'échec d'un assaut rebelle sur Tananarive, au cours duquel « plus de 3 000 insurgés ont fui leurs lignes pour se rendre au poste militaire », avant d'ajouter qu'« **un bataillon de renforts arrivé le 30 juin à Tananarive a sécurisé la capitale et Tamatave** »¹¹⁵. Le 23 juillet, dans un cours article, le journal insiste sur l'arrivée de nouveaux renforts, et, si le 25, il annonce que les « malgaches combattent toujours », les opérations sont qualifiées de simples « nettoyages ». L'insurrection disparaît ensuite des pages du journal, en tout cas jusqu'au 13 septembre quand le quotidien annonce que « la révolte de Madagascar est

¹¹⁰ *New York Times*, 8 juin 1947, p.E7. L'article poursuit en soulignant qu'« une politique de conciliation sur le long terme » sera nécessaire. Le 26 juin, le journal affirme que « Tananarive est toujours menacé par les rebelles » (*New York Times*, 26 juin 1947, p. 3)

¹¹¹ *New York Times*, 7 juin 1947, p.6

¹¹² *New York Times*, 12 juin 1947, p.12

¹¹³ *New York Times*, 6 juin 1947, p.7

¹¹⁴ *Le Monde*, 1^{er} juin 1947, p.2

¹¹⁵ *New York Times*, 7 juillet 1947, p.10

en train de mourir, avec 13 900 insurgés s'étant rendus aux forces françaises dans les 13 derniers jours ».

En fin de compte, on peut affirmer que les américains portent un grand intérêt aux affaires coloniales et que, par ailleurs, ils semblent avoir disposer d'une information plus objective à propos de l'insurrection malgache.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, le journal américain consacre donc plus d'articles à la crise malgache que les quotidiens français, du moins concernant l'aspect militaire. En effet, le journal américain a publié environ 30 articles sur cet aspect de la crise, c'est-à-dire beaucoup plus que *La Voix du Peuple* qui l'évoque moins de dix fois, mais aussi que *Le Progrès*, qui l'évoque une quinzaine de fois, et presque autant que *Le Monde* qui y consacre entre 30 et 40 articles. Ces chiffres sont au premier abord étonnant, mais en fait, il faut prendre en compte la différence de pagination entre le quotidien américain et les quotidiens français, le quotidien américain disposant d'un espace sensiblement plus important¹¹⁶. Toutefois, le quotidien américain a bien d'autres sujets à traiter, que ce soient les problèmes domestiques aux Etats-Unis ou les problèmes internationaux, en particulier avec la montée des tensions entre américains et soviétiques. Le nombre d'articles à propos de l'insurrection malgache demeure donc remarquable¹¹⁷. Les Etats-Unis sont parfois présentés comme une puissance anti-coloniale ayant œuvré en faveur de la décolonisation. La réalité est plus complexe, mais en tout état de cause, à la fin de la deuxième guerre mondiale, les américains sont passionnés par les affaires coloniales. Certains considèrent l'impérialisme comme un obstacle à l'établissement d'un ordre international conforme aux valeurs et aux intérêts économiques américains et voient donc d'un bon œil les insurrections nationalistes dans les colonies. D'autres, plus sceptiques face à ces mouvements, s'inquiètent de voir les colonies se transformer en nouveau champ de bataille dans la guerre froide et voient la main soviétique derrière toutes ces insurrections. En tout cas, tous semblent suivre l'actualité des guerres coloniales avec assiduité.

Une différence de contenu entre les journaux français et américains est donc également à noter, les informations délivrées par le quotidien américain se révélant plus proches de la réalité que celle des journaux français. D'abord, le journal américain ne reprend pas la version officielle publiée par *Le Monde* et *Le Progrès* selon laquelle l'insurrection est un événement isolé dans l'histoire dans la colonie. Puis, les articles du journal témoignent souvent d'une situation plus sérieuse que ceux de la presse française (et donc plus proche de la réalité). Dans la presse française, bien que l'on ait distingué plusieurs étapes dans la couverture des événements par *Le Monde* et *Le Progrès* jamais la situation ne semble échapper aux autorités françaises. Au contraire, dans le *NYT*, on peut clairement distinguer plusieurs étapes qui se rapprochent de ce qui se passe réellement dans l'île, le journal américain faisant état d'affrontements et rapportant une

¹¹⁶ Comme on l'a souligné en introduction, le quotidien américain dispose le plus souvent de plus de 30 pages, quand *Le Monde* en compte 8, et les deux quotidiens lyonnais 4. Cela est à mettre en relation avec les problèmes économiques de la presse de l'époque (hausse du prix du papier, grèves...)

¹¹⁷ D'ailleurs, on peut également lire dans le *NYT* de nombreux articles concernant le conflit en Indochine

situation plutôt difficile pendant plusieurs mois avant de décrire une amélioration seulement au mois de juillet. Toutefois, les informations délivrées par le quotidien américain demeurent différentes de ce qui s'est vraiment passé en plusieurs points. Par exemple, les dégâts humains et matériels ainsi que l'ampleur de la répression menée par les forces françaises sont, comme on le verra plus tard, sous-évalués. De même, la fin de l'insurrection est annoncée par le *NYT* en septembre 1947 alors qu'en réalité, elle n'est stoppée qu'en décembre 1948. Néanmoins, il demeure remarquable que le quotidien ait su se démarquer de la version officielle, en tout cas plus que la presse française, et l'on sera amené à en tirer de nombreux enseignements en troisième partie.

B. La rébellion malgache : une minorité d'extrémistes sans organisation ni armes

Analyser comment la presse a décrit le mouvement de rébellion malgache constitue un autre moyen de prendre la mesure de l'entreprise de désinformation. Présentant l'insurrection malgache et la guerre qui suivit comme de simples « troubles », la presse fut amenée à relativiser l'importance du mouvement et ainsi de transformer une guérilla redoutable en un mouvement d'opposition quelconque.

En réalité, la rébellion malgache mena une résistance remarquable face aux forces françaises. Bien que coupé du monde et malgré un armement médiocre, elle constitua une guérilla efficace que les renforts successifs envoyés par la métropole ne parvinrent à réduire définitivement qu'en décembre 1948, soit un an et demi après le soulèvement initial.

Pourtant, dans la presse française comme américaine, l'essentiel des articles transmettent l'image d'une rébellion ne mobilisant qu'une petite minorité d'extrémistes dotée d'un armement et d'une organisation très limités. *La Voix du Peuple* qui tend à remettre en cause l'existence d'une rébellion malgache, donne logiquement un minimum d'information à propos de la rébellion. En tout cas, les trois autres journaux font preuve d'unité dans la déformation de la réalité (toutefois, certaines faiblesses de la rébellion mises en avant par la presse sont réelles) de telle sorte que l'on peut les étudier simultanément.

1) Le mouvement d'une minorité d'extrémistes

D'abord, c'est un mouvement ne mobilisant peu d'hommes et n'obtenant le soutien que d'une minorité de la population qui est décrit par la presse. Les informations concernant le nombre de personnes mobilisées par l'insurrection sont en fait très rares. Encore aujourd'hui, les historiens rencontrent de grandes difficultés pour évaluer le nombre de rebelles ainsi que la sociologie de l'insurrection. Alors, on peut imaginer que la plupart des informations révélées à l'époque ne consiste qu'en de vagues estimations. Toutefois, il est remarquable que ces estimations soient toujours bien en dessous de la réalité. Lorsqu'ils

évoquent les affrontements qui se produisent dans l'île, les journaux évoquent souvent de simples « bandes » de rebelles, et quand ils sont plus précis, ils évoquent le plus souvent des « bandes » de quelques centaines d'individus¹¹⁸. A une seule reprise, les journaux s'aventurent à donner une évaluation du nombre total d'insurgés. Début mai, *Le Monde* et le *NYT* reprennent le même chiffre de 6000 rebelles, chiffre délivré par **des « sources officielles françaises »**¹¹⁹.

Il s'agit là d'une sous-estimation du nombre réel de mutins puisque, si, comme le reconnaît Jacques Tronchon, « les insurgés actifs étaient peu nombreux », ils représentaient tout de même « **quelques dizaines de milliers** »¹²⁰ de personnes. Le lecteur de la presse de 1947 aurait en fait pu découvrir la tromperie grâce aux informations concernant le nombre de soumissions de rebelles, nombre d'ailleurs délibérément mis en évidence par les autorités pour rassurer l'opinion. Le 31 juillet, *Le Monde* annonce ainsi qu'« entre les 12 et 17 juillet, 10 000 rebelles environ ont débouché de la zone forestière méridionale pour se rendre aux postes militaires ». Le 12 septembre, le même quotidien annonce « 12 000 soumissions pour la seule semaine du 31 août au 6 septembre, soit le double du plus fort total hebdomadaire enregistré jusqu'à présent » (ce dont on peut conclure que jusqu'à 6 000 rebelles se rendraient chaque semaine !!). *Le NYT* annonce le lendemain, lui en citant ses sources, c'est-à-dire l'A.F.P., que « 13 900 rebelles se sont rendus aux forces françaises dans les 13 derniers jours ». La mauvaise foi des sources officielles d'information est donc évidente : afin de montrer que tout est sous contrôle dans l'île, les autorités ont mis en avant un nombre de soumissions, qui bien que n'étant pas exagéré¹²¹, reste complètement incompatible avec le nombre réduit de rebelles qu'elles-mêmes annonçaient plus tôt. Toutefois, il nous faut aussi souligner la naïveté des journaux qui n'ont su voir cette évidente contradiction.

Pour reprendre les termes du *New York Times*, l'insurrection est donc présentée par la presse comme le résultat de l'activité d'une « petite minorité de la population », en bref, l'activité d'« **extrémistes** »¹²². Les journaux se font parfois plus précis et dénoncent une ethnie en particulier, les Hovas, considérés comme les « **instigateurs du coup de**

¹¹⁸ Par exemple, *Le Monde* parle de « plusieurs centaines » le 1^{er} avril, « quelques centaines » le 4, « 300 mutins » le 6, « de centaines » le 10, de « 200 à 300 rebelles » le 25...

¹¹⁹ *New York Times*, 11 mai 1947, p.7. En effet, le 10 mai, *Le Monde* titre en deuxième page, « 6000 rebelles pillent encore la côte orientale de Madagascar », tandis que le 11, le *NYT* précise que « 6000 rebelles sont à présent engagés dans les combats ».

¹²⁰ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.53

¹²¹ L'importance stratégique de ces soumissions devrait en fait être relativisée. Certes, les chiffres de la presse n'ont pas été inventés et sont bien ceux évoqués par l'Armée, selon laquelle les postes militaires au cœur de la « zone insurgée » auraient enregistré près de 100 000 soumissions à la mi-octobre 1947. Mais, pour Jacques Tronchon, « les véritables redditions de troupes malagasy ne se produiront qu'à partir de la saison sèche 1948. Jusqu'alors, les « soumissions » sont surtout le fait de populations paysannes ralliées à l'occupant, au moment des premiers revers décisifs de l'insurrection ». Ainsi, les autorités (agissant comme source d'information), en faisant passer des soumissions de paysans pour celles d'insurgés, ont exagéré l'importance de ses redditions. Un élément de plus dans l'entreprise de désinformation menée par les autorités !

force » et accusés de vouloir « rétablir leur domination sur toute l'île »¹²³. Et si des membres d'autres « races » ont participé à l'insurrection, **« ils ne combattent pas pour eux »**¹²⁴, ils auraient été contraints à se battre par des **« menaces, pressions et serments »**¹²⁵. Ainsi, l'insurrection apparaît comme l'affaire d'une simple minorité malgache. *La Voix du Peuple*, qui, au cours du débat parlementaire, dénonce les députés accusant les Hovas et appuie Houphouët Boigny qui s'indigne que « les Hovas soient les seuls évoqués parmi les peuples de l'île », ne cautionne pas cette interprétation des événements, mais le journal communiste ne remet toutefois pas en cause la caractéristique minoritaire du mouvement

Jacques Tronchon, tout en avouant la difficulté à connaître la composition de l'insurrection tant en terme ethnique, qu'en terme d'âge ou de provenance géographique, a esquissé une sociologie du mouvement de rébellion¹²⁶. Il a souligné la présence prépondérante de paysans (**« l'insurrection a été faite par les campagnes »**¹²⁷), mais précise néanmoins que « l'insurrection ne s'est pas faite contre les villes ». Il a également souligné la présence massive de jeunes (**« on est frappé par la jeunesse des insurgés »**¹²⁸), mais précise aussi qu'il ne s'agit pas d'un conflit de générations. L'insurrection s'est faite bien sûr contre l'occupant mais elle possède aussi un « caractère positif », c'est-à-dire la reformation **« d'une communauté malgache retrouvée, fondée sur l'identité et l'unanimité de tous ses membres »**¹²⁹. Autrement dit, l'insurrection concernait la population malgache toute entière et de ce fait, « tous les styles sont représentés parmi les insurgés. On trouve côte à côte l'ancien militaire gradé de l'armée française, habile à manier l'arme automatique, et le paysan à la sagaie, plus chasseur que guerrier ; le médecin diplômé, formé à l'occidentale, et le guérisseur confiant dans ses plantes et sa pharmacopée ; l'habitant des bourgs et celui dans hameaux ; le chrétien convaincu et le tenant de la religion traditionnelle ; le descendant d'esclave et le noble. Il en est sans doute peu qui n'aient pas eu au moins quelques uns de leurs membres mêlés à l'insurrection ». De même, l'insurrection ne consiste pas en une révolte des Hovas, mais

¹²² *New York Times*, 5 avril 1947, p.8

¹²³ *Le Monde*, 22 juin 1947, p.2

¹²⁴ *Le Monde*, 22 juin 1947, p.2

¹²⁵ *Le Monde*, 21 juin 1947, p.2

¹²⁶ Il précise en note qu'« il est guère possible de se faire une idée même approximative, de la proportion numérique de ces groupes régionaux [ethniques] au sein de l'insurrection » : Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.32.

¹²⁷ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.165

¹²⁸ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.164. Dans son bref état des lieux sur l'insurrection de 1947, Françoise Raison Jourde par le d'une « lutte de jeunes ». Françoise Raison Jourde, « le soulèvement de 1947 : bref état des lieux » in *Colloque AFASPA des 9, 10 et 11 octobre 1997, Madagascar 1947 : la tragédie oubliée, Le Temps des Cerises, Plantin (lieu), 1997, p.17*

¹²⁹ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.166

en « **une fraternisation de toutes les « tribus » malgaches dans un même combat.** »

¹³⁰ Finalement, s'il est vrai que les menaces et pressions ont parfois été utilisées pour mobiliser la population, l'insurrection malgache de 1947 est tout sauf l'affaire d'une minorité.

2) Un mouvement impopulaire

En plus d'être considérés comme une minorité, les insurgés ne trouvent aucun soutien au sein de leur population selon la presse de 1947, cette dernière insistant à maintes reprises sur la réprobation de l'insurrection et la fidélité à la France de la majorité des malgaches. En effet, les journaux font état à plusieurs reprises de manifestation de « loyalisme » de la part des différents groupes de la population. Le 5 avril, *Le Progrès* annonce que « le Haut Commissaire de France reçoit chaque jour des témoignages émanant de personnes appartenant à toutes les couches de la population, qui expriment leur indignation et leur réprobation devant les événements dont Madagascar est le théâtre ». Il ajoute que « **le Haut-Commissaire a reçu [...] une délégation composée de représentants de l'association des anciens combattants malgaches des deux guerres, du parti démocratique malgache et du mouvement social malgache. Au nom des trois groupements, M. Razafy Andriamihingo a exprimé au haut-Commissaire son émotion devant les actes de violence dont Madagascar a été le théâtre et dont il a déclaré se désolidariser entièrement** » ¹³¹. *Le Monde* insiste particulièrement sur cet aspect. Dès le 4, il soulignait que « dans leur grande majorité, les militaires malgaches ont fait preuve du plus grand loyalisme ». Puis le 8 avril, il cite les deux télégrammes reçus par le Premier Ministre Ramadier depuis Madagascar : « les comités et groupements suivants : CGT, Ligue des Droits de l'Homme, Groupe d'Etude Communiste, Fédération socialiste [...] profondément indignés des troubles actuels, s'inclinent devant les victimes, condamnent toute la réaction factieuse, approuvent les mesures prises par l'autorité et lui font confiance pour rétablir l'ordre » ; le journal reprend également un communiqué du Padesm, sans préciser bien sûr qu'il s'agit d'un parti créé par l'administration ¹³².

Encore, une fois, cette version dément la réalité des faits car si « les insurgés ne [sont] pas parvenus à gagner l'adhésion d'une fraction suffisante de la population malgache », c'est que « **leur combat paraît aventureux, non seulement parce qu'il est militairement voué à l'échec, mais surtout parce que sa finalité n'est pas bien définie** » ¹³³. En tout cas, ce n'est pas, comme le prétend la presse de 1947, parce que la

¹³⁰ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.168

¹³¹ *Le Progrès*, 5 avril 1947, p.2. *Le Monde* reprend ces témoignages de loyalisme dans ses articles du 5 et 6 avril. *Le NYT* résume la situation le 7 avril en précisant que « le Premier Ministre Ramadier a reçu de nombreux télégrammes provenant de parties politiques malgaches déplorant les actes de violence et professant loyalisme envers la France »

¹³² Voilà le contenu du télégramme : « Navré du stupide massacre par des rebelles antifrçais, tout le PADESM prend parti au deuil de la France. Comme par le passé, nous luttons énergiquement contre les idées subversives et renouvelons notre confiance totale aux français » (*Le Monde*, 8 avril 1947, p.2)

population malgache est restée fidèle à la France et qu'elle désapprouvait l'insurrection. La rébellion fut un mouvement « populaire »¹³⁴, un mouvement national supporté par la majorité de la population de l'île.

3) Un mouvement sans organisation

La presse de 1947 a également relativisé le danger représenté par l'insurrection en soulignant son manque d'organisation. Comme le nombre de rebelles engagés dans la rébellion, l'organisation du mouvement était un élément difficile à mesurer dans le feu de l'action. Ainsi, les informations à ce sujet sont peu nombreuses, mais il faut tout de même noter une déclaration réalisée de M. Moutet reprise par *Le Monde* et *Le Progrès* : « les arrestations [des députés] ont transformé le caractère du mouvement. Les bandes désormais sans direction centrale agissent pour leur compte et jouent leur va-tout. Elles se dispersent, elles massacrent, elles pillent », affirme le ministre de la France d'outre-mer. Autrement dit, l'insurrection n'a pas d'organisation, pas de hiérarchie sur place. Les ordres peuvent seulement venir des députés considérés comme uniques commanditaires du soulèvement, et une fois ces députés arrêtés, le mouvement est devenu anarchique, perdant du coup en efficacité. De même, on peut lire dans l'édition du *Monde* datée du 18 avril que « **les bandes rebelles ne semblent plus avoir de liaisons sérieuses entre elles** »¹³⁵.

La réalité est encore une fois toute différente. Comme on le verra plus en détail en deuxième partie, les députés ne dirigeaient pas le mouvement qui disposait en fait d'une organisation complexe. Dans les régions contrôlées par les insurgés s'organisa en effet un commandement séparé en deux grandes zones, nord et sud, dirigées respectivement par Victorien Razafindrabe et Michel Radaorson¹³⁶. Certes, cette organisation était loin d'être parfaite. Comme le dit E.-J. Duval, « **la notion d'Etat-major n'emportait pas hiérarchisation, subordination religieuse** »¹³⁷, l'organisation changea plusieurs fois au cours de la rébellion, et la difficulté naturelle des communications ainsi que l'absence de moyens modernes rendit les communications difficiles de telle sorte que la jonction entre les deux grandes zones d'insurrection paraît ne s'être jamais bien réalisée. Reste que, contrairement à ce que met en avant M. Moutet, ce ne sont pas des bandes sans direction qui agissent à Madagascar, celles-ci étaient dirigées par des « chefs de bande » ayant une « **absolue autorité sur leur troupe et celle-ci en retour est liée par une**

¹³³ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.175

¹³⁴ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.172

¹³⁵ *Le Monde*, 18 avril 1947, p.3

¹³⁶ Chaque « secteur » est ensuite subdivisé ; par exemple dans le « secteur » nord, sont rattachés au Q.G. principal une dizaine d'état-major secondaire dont la composition est la suivante : une équipe dirigeante, assortis de plusieurs bureaux spécialisés (tribunal, gendarmerie, affaires civiles et militaires...)

¹³⁷ Eugène-Jean Duval, *op. cit.*, p.223

obéissance grégaire, de surcroît assortie d'un serment »¹³⁸, ces chefs de bandes rendant ensuite des comptes aux Etat-major supérieurs¹³⁹.

4) Un mouvement sans armes

Enfin, les quotidiens étudiés ont mis l'accent sur une autre faiblesse du mouvement de rébellion, cette fois confirmée par les études historiques, à savoir la faiblesse de son armement. Ainsi, dès le premier jour de l'insurrection, tous les journaux étudiés, à l'exception du quotidien américain précise que l'attaque du camp militaire de Moramanga a été réalisée par « une bande d'une centaine d'individus armés de sagaies et de coupe-coupe ». Le 4 avril, *Le Monde* et *Le Progrès* rapportant les propos du premier ministre Ramadier lors de sa conférence de presse hebdomadaire, précise qu'« il ne faut pas exagérer la valeur militaire de ces révoltes. Les indigènes qui y prennent part ne sont armés que de sagaies et de lances ». Dans de brefs articles des 10 et 18 avril consacrés à l'aspect militaire de l'insurrection, *Le Monde* évoque des attaques de rebelles « **armés de sagaies** »¹⁴⁰. Alors que le *New York Times* est étrangement silencieux sur ce point, ce n'est que le 14 avril que *La Voix du Peuple* évoque le peu d'armements des rebelles qui « **ne sont armés que de sagaies, de lances et de coupe-coupe** »¹⁴¹, et cela afin de démontrer l'illégitimité de l'envoi d'armes et de renforts. Enfin, dans deux articles datés des 10 mai et 22 juin, *Le Monde* se fait plus précis sur les moyens des rebelles ; le journal annonce qu'« on ne compte pas plus de 250 fusils ».

Le nombre de fusils est peut-être quelque peu sous-estimer, puisque E.-J. Duval évoque, lui, le chiffre de 359. Mais l'armement est bien « médiocre »¹⁴² et sans comparaison possible avec celui des forces françaises. La faiblesse de l'armement du mouvement de rébellion constitue même l'une de ses caractéristiques les plus remarquées au point que E.-J. Duval ait titré son livre consacré à l'insurrection malgache, *La révolte des sagaies*. Dans ce livre, l'auteur note en effet que « **l'armement des rebelles est essentiellement à base de sagaies et autres armes blanches : haches ou machettes, coupe-coupe à manches courts ou longs, arcs avec flèches, frondes** »¹⁴³. Dans leur description de la rébellion malgache, les autorités n'ont donc pas seulement transformé la vérité, mais elles ont aussi su mettre l'accent sur les véritables faiblesses du mouvement.

¹³⁸ Eugène-Jean Duval, *op. cit.*, p.241

¹³⁹ Pour plus de détails sur l'organisation rebelle, voir E.-J. Duval, *op. cit.*, p.222 et Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.49

¹⁴⁰ *Le Monde*, 18 avril 1947, p.3 et *Le Monde*, 10 avril 1947, p.3

¹⁴¹ *La Voix du Peuple*, 14 avril 1947, p.2

¹⁴² Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.45

¹⁴³ E.-J. Tronchon, *op. cit.*, p.225

5) Des exceptions à l'ordinaire de la désinformation

La question de l'armement mise à part, la presse de 1947 a donc clairement sous-estimé le mouvement d'insurrection, tant en terme de nombre de rebelles mobilisés qu'en terme d'organisation. En réalité, on peut remarquer quelques exceptions et notamment un article publié par le *New York Times* le 4 mai 1947. Cet article réalise en effet une description plutôt positive du mouvement : « les bandes rebelles sont nombreuses et dans certains cas bien armées. De plus, les leaders de la guérilla sont très compétents. Ils furent formés pendant la guerre quand, après avoir servi au sein des Tirailleurs Malgaches, ils participèrent à la résistance contre les Allemands. Certains ont atteint de hauts rangs au sein de la Résistance. Ils devraient se battre jusqu'au dernier. [...] Bien que semble-t-il bien organisés, les rebelles n'ont pas d'uniformes, mais un simple badge montrant un cœur rouge-sang sur une carte de Madagascar ». Au sein de la presse étudiée, ce tableau de la rébellion est sans aucun doute le plus réaliste. Il note les points forts du mouvement (combativité, organisation, compétence pour certains), et, pour la première fois, évoque la participation d'anciens militaires à la rébellion¹⁴⁴. Notons que cette description est basée sur le témoignage de « résidents française de Tananarive [qui] ont quitté la ville il y a six jours », témoignage recueilli par le reporter du *NYT* en Afrique du Sud. Une autre information, délivrée cette fois par le reporter du *Monde* fait figure d'exception. Dans son enquête, il parle ainsi d'« **une centaine de milliers de rebelles** »¹⁴⁵, chiffre qui constitue même une surestimation du chiffre réel et démontre la difficulté de connaître le nombre de rebelles.

Toutefois, ces exceptions, ou devrait-on dire ces anomalies dans la désinformation générale concernant la description du mouvement de rébellion demeurent bien isolés au milieu d'un flot d'informations biaisées qui ont transformé une guérilla redoutable en un mouvement insignifiant.

C. Le nombre de victimes, ou l'évaluation de la violence des combats et de la répression

Une autre façon de prendre la mesure de la dédramatisation de la crise, autrement dit de la désinformation entreprise à propos des événements de Madagascar, est d'étudier la manière dont la presse a évalué les conséquences du soulèvement et du conflit qui a suivi. Largement aidé en cela par les nouvelles biaisées des autorités, on verra ainsi comment la presse a sous-estimé les séquelles de la rébellion, en particulier en terme de vies humaines.

D'abord, on doit brièvement remarquer le peu d'intérêt porté par la presse à la

¹⁴⁴ Sur ce point, voir E.-J. Duval, *op. cit.*, p.236

¹⁴⁵ *Le Monde*, 22 juin 1947, p.2

question des conséquences matérielles de l'insurrection. *La Voix du Peuple* et *Le Progrès* néglige tout simplement ce thème, ce qui est toutefois relativement cohérent dans le cas du journal communiste étant donné son interprétation des événements. *Le Monde*, lui, n'envisage ce problème que très brièvement et presque exclusivement au travers des articles de son reporter, ce dernier soulignant notamment **que «la plus riche région de l'île est entièrement dévastée»**¹⁴⁶ ou que **« les experts estiment que la production dans les zones touchées par la révolte a été retardée d'un an. »**¹⁴⁷. Enfin, le *New York Times* traite cette question à deux reprises. Le 16 mai, il remarque que **« les conséquences économiques de la révolte sont sérieuses. Les cultures de café et de tapioca sont affectées de façon désastreuses »**¹⁴⁸, puis le 8 juin, il ajoute que **« la culture des ressources agricoles du pays a été largement abandonnée pour cette année »**¹⁴⁹.

Bien sûr, on ne pouvait s'attendre à une couverture parfaite de cette question par la presse, étant donné, d'une part, le peu de recul dont elle dispose, et d'autre part, le peu d'informations apparemment communiqués par les autorités à ce sujet. Mais, si certaines informations, en tout cas dans le *NYT* et *Le Monde*, s'avèrent exactes, on se doit de souligner le peu d'intérêt de la presse à propos de la question des conséquences matérielles, ce qui témoigne sans doute une sous-estimation de l'âpreté du conflit. Et la couverture de la question du nombre de victimes des hostilités va nous amener à la même conclusion...

Le nombre de victimes consécutif à l'insurrection malgache est une question qui a fait coulé beaucoup d'encre et qui a donné lieu à des évaluations singulièrement divergentes. Aujourd'hui encore, des malgaches évoquent entre 100 000 et 200 000 morts et certains parlent de « génocide »¹⁵⁰ pour qualifier la répression des forces françaises. En janvier 1949, le Haut-commissaire de Chevigné lança au cours d'une conférence de presse le chiffre de « plus de 100 000 morts », mais devant l'émotion suscitée, il revint sur ses déclarations. A la fin des hostilités, l'état-major reconnu en privé le chiffre de 89 000 victimes. Francis Koerner, mettant en doute ces chiffres, estime, lui, que 45 000 à 80 000 malgaches sont restés sur le terrain. Des enquêtes effectuées par l'administration coloniale en 1950 et 1952 estime à 11 320 le nombre de victimes des

¹⁴⁶ *Le Monde*, 8 mai 1947, p.1

¹⁴⁷ *Le Monde*, 1^{er} juin 1947, p.1. Le 21 juin, le reporter affirme que **« les rebelles ont dévasté les plus riches plantations de la région »** (*Le Monde*, 21 juin 1947, p.1) ; et le lendemain, il ajoute que **« le bilan s'établit ainsi ; [...] destructions : plusieurs centaines de millions ; arrêt des exportations (donc des rentrées de devises) : plusieurs années »** (*Le Monde*, 22 juin 1947, p.2). Il est difficile de déterminer d'où il tient ces informations qui, bien qu'étant assez conformes à la réalité, sont assez imprécises. En particulier, quand il parle de plusieurs millions, pour les destructions, on a peine à savoir de quoi il parle.

¹⁴⁸ *New York Times*, 16 mai 1947, p.5

¹⁴⁹ *New York Times*, 8 juin 1947, p.7

¹⁵⁰ Raymond William Rabemananjara, *Madagascar : l'affaire de 1947*, l'Harmattan, 2000, 127 p.

combats. Pierre Verrin, lui, parle simplement de « **milliers de morts** »¹⁵¹ ...

Toutefois, deux chiffres reviennent le plus souvent chez les historiens. Le chiffre de 89 000 victimes est appuyé par Pierre Boiteau¹⁵² et surtout Jacques Tronchon¹⁵³ qui, tout en reconnaissant que « le chiffre exact ne sera sans doute jamais connu », estime que l'état-major est sans doute le mieux renseigné et que les enquêtes de 1950 et 1952 « s'en tiennent définitivement à une estimation minimaliste des victimes de la répression, attitude qui rejoint celle déjà soulignée de minimiser l'insurrection et sa portée ». S'appuyant sur l'expertise de ce dernier dont l'œuvre fait référence sur le sujet, de nombreux historiens tel que Alain Rusdo et Jean-Pierre Rioux ont insisté sur le caractère aveugle de la répression et ont repris ce chiffre. Néanmoins, Robert-Charles Ageron souligne que « ces disparitions massives [de 100 000 victimes ou plus], sur une population de 4 100 000 habitants ne se retrouvent pas dans les courbes démographiques. Elles relèvent donc, selon lui, de la propagande ». Ce dernier comme E.-J. Duval retient les résultats mis en évidence par les enquêtes de 1950 et 1952 qui avancent le chiffre moyen de 11 200 morts malgaches dont près de 1900 victimes de l'insurrection, près de 3000 victimes de la répression et près de 6300 disparus ou morts de misère physiologique¹⁵⁴. Jean Fremigacci, au cours du colloque a mis en évidence l'erreur de calcul qui a mené au chiffre de 89 000 victimes et soutient ainsi les deux enquêtes de l'administration dont il s'étonne « qu'aucun chercheur n'ait pu jusqu'ici entreprendre de vérifier les résultats ». Soulignant l'intégrité du haut-commissaire Bargues qui dirigea l'enquête, il insiste sur l'utilité des listes nominatives des victimes qu'il dressa et conclut que « **le chiffre des victimes est plus près des 11 000 décomptées en 1950 que des 90 000 à 100 000 avancées trop vite en 1949** »¹⁵⁵. Pour cet historien, la répression fut limitée, ou en tout cas moins importante que ce qu'on l'a dit parfois. Il y eut des massacres aveugles tel que l'affaire du train de Moramanga, mais ceux-ci **sont « répertoriés, localisés et circonscrits dans le temps entre le 30 mars et le 8 mai 1947 »**¹⁵⁶. Ils auraient fait seulement entre mille et deux milles victimes.

En tout état de cause, le nombre de victimes malgaches reste disproportionné comparé aux victimes étrangères, dont on établit le plus souvent le nombre à 550 (350 militaires et près de 200 civils de nationalité différentes). Jean Frémigacci revoit même ce chiffre à la baisse, en déduisant les 106 victimes malgaches au sein des forces

¹⁵¹ Pierre Verrin, *Madagascar, Paris, Karthala, 2000, 2^{ème} édition, 271 p.*

¹⁵² Pierre Boiteau, *Contribution à l'histoire de la nation malgache*, Paris, Editions Sociales, 1958, 431 p.

¹⁵³ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.72

¹⁵⁴ J. Tronchon accepte le premier chiffre, mais remet en question les deux autres.

¹⁵⁵ Jean Fremigacci, « *Bilan provisoire de l'insurrection de 1947. Nécessité de nouvelles recherches* », in *Colloque AFASPA des 9, 10 et 11 octobre 1997, Madagascar 1947 : la tragédie oubliée, Le Temps des Cerises, Plantin (lieu), 1997, p.180*

¹⁵⁶ Jean Fremigacci, *op. cit.*, p. 180

françaises, puis, en soustrayant les fonctionnaires des civils tués ; il en conclut que « **les colons victimes de l'insurrection n'ont été que quelques dizaines.** »¹⁵⁷

Qu'en est-il de la presse de l'époque ? Où se situe-t-elle dans ce débat ?

1) La « version officielle » du Monde, du Progrès, et du NYT : silence sur la répression

On a vu comment les deux journaux français non communistes ont cautionné la version officielle des événements de Madagascar fournie par les autorités, ce qui les amena à relativiser la gravité de la situation, à sous-estimer la durée de vie de la rébellion et à diminuer l'importance même du mouvement de contestation. Le *NYT* se révéla plus objectif quant à la manière d'évaluer la situation et de décrire le soulèvement. Il a parfois interpellé ses lecteurs sur la dégradation de la situation pour les forces françaises et il a publié un portrait plutôt flatteur du mouvement insurrectionnel. Ainsi, si son information reste loin d'être conforme à la réalité sur ces points, le quotidien américain a fait preuve d'une plus grande liberté et il n'a pas hésité à remettre en question les propos des officiels français. Toutefois, pour ce qui est du nombre de victimes de l'insurrection et de la répression, comme *Le Progrès* et *Le Monde*, le quotidien américain s'est fait abusé par les autorités françaises qui ont très largement diminué le nombre de morts et sont restés tout particulièrement silencieuses sur la question de la répression.

Lorsqu'ils décrivent les affrontements de Madagascar, ces journaux sont le plus souvent muets quant au nombre de victimes engendrées, et si des informations sont données à ce sujet, elles ne reflètent pas l'hécatombe qui se produit sur le terrain. Les trois journaux évoquent toutefois à plusieurs reprises les victimes de l'attaque du camp de Moramanga, dans la nuit du 29 mars 1947. Dans leur article du 1^{er} avril, les trois quotidiens avancent ainsi le nombre « **d'une vingtaine de victimes, dont huit européens** »¹⁵⁸. Le 23 avril, les trois journaux annoncent la mort du gouverneur et des gardes indigènes du poste administratif de Vohipeno. Dès lors, le *New York Times* n'évoque plus de victimes lors des combats, même pas un bilan général de l'insurrection. *Le Progrès* ajoute seulement 11 victimes le 2 mai, 2 le 12, puis 11 le 12 juillet. *Le Monde* en annonce 4 le 3 mai.

Pour ce qui est des victimes des combats du côté des rebelles, les journaux sont encore plus avares d'information. Mise à part l'article du 12 juillet (déjà remarqué comme une exception plus haut) qui évoque « plusieurs centaines de morts » lors d'une attaque, *Le Progrès* annonce, en tout et pour tout, seulement six décès¹⁵⁹. *Le Monde* semble plus

¹⁵⁷ Jean Fremigacci, *op. cit.*, p.182

¹⁵⁸ Le bilan exact de l'attaque est précisé par le Premier Ministre Ramadier lors de la Conférence de Presse du 11 avril, et l'information est reprise par *Le Monde* et *Le Progrès*. Il s'élève à 23 décès : « quatre officiers, deux sous-officiers, un caporal européens, onze tirailleurs sénégalais et cinq engagés syriens ». Lors de cette allocution, le Président du Conseil ajoute le décès de « 4 colons et un malgache », de « trois Européens » à Manacara et sept à Vohipéno

¹⁵⁹ Il évoque 2 victimes le 5 avril et 4 le 12 avril. Le 12 mai, il annonce de « lourdes pertes ».

concerné par le sort des Malgaches, mais les nombres mis en avant restent peu important : 40 victimes le 3 avril, 300 le 3 mai et 50 le 7 mai. Le *NYT* donne plus d'informations concernant les décès coté rebelles que les décès coté français. Mais, encore une fois, tout est relatif. Il en annonce seulement 40 le 3 avril (comme *Le Monde*), 150 le 6 mai et 130 le 7 mai. En bref, en métropole comme aux Etats-Unis, la lecture du compte-rendu des affrontements dans la presse ne permet à l'opinion de réaliser le nombre de combattants qui restent sur le terrain, et plus généralement de réaliser la dureté des combats.

Ces journaux présentent toutefois un bilan de l'insurrection, mais ceux-ci sont également largement en deçà de la réalité. Dès le 17 avril, *Le Progrès* annonce qu' « **on peut évaluer le nombre de victimes françaises, militaires compris, à une cinquantaine de morts** »¹⁶⁰. On peut noter un certain cynisme du journal lyonnais qui néglige le plus souvent le nombre de victimes malgaches et annonce exclusivement les décès des Français, ou des Européens. Le 20 avril, *Le Monde*, reprenant les propos de Mr de Coppet, déplore « une centaine de morts, sans compter les Malgaches innocents ». Au mois de mai, *Le Monde* établit son bilan définitif des « troubles » ; le 8, selon l'envoyé spécial du quotidien le bilan s'élève à « **plus de cents morts français, plus de 3000 malgaches fidèles massacrés** »¹⁶¹. Ces chiffres sont réaffirmés par le journal le 12 mai, lorsqu'il reprend l'intervention de M. de Coppet à l'Assemblée, ainsi que les 8 et 22 juin. *Le Progrès* reprend également l'allocution de Mr de Moutet, le 10 mai, et annonce ainsi une centaine de morts français, mais, une fois de plus, il semble ne pas juger utile de préciser le nombre de victimes malgaches... Notons de plus que ces bilans ne font jamais état du nombre de rebelles victimes des combats, ni bien sur les victimes de la répression (les « malgaches fidèles massacrés » sont ceux tués par la rébellion).

Bien sur, la réalité diffère largement de ce qui est décrit dans la presse. D'abord, le nombre de victimes européennes est sous-estimé. Même si J. Fremigacci remet en cause le chiffre de 550 généralement évoqué par les historiens et journalistes, le nombre réel dépasse sans doute les 400 (militaires plus civils). En revanche, quand ils évoquent plus de 3 000 « malgaches fidèles » tués, c'est-à-dire les malgaches tués par les rebelles, les quotidiens sont au-dessus de la réalité, puisque selon l'enquête de 1950, ce nombre s'élève seulement à 1900. Enfin, le nombre total de victime des hostilités est très largement sous-estimé.

Il y a principalement deux raisons à cela. D'abord le bilan est dressé bien avant la fin de l'insurrection et ne devraient donc être considéré que comme un bilan provisoire. Mais, dans la mesure où, pour les journaux, le mouvement rebelle est en phase terminale dès l'été 1947, il s'agit bien de leur bilan définitif. Deuxièmement, le caractère biaisé des chiffres présentés par la presse résulte d'une désinformation délibérée des autorités. Bien sûr, la presse n'est pas en mesure de d'évaluer le nombre de victimes et doit se contenter de reprendre les chiffres officiels. Quand on connaît leur origine, ces chiffres prennent tout leur sens. Il s'agit encore pour les autorités de dédramatiser la situation, mais aussi de

¹⁶⁰ *Le Progrès*, 17 avril 1947, p.2

¹⁶¹ *Le Monde*, 8 mai 1947, p.1

responsabiliser les rebelles malgaches présentés comme de simples criminels. Elles augmentent le nombre de malgaches victimes de la rébellion pour montrer la cruauté des insurgés qui tuent leurs propres frères et négligent le nombre de victimes rebelles sans doute afin de cacher la dureté de la répression.

A ces chiffres biaisés, correspond en fait une description fallacieuse des acteurs de la crise : les rebelles malgaches sont dépeints comme de simples bandits massacrant tout sur leur passage, tandis qu'on nie l'existence d'une répression féroce des forces françaises dont on salue la légitimité de l'action punitive. La question de la répression n'est pas négligée par les journaux. Dès le lendemain de l'insurrection, voilà ce qu'on peut lire dans *Le Progrès* et *Le Monde* : « [le haut-commissaire] a annoncé que des renforts militaires allaient arriver et que les coupables seraient impitoyablement poursuivis et châtiés ». Le *NYT*, sans évoquer explicitement la répression, annonce le 16 mai que « le gouvernement, soulagé de l'opposition communiste à l'action coercitive, va pouvoir mener une politique plus vigoureuse dans les zones rebelles ». Surtout, les deux journaux français applaudissent les envois de forces supplémentaires et prônent une répression impitoyable. Ainsi, dans son article du 12 juillet où il constate que la situation reste délicate, le journaliste du *Progrès* (dont l'identité n'est pas précisée) n'hésite pas à demander « **beaucoup plus de fermeté dans la façon dont sont menées les opérations** »¹⁶². Mais, pour ces quotidiens, il s'agit seulement d'une répression contre les rebelles, donc d'une répression légitime. En revanche, ces journaux nient l'existence d'excès dans les méthodes répressives ou de répression contre des innocents, comme cela s'est pourtant passé sur le terrain. Du moins, le peu de fois où cette question est envisagée, ces journaux en renvoient la responsabilité sur les tirailleurs sénégalais, ou sur les malgaches eux-mêmes. Ainsi, Marius Moutet souligne le 20 avril dans *Le Monde* que « **les tirailleurs sénégalais ont vu leurs frères assassinés mutilés dans des conditions que l'on se refuse à décrire. Il ne faut pas s'étonner maintenant que l'on ait du mal à les retenir** »¹⁶³. Dans le même registre, lors du débat à l'assemblée, répondant aux propos de Raseta qui a dénoncé les représailles des Sénégalais, M. Moutet souligne que « **le 29 mars, le camp des Sénégalais de Moramanga fut incendié. Les occupants furent massacrés au fur et à mesure qu'ils s'échappaient. Qu'il y ait eu ensuite quelques excès, la responsabilité en incombe entièrement aux émeutiers** »¹⁶⁴. En bref, les militaires français sont complètement déculpabilisés par M. Moutet et *Le Progrès* lui donne raison en soulignant que, suite à la déclaration de Monsieur Moutet, « Monsieur Raseta abandonne prudemment le sujet ». Le *NYT* n'évoque pas du tout l'existence d'une répression que ce soit contre les rebelles ou les civils¹⁶⁵.

¹⁶² *Le Progrès*, 12 juillet 1947, p.2

¹⁶³ *Le Monde*, 20 avril 1947, p.3

¹⁶⁴ *Le Monde*, 8 mai 1947, p.8 et *Le Progrès*, 7 mai 1947, p.2

¹⁶⁵ Le *NYT* semble néanmoins se soucier quelque peu du sort des civils puisqu'il souligne le problème du « manque de nourriture » le 6 juin ainsi que le 7 mai (*New York Times*, 7 mai 1947, p.4 et *New York Times*, 6 juin 1947, p.7)

En revanche, les deux journaux français n'oublient pas d'insister sur la barbarie des rebelles. Selon les termes employés par la presse, alors que les rebelles sont simplement « tués », les colons sont généralement « massacrés » ou « mutilés ». Au mieux, les rebelles « pillent » et « ravagent ». Le reporter du *Monde* qualifie même les rebelles malgaches de « tueurs »¹⁶⁶. Enfin, la lettre d'un colon publiée par *Le Monde* et que l'on peut lire en annexe, fait état des « **atrocités malgaches** »¹⁶⁷. Le *NYT*, faisant à nouveau preuve d'une plus grande neutralité, n'utilisent pas ces termes péjoratifs pour qualifier la rébellion. Derrière l'utilisation d'un tel vocabulaire, on trouve en fait la même logique que celle qui a amené les officiels à augmenter le nombre de malgaches victimes de la rébellion : il faut présenter les malgaches comme de simples criminels et leur enlever toute forme de légitimité.

Finalement, ces journaux, en particulier les deux quotidiens français ne nient pas complètement la dureté des combats. Ils n'hésitent pas à évoquer des « massacres », des « pillages »... Mais ils font toutefois preuve d'un sévère manque d'objectivité en rejetant la faute uniquement sur les rebelles. Sur le terrain, des exactions ont en fait été menées des deux cotés. Selon Jacques Tronchon, « **des actes odieux ont été commis de part et d'autre, avec des hécatombes plus impressionnantes à mettre au compte des forces françaises, parce que mieux armées** »¹⁶⁸. A mettre au compte de la rébellion, il souligne particulièrement la violence de l'insurrection qualifiée de « **monstrueuse tuerie** »¹⁶⁹, et du côté des forces françaises, il souligne notamment « l'affaire du train de Moramanga », ou bien les méthodes d'intimidation telles que le lâchage de prisonniers sur les villages passés à l'insurrection¹⁷⁰. Certains historiens tel que Jacques Fremigacci ont relativisé la portée de ces exactions. Pour lui, comme on l'a vu plus haut, les conséquences de la répression par les forces françaises doivent être revues à la baisse, et de même, « **les atrocités dont sont crédités [les rebelles] sont restées exceptionnelles ou ne sont que des légendes** »¹⁷¹. Mais, en tout état de cause, la version à sens unique fournie par les autorités, reprise par *Le Progrès* et *Le Monde* et qui fait des malgaches les seuls criminels est à rejeter.

Concernant le nombre de victimes, et plus largement la dureté des combats, c'est donc une version des événements fournie par les autorités françaises que l'on trouve dans ces trois journaux. Certes, le *NYT* se distingue quelque peu : il ne reprend pas le

¹⁶⁶ *Le Monde*, 8 mai 1947, p.2. « A Tananarive, où les rebelles ne disposaient que de trois cent tueurs... »

¹⁶⁷ *Le Monde*, 22 mai 1947, p.4. Voir Annexe V, p. XII

¹⁶⁸ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.80

¹⁶⁹ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.74

¹⁷⁰ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.77-79. En plus de l'affaire du train de Moramanga, l'auteur évoque également des drames à Mananjary ou à Manakara ; plus généralement, il dénonce « les exécutions sommaires d'insurgés, ou prétendus tels [...] jusqu'à la fin des hostilités » (Jacques Tronchon, *op. cit.*, p. 78).

¹⁷¹ Jean Fremigacci, *op. cit.*, p.182

bilan dressé par les autorités et ne se montre pas aussi péjoratif dans sa description des rebelles. Toutefois, s'il se distingue, ce n'est pas en contredisant les journaux français, mais plutôt en se faisant muet sur certains points. Pour ce journal, comme les autres, l'essentiel reste : les événements semblent avoir fait un nombre très limité de victimes, et il n'y a pas eu aucune répression abusive de la part des forces françaises.

2) La Voix du Peuple : vérités et exagérations

Sur la question du nombre de victimes de l'insurrection et plus généralement de la violence des combats, la version des événements de *La Voix du Peuple* se distingue clairement de celle des autres journaux.

La distribution des rôles est en fait inversée. Dans le quotidien communiste, il n'est jamais fait de référence à des massacres réalisés par les rebelles. Jamais ils ne sont présentés comme des barbares ou de simples « tueurs ». En revanche, *La Voix du Peuple* insiste sensiblement sur la répression féroce menée par les autorités françaises. On a déjà présenté l'interprétation des événements mise en avant par ce journal : l'insurrection du 29 mars est le simple résultat de provocations de la part des colons ; autrement dit, la rébellion malgache est un mouvement négligeable, et si les combats se poursuivent, c'est en grande partie parce que les malgaches se voient obliger de réagir face à la répression féroce menée par l'armée française. Le 24 avril, le quotidien prédisait cette position en annonçant que « **la manière dont sont menés les expéditions punitives contribue pour une large à aggraver la situation** »¹⁷². En fait, pendant tout le mois d'avril, le journal condamne régulièrement la répression menée par les forces françaises. Ainsi, le 14 avril, le journal évoque des « bombardements aériens dans la région de Farafangana », puis dénonce l'envoi de renforts et l'emploi de « méthodes de répression violente et arbitraire », qu'il qualifie de « nouvelles provocations » et considère comme inadapté pour lutter contre « **des « bandes rebelles » qui ne sont armées que de sagaies, de lances et de coupe-coupe** »¹⁷³. C'est le 18 avril que le journal se fait le plus critique. Après une entrevue avec Mr Raseta, voilà ce qu'on peut lire : « **le député malgache s'est incliné devant les Européens qui ont trouvé la mort à Madagascar, mais il demande qu'on n'oublie pas les victimes malgaches. En effet, au moment de l'attaque de Moramanga, au lieu de poursuivre les soldats mutinés qui avaient attaqué le camp, on a massacré dans les villages environnants 2 800 civils, hommes, femmes et enfants. Dans un autre village malgache où trois militaires malgaches ont fait sauter un dépôt d'essence, par représailles on a rasé le village et massacré tous les habitants : « un véritable Oradour », nous dit le Docteur Raseta** »¹⁷⁴. Enfin, le 23 avril, le journal communiste condamne à nouveau les « **expéditions punitives dirigées contre des villages paisibles (on parle de 10 000 morts parmi la population civile)** »¹⁷⁵.

¹⁷² *La Voix du Peuple*, 23 avril 1947, p.2

¹⁷³ *La Voix du Peuple*, 14 avril 1947, p.2

¹⁷⁴ *La Voix du Peuple*, 18 avril 1947, p.2

Que peut-on en déduire ? La répression menée par les forces françaises à Madagascar n'est pas inconnue en France. Malgré la désinformation des autorités, on pouvait, par l'intermédiaire de sources malgaches, avoir vent de ces abus. Et il faut bien souligner que, pour ce qui est de la question de la répression, la version de *La Voix du Peuple* est plus proche de la réalité. En particulier, bien que le chiffre de 2 800 victimes mis en avant par le journal soit aléatoire, des représailles atroces ont bien eu lieu à Moramanga sous les auspices des Tirailleurs Sénégalais. Plus généralement, *La Voix du Peuple* a raison de dénoncer les « opérations punitives » ainsi que « la répression violente et arbitraire » menées par les forces françaises. Toutefois, il faut reconnaître des excès de la part du journal. Tout d'abord, les nombres de victimes de la répression évoqués (2 800 le puis 10 000) par le journal semble relever davantage de la rumeur que d'informations fondées. Même selon les versions des historiens les plus pessimistes quant à l'étendue de la répression, il n'y a pas pu avoir des milliers de morts de la répression dès le mois d'avril. D'ailleurs, le journal ne délivre pas vraiment d'où il tient ses informations : « on parle de 10 000 morts », dit-il sans plus de précisions. Le journal ne semble pas hésiter à donner du crédit aux rumeurs les plus extrémistes tant qu'elle conforte sa thèse. De même, le journal n'est pas objectif en ce qu'il n'évoque jamais les victimes françaises, sinon le 1^{er} avril puisqu'il reprend alors la même dépêche que les autres journaux annonçant « **une vingtaine de victimes, dont huit européens** »¹⁷⁶. Ce jour, le journal n'a sans doute pas encore reçu les consignes du parti quant à l'interprétation à donner aux événements... A la différence des deux autres quotidiens français, le journal ne reprend donc pas le bilan officiel précisant le nombre de français et malgaches victimes de l'insurrection. Il ne donne d'ailleurs pas plus de bilan du nombre de rebelles ou de civils malgaches tués par les forces françaises, à moins de considérer les chiffres lancés à propos des massacres comme des bilans. En bref, à la lecture du journal communiste, on ne peut pas connaître le nombre de victimes des combats, ce qui est relativement logique, étant donné son interprétation des événements. Pour ce dernier, les seules victimes sont celles de la répression. Bien sûr, il s'agit d'une vision subjective de la réalité. Si il y a bien une disproportion importante entre le nombre de victimes françaises et malgaches, il y a bien eu des combats à Madagascar et donc des victimes de chaque côté. Finalement, si le journal communiste a raison de dénoncer la répression des autorités françaises, et si en cela il tend à sauver l'honneur de la presse française qui se voile la face en niant les abus de l'armée, *La Voix du Peuple* n'a pas su faire preuve d'une plus grande objectivité que le reste de la presse.

Tous les journaux étudiés, bien qu'utilisant des sources différentes, ont donc donné délivré des informations inexactes quant aux nombres de victimes. Ils ont présenté différentes versions des événements, mais toujours des versions à sens unique. L'un insiste sur la barbarie des troupes françaises, les autres sur la barbarie des rebelles, mais, en tout cas, aucun journal n'a su faire la part des choses¹⁷⁷.

Pour ce qui est de l'aspect militaire de la crise, l'information délivrée par l'ensemble de la presse est donc bien loin de la réalité. A l'évidence, il était très difficile pour le lecteur

¹⁷⁵ *La Voix du Peuple*, 23 avril 1947, p.2

¹⁷⁶ *La Voix du Peuple*, 1^{er} avril 1947, p.1

de l'époque de se faire une idée juste de ce qui s'est passée à Madagascar. Les journaux ont donné des versions différentes des événements mais toutes pèchent sur différents points.

Le Monde et *Le Progrès* font la même erreur de relativiser l'ampleur de l'insurrection puis des affrontements qui ont suivi. Certes, *Le Monde* se distingue quelque peu en envoyant dans l'île un reporter qui a pu réévaluer quelque peu la gravité de la situation de l'île ou encore en publiant un nombre supérieur d'articles. Toutefois, ce dernier élément s'explique sans doute seulement parce que la pagination du journal parisien est plus importante. Pour les deux quotidiens, la crise malgache de Madagascar ne semble pas constituer une affaire de grande importance : il ne s'agit que de « troubles », fomentés par une minorité d'extrémistes, dont la longueur, comme le nombre de victimes provoqué, ont été largement sous-estimés. Autrement dit, la version des événements est tout à fait conforme aux intérêts de la puissance coloniale : elle décrédibilise les rebelles tout en relativisant les difficultés de forces françaises, dont on occulte, de plus, les excès de la répression.

La version des événements délivrée par le *New York Times* n'est pas tellement différente. Il est vrai que le journal américain évalue différemment la gravité de la situation ainsi que l'importance du mouvement de rébellion. Ainsi, on peut dire qu'il a su faire preuve d'une plus grande indépendance par rapport aux nouvelles officielles. Toutefois, la durée des affrontements reste largement sous-évaluée par le journal qui, en plus, n'évoque pas la question des victimes comme si celles-ci n'étaient pas nombreuses. Le bilan demeure donc mitigé.

La Voix du Peuple, enfin, est l'archétype du journal partial (pour autant, ses informations comportent une part de vérité) : dès le départ, le journal communiste a mis en place un scénario qui doit expliquer ce qui s'est passée à Madagascar. A Madagascar, il n'y a que des « troubles » résultant de provocations des colons « impérialistes ». Le reste suit logiquement : si des incidents persistent, c'est seulement du fait de la violence de la répression influencée par ces mêmes colons ; le journal n'évoque pas de victimes françaises (que des victimes malgaches) ; ni d'éléments de description du mouvement rebelle...

En tout cas, aucun des quotidiens ne prend la mesure de l'importance des combats, et tous donnent l'impression qu'il s'agit de simples « troubles » ou de simples « incidents ». L'étude de la couverture de l'aspect militaire de l'insurrection malgache révèle donc un cas de désinformation. On a d'ailleurs utilisé ce vocable à plusieurs reprises tout au long de cette partie. Toutefois, il convient de se demander si l'utilisation de ce terme est légitime étant donné la définition que l'on en a donnée. En effet, comme on a eu l'occasion de le souligner, les journaux se sont souvent contentés de suivre les données délivrées par les organes officiels. Alors, on pourrait dire que, si les journaux ont donné des nouvelles contraire à la réalité, c'est de façon involontaire, et donc il s'agirait de mésinformation plutôt que de désinformation. Pourtant, c'est bien de désinformation

¹⁷⁷ La position la plus sage est peut-être celle du quotidien américain qui ne dénonce ni les massacres des uns ni ceux des autres ; toutefois, il participe bien à la désinformation en étant quasiment muet sur la question du nombre de victimes, donnant ainsi l'impression qu'elles sont peu nombreuses.

qu'il faut parler, car si ce n'est pas la presse qui a intentionnellement délivré des informations mensongères, ce sont les autorités. Il y a donc dans tous les cas, un acteur -la presse ou les autorités- qui a délibérément délivré des informations contraires à la réalité. La troisième partie se chargera de distinguer la responsabilité de chacun dans cette entreprise.

Désormais, il s'agit de déterminer comment la presse a couvert l'autre facette de « l'affaire de Madagascar », c'est-à-dire celle des origines de la crise; et là encore, il sera déterminant de voir comment elle a réagi face aux mensonges des autorités.

II. Aux origines de l'insurrection

Après avoir déterminer comment la presse de 1947 a décrit l'insurrection malgache, il s'agit de voir comment cette même presse l'a analysée. Autrement dit, il s'agit de voir quelles sources, quelles origines, elle lui a attribuée. Deux thèmes différents, mais toutefois liés, sont en fait à traiter ici : celui des responsabilités, et celui des causes. Autrement dit, deux questions seront successivement abordées : qui sont les instigateurs (ou responsables) de l'insurrection et quelles en sont les causes profondes (les motifs des insurgés) ?

Voyons d'abord quelle fut la position de la presse à propos des responsables du soulèvement.

A. Les instigateurs de l'insurrection : désinformation générale

Avant d'étudier la couverture de cet aspect par les différents journaux, il nous faut détailler le résultat des recherches des historiens à ce propos. Ensuite seulement il nous sera possible de déterminer le degré de vérité et d'objectivité des analyses que l'on peut lire dans les quotidiens de l'époque.

Dès les premiers jours suivant l'insurrection, deux thèses radicalement différentes

sont mises en avant pour expliquer le soulèvement. Dans les deux camps, on tend à oublier d'analyser les causes profondes de l'insurrection et on pointe du doigt un groupe de personne désigné comme responsable du déclenchement de l'insurrection. D'un côté, on dénonce le complot des parlementaires malgaches, du MDRM et des Hovas¹⁷⁸ ; de l'autre, on dénonce le complot des colons. Ces deux « **explications premières** »¹⁷⁹, qui ont été inlassablement invoquées depuis 1947 et qui le sont parfois encore aujourd'hui, constituent en fait des simplifications de la réalité. Jacques Tronchon, dont l'œuvre est à ce jour considérée comme le meilleur essai d'interprétation du rôle et des responsabilités des différents acteurs de la crise, a mis en évidence les excès de ces deux thèses.

La thèse du complot dirigé par les leaders du MDRM fut d'abord l'œuvre des autorités françaises qui, dès l'éclatement de l'insurrection, ont accusé ce parti malgache, alors qualifié de « parti séparatiste ». Les militants du MDRM sont traqués, ses parlementaires arrêtés, et un système de propagande se met en place pour étayer la thèse selon laquelle les députés du MDRM, qui désireraient le rétablissement de la domination des « Hova » à Madagascar, sont les instigateurs du coup de force. Jacques Tronchon a remis en doute la culpabilité de chacun des chaînons de ce qu'il appelle « la triade parlementaires-MDRM-Hovas », savamment établie par les autorités. D'abord, il a souligné que les charges retenues contre les parlementaires reposaient exclusivement sur des témoignages recueillis sous la torture, et que les députés malgaches, même s'il est possible qu'ils aient eu connaissance de la préparation d'une insurrection, n'ont cessé d'en dénoncer les instigateurs. Ensuite, selon l'auteur, « si l'on met derrière le mot « Hova », les Malgaches originaires de l'Imerima, il apparaît avec évidence qu'il n'y a pas eu de complot mérima. L'Imérima est demeurée presque toute entière en dehors de la zone insurgée [...] ». Et il ajoute que « si l'on entend par « Hova », les descendants des familles bourgeoises ou aristocrates qui gravitent au 19^{ème} autour du trône de Tananarive, [...] on ne peut que constater que la caste « Hova » dont il est question s'empresse de donner à l'occupant des gages de fidélité dès que l'insurrection éclate »¹⁸⁰. Par ailleurs, affirmer que le MDRM soit un parti dirigé par les Hova ne repose sur aucune preuve car, si les personnes originaires de l'Imérima se trouvent être nombreuses au sein du groupe, ils ne le dominent pas et leur supériorité numérique repose d'abord sur des facteurs d'ordre démographique¹⁸¹. Enfin, J. Tronchon a prouvé que le MDRM, en tout cas son état-major, menait une action pacifique et légaliste. Autrement dit, jamais l'action

¹⁷⁸ Voir Lexique pour une explication du terme. Annexe III, p. VI

¹⁷⁹ Jacques Tronchon, *op.cit.*, p.82

¹⁸⁰ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.86-87. L'auteur montre que la puissance coloniale n'a cessé depuis la fin du 19^{ème} de dénoncer les Hovas et qu'elle a toujours mis en avant leurs ambitions de pouvoir afin d'apparaître, auprès du reste de la population, comme une protection contre l'hégémonie Hova. L'ironie de l'histoire est qu'en 1947, comme durant le reste de la période coloniale, les « Hova » ont toujours fait preuve de fidélité vis-à-vis de la métropole. L'auteur va jusqu'à dire que « si la France parvient à s'installer durablement à Madagascar, elle le doit en partie à la collaboration de la plupart de ces Hova ».

¹⁸¹ Ils représentent plus du dixième de la population, c'est l'ethnie la plus importante. Et ils constituent une partie importante de la population citadine au sein de laquelle les parties recrutent la plupart de leurs membres.

violente n'a fait partie de ses plans.

La thèse des provocations, quant à elle, dit que les événements ont été fomentés par les « colonialistes » afin de détruire le mouvement national malgache. Par « colonialistes », les promoteurs de cette version des événements entendent aussi bien les autorités françaises d'occupation que les colons de toute nationalité installés à Madagascar. Ces derniers auraient utilisé les sociétés secrètes ainsi que le Padesm pour provoquer un soulèvement permettant de légitimer une répression féroce et, du même coup, une extension de leur contrôle sur l'île¹⁸². Cette thèse soutenue dès le lendemain de l'insurrection par les députés malgaches a été étayée en 1949 par le Comité Franco-Malgache dans l'ouvrage *L'affaire de Madagascar*¹⁸³, puis développée par Pierre Boiteau dans sa *Contribution à l'histoire de la nation malgache*¹⁸⁴, et reprise par Francis Koerner dans son article de 1971 « **Les Evenements de 1947 à Madagascar** »¹⁸⁵. Là aussi, on peut s'appuyer sur les travaux de Jacques Tronchon pour invalider la théorie. Selon lui, « **que l'occupant se trouve longtemps paralysé, affolé, sans possibilité d'opposer une riposte militaire décisive lorsqu'éclate l'insurrection, est une preuve de l'incrédulité de l'hypothèse d'une provocation organisée par les autorités françaises** »¹⁸⁶.

Au final, cela ne semble faire aucun doute, l'insurrection a été « **conçue, organisée et faite par les Malgaches** »¹⁸⁷. Mais le rôle d'acteurs malgaches autres que le MDRM et ses leaders doit être pris en compte, et en particulier celui des sociétés secrètes « que les détracteurs du MDRM [notamment les autorités françaises] présentèrent pour les besoins de la cause comme des filiales créées par ce parti. Rien n'est plus faux. Rappelons que le PA.NA.MA. et la Jina¹⁸⁸ existent, fonctionnent et se développent depuis 1941 et 1943. Or l'acte de naissance du MDRM ne date que de 1946 ». Certes, les

¹⁸² Il existe différentes versions de cette thèse. Certains ont souligné le rôle d'Edmond Ravelonahina, grand maître de la conjuration au côté de Rakotondrabe, qui aurait été l'homme de mains des gros colons, ou l'indicateur de la Sûreté. Ravelonahina aurait été l'instrument de M. Baron, Chef de la Sûreté, lui-même au service d'une faction rêvant de voir s'installer à Madagascar un régime d'autonomie, à la manière de ce qui se passe en Afrique du Sud.

¹⁸³ Pierre Boiteau, Robert Boudry, Adolphe Espiard, Jean Lorme, *l'affaire de Madagascar, une affaire Dreyfus à l'échelle d'un peuple*, Comité franco-malgache, Paris, 1949

¹⁸⁴ Pierre Boiteau, *Contribution à l'histoire de la nation malgache*, Editions Sociales, Paris, 1958, 432 p.

¹⁸⁵ Francis Koerner, « **Les événements de 1947 à Madagascar** », *Esprit*, n°406, sept. 1971, p.315-326 et Francis Koerner, *Madagascar : colonisation française et nationalisme malgache XX^{ème} Siècle*, Paris, L'Harmattan, 1994, 464 p.

¹⁸⁶ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.102-103. De même, « le fait que [le Padesm] se soit trouvé pris presque au dépourvu, sans moyens de défense prouve qu'il n'avait pas envisagé l'imminence, sinon la possibilité de l'éclatement de l'insurrection ».

¹⁸⁷ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.117

¹⁸⁸ Voir le Lexique pour une explication du terme. Annexe III, p.VI

relations entre ces réseaux clandestins et le MDRM portent à confusion, de nombreux militants du parti étant affiliés à l'une ou l'autre des sociétés ¹⁸⁹. Mais une nette majorité des militants du MDRM ne fait pas partie des sociétés secrètes, et n'a pas appuyé pas l'utilisation de tactiques violentes telle que l'insurrection. En tout cas, « **décidées dès 1945 à déclancher un soulèvement, [les sociétés secrètes] redoublent dans leur préparatif dès l'instant où la démarche parlementaire leur paraît vouée à l'échec** » ¹⁹⁰. En 1946, les état-majors des deux sociétés fusionnent. Samuel Rakotondrabe, épaulé par Edmond Ravelonahina, devient le grand maître du mouvement insurrectionnel, qui déclanche alors le plus grand nombre d'incidents possibles et mène des tournées de propagande pour préparer les esprits à l'action.

« L'affirmation d'un complot MDRM en tant que tel ne tient pas au regard de l'histoire. Nous voyons certes un certain nombre de sections MDRM, ou de militants participer à une conjuration décidée et préparée par les sociétés secrètes, mais jamais la responsabilité du parti ne se trouve directement engagé » ¹⁹¹.

Aujourd'hui, un consensus semble s'être formé autour cette version des événements. Ainsi, au cours du colloque AFASPA de 1997, Françoise Raison-Jourde affirme d'emblée que « **la problématique de la machination, soit celle du MDRM, soit celle de l'administration française, est carrément dépassée. [...] On en vient plutôt au constat qu'administrations et partis, surtout le MDRM, furent pris au dépourvu par la désorganisation du pays profond, et pas les agissements non contrôlables de la base** » ¹⁹². Des exceptions sont toutefois à noter; voilà ce qu'annonce par exemple Philippe Leymarie, journaliste à Radio France Internationale dans un article paru dans le *Monde Diplomatique* daté de mars 1997 : « **Avec le recul, [les sociétés secrètes] considèrent qu'elles ont été jetées prématurément dans la bataille : un groupe manipulé par la police avait lancé le signal de l'action, les obligeant à suivre. La thèse de la provocation – de la police, des Anglo-saxons- est désormais retenue par la plupart des chercheurs** » ¹⁹³. Mais, on a peine à savoir à quels chercheurs il fait référence. Certes, certains soutiennent toujours cette thèse, mais la plupart des historiens

¹⁸⁹ Lorsque Raseta et Ravohangy vont à Paris, puis créent le MDRM pour plaider la cause de l'indépendance, même « dans le cadre de l'Union Française », les patriotes militants les soutiennent, adhèrent souvent au parti tout en restant membres des réseaux clandestins qui sont mis en veilleuse. Mais lorsqu'ils prennent conscience que le MDRM « est un simple parti engagé dans les arcanes de la politique » et qu'il n'est pas capable d'obtenir l'indépendance attendue, beaucoup se retrouvent au sein des réseaux. Autre facteur accentuant la confusion : les sociétés agissent souvent sous couvert du parti afin, d'une part, de garantir leur clandestinité et, d'autre part, d'infléchir la position du parti vers une solution violente

¹⁹⁰ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.92

¹⁹¹ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.97

¹⁹² Françoise Raison-Jourde, « le soulèvement de 1947 : bref état des lieux » in *Colloque AFASPA des 9, 10 et 11 octobre 1997*, *op. cit.*, p.15-16

¹⁹³ Philippe Lemayrie, « La mémoire troublée de l'insurrection anticoloniale de 1947 : chape de silence sur une effroyable répression », in *Le Monde Diplomatique*, mars 1997.

ayant évoqué l'insurrection se rangent du côté de Jacques Tronchon ¹⁹⁴.

Dans cette partie, on étudiera chaque journal séparément. En effet, tous les quotidiens, même *Le Monde* et *Le Progrès* traitent le sujet de manière différente et il eut été délicat, sinon contre-productif, de faire des regroupements. Ensuite, réaliser une approche thématique à la manière de ce qui a été fait en première partie eut été difficile dans la mesure où la thèse de chaque journal forme un ensemble cohérent.

1) Le Progrès : docilité envers les autorités et acharnement contre le M.D.R.M.

De tous les journaux étudiés, *Le Progrès* présente sans doute la version la plus simple, ou devrait-on dire la plus simplificatrice, des événements. C'est en effet la thèse de la responsabilité du trio « MDRM-Hova-parlementaires » dans sa version la plus unilatérale qui est exposée par le journal.

a) Le trio « MDRM-parlementaires-Hova » vite constitué et dénoncé

Dès le 3 avril, le journal reprend le communiqué du Conseil des Ministres selon lequel « suivant les premières informations reçues, le « **Mouvement de Rénovation Malgache** » [c'est-à-dire le MDRM], paraît être l'instigateur des troubles » ¹⁹⁵. Le lendemain, dans son éditorial consacré à l'Union Française, le journal annonce qu'« il apparaît sans équivoque que les troubles qui se sont produits dans la grande île ont été provoqués par le « **Mouvement de Rénovation Malgache** » » ¹⁹⁶. Ainsi, alors que les autorités semblent encore prendre quelques précautions pour dénoncer le MDRM et les Hovas, *Le Progrès* paraît les devancer en présentant la culpabilité du parti comme un fait établi.

Dans sa conférence de presse du 11 avril, le Président du Conseil présente la thèse officielle : il établit un lien systématique entre le MDRM et les Hovas, puis décrit ces derniers comme les très probables responsables de l'insurrection ¹⁹⁷ : « **Lors de la**

¹⁹⁴ Le quotidien tanarivien, en mars 1997, reprit également la thèse des provocations, au moment des célébrations du cinquantième, tout comme Jacques Rabémananjara dans *l'Affaire de 1947*. Mais le plus souvent, ceux qui reprennent cette thèse le font sur la base d'une connaissance partielle ou partielle des événements. En revanche, Alain Ruscio dans *La Décolonisation tragique*, Pierre Verrin dans *Madagascar*, Robert-Charles Ageron dans *La décolonisation Française*, Jean-Pierre Rioux, ou Yves Benot dans *Massacres coloniaux* se range du côté de Jacques Tronchon. Le dernier d'entre eux souligne que la police était au courant du déclenchement de l'insurrection, mais n'a rien fait. Sans provoquer de soulèvement, elle l'aurait laissé se produire pour légitimer la répression contre le MDRM. Il demeure que, dans cette version comme dans les autres évoquées, l'insurrection fut organisée par les sociétés secrètes.

¹⁹⁵ *Le Progrès*, 3 avril 1947, p.2. *L'appellation M.R.M. , ou Mouvement de Rénovation Malgache revient très souvent, à la place de M.D.R.. Etant donné le mépris voué à ce parti, on peut se demander si l'oubli du qualificatif « démocratique » n'est pas volontaire.*

¹⁹⁶ *Le Progrès*, 4 avril 1947, p.1

Libération, a été créé le « Parti de la Rénovation Malgache », inspiré par les Hovas et qui a réclamé l'abolition de la loi de 1896 [qui a fait de Madagascar une colonie], sans déterminer le caractère nouveau du régime. Il est évident que le Mouvement de Rénovation Malgache s'est montré particulièrement actif au cours de ces dernières années. Il y a certainement un lien entre ces agissements et les troubles récents. [...] Les dirigeants du mouvement ont d'ailleurs révélé eux-mêmes leur influence organisatrice : il a été constaté qu'une propagande active était partie, ces derniers mois, dans les centres où règne le mouvement »¹⁹⁸.

Le 14 avril, le troisième chaînon de la triade, c'est-à-dire les parlementaires malgaches, est ajouté. Alors que le 9, le journal annonçait de façon neutre l'arrestation de Jules Ranaivo¹⁹⁹, cinq jours plus tard, au moment de l'arrestation de deux députés et deux conseillers de la République Messieurs Ravoahangy, Bernananjary, Reherively, et Besara, le journal se fait plus clair : ***« appartenant tous quatre au Mouvement de la Rénovation Malgache, ils ont participé activement aux troubles qui ont éclaté le 29 mars et dont ils sont responsables. De même que Monsieur Ranaivo arrêté le 2 avril. Tous les renseignements indiquent que leur responsabilité ne fait aucun doute »***²⁰⁰. La triade est désormais entièrement constituée, et la version officielle en place : le MDRM, sous la houlette de ses parlementaires, aurait fomenté un coup de force pour rétablir la domination des Hova. Dorénavant, le journal va se contenter de la répéter et de l'approfondir.

b) L'acharnement contre le MDRM et ses députés

Les articles suivants se contentent le plus souvent de présenter les détails du complot ou de nouvelles preuves contre les députés. Peu d'informations nouvelles sont apportées, mais toutes les occasions sont bonnes pour rappeler la culpabilité du parti malgache.

Le 17 avril, deux articles de la première page sont consacrés au sujet de la responsabilité du soulèvement, l'un annonçant qu'« une demande de levée de l'immunité parlementaire visant cinq élus malgaches sera transmise aux deux assemblées » et l'autre intitulé « la responsabilité des troubles de Madagascar ». Dans le premier, *Le Progrès* prend position en faveur de la levée de l'immunité des parlementaires, le quotidien précisant que ***« d'après les informations fournies pas les autorités judiciaires de l'île, il a été établi de façon formelle que les parlementaires se trouvaient compromis de façon flagrante : il est prouvé qu'ils s'étaient réunis le 27 mars, avant-veille du jour où les incidents ont éclaté »***²⁰¹. Le deuxième article, que

¹⁹⁷ Dès le 4 avril, le journal reprenait les propos de Ramadier selon lequel « certains Hovas qui ont conservé une position prépondérante, ont le désir d'accroître leur rôle politique : ils ont pensé qu'ils pouvaient provoquer une révolte à caractère militaire ». Le lien entre le MDRM et les Hovas n'était toutefois pas établi.

¹⁹⁸ *Le Progrès, 11 avril 1947, p.2*

¹⁹⁹ *Le Progrès, 9 avril 1947, p.2*

²⁰⁰ *Le Progrès, 14 avril 1947, p.1*

l'on peut lire en annexe, est basé sur des informations provenant de l'A.F.P. et entreprend de détailler le supposé complot M.D.R.M. : renversement des autorités françaises de l'île, formation d'un gouvernement malgache, allégation d'une aide étrangère...²⁰².

Le lendemain, la même thèse est présentée à nouveau, mais cette fois au travers des déclarations de Ramadier. Ce dernier, se basant sans doute sur les mêmes sources d'information que l'article du *Progrès* la veille, évoque en plus la réunion du 27 mars, durant laquelle « Rabemananjara [aurait] détaillé le plan d'une attaque ainsi que le détail des opérations dirigées contre les autorités françaises ».

L'opération de désinformation continue fin avril puis en mai, le journal présentant régulièrement de nouvelles preuves de la responsabilité des députés et de leur parti. Le 22 avril, le journal, s'appuyant sur une dépêche de l'A.F.P. annonce que « **le député Ravohangy reconnaît avoir organisé les troubles de Madagascar, [...] et reconnaît sa présence à la réunion du 27 mars** »²⁰³. De même, « un parlementaire malgache avoue de nouveau sa responsabilité » selon *Le Progrès* du 25 avril. L'article précise que « **Mr Ravohangy, député malgache, reconnaît avoir participé à la réunion tenue le 27 mars [...] et précise que Mr Rabemananjara a rédigé personnellement le télégramme adressé sous forme d'appel au calme à toutes les sections du MDRM, mais qui était en réalité un appel à la révolte. Il rejette la responsabilité des ordres donnés et de la rébellion sur Mr Rabemananjara, lequel de son côté accuse formellement Mr Ravohangy** »²⁰⁴. En plus de les accuser, le journal fait donc passer les députés pour des menteurs et des lâches pratiquant la délation.

Le débat à l'Assemblée, début mai, donne encore lieu à de nombreuses attaques contre le MDRM et ses députés. Pour ne citer que les exemples les plus éloquentes, Mr Castellani et Mr July, deux députés conservateurs, qualifient le MDRM de parti « réactionnaire », « fasciste » et « raciste ». Le premier ajoute que « les rebelles n'ont commis leur forfait que pour rétablir leurs privilèges, voire même l'esclavage », et le second n'hésite pas à qualifier Mr Raseta d'« assassin »²⁰⁵. *Le Progrès* ne soutient pas explicitement leurs propos, mais en tout état de cause, il leur donne plus de place qu'à l'intervention de Mr Raseta dont les propos sont souvent tournés en dérision.

Le débat à l'Assemblée est par ailleurs l'occasion d'entendre certains députés dénoncer la politique de l'administration coloniale en place à Madagascar et de la rendre

²⁰¹ *L'arrestation des députés s'est faite en violation de leur immunité parlementaire. Le fait que le journal utilise l'adjectif « flagrant » montre sans doute qu'il approuve la thèse du « flagrant délit », qui, selon certains, légitime l'arrestation. La Constitution prévoit en effet l'exception du « flagrant délit », mais reste à savoir si cela peut s'appliquer dans ce cas précis.*

²⁰² *Le Progrès*, 17 avril 1947, p.1. Voir Annexe 6, p. XIV

²⁰³ *Le Progrès*, 22 avril 1947, p.1

²⁰⁴ *Le Progrès*, 25 avril 1947, p.1

²⁰⁵ *Le Progrès*, 7 mai 1947, p.1-2

responsable des événements, non parce qu'elle aurait provoqué les malgaches, mais parce qu'elle aurait laissé le désordre s'installer dans l'île. Ainsi, Mr Duveau (Mouvement Républicain Populaire) dénonce Mr de Coppet et son prédécesseur Mr de Saint-Marc **« qui portent une lourde responsabilité dans les événements actuels par leur complaisance à l'égard du MDRM et de ses chefs [...] et leur défaut de mesures »**²⁰⁶. Mais *Le Progrès*, contrairement à d'autres journaux que l'on étudiera ensuite, ne prend pas de position sur ce sujet. Il ne dénonce jamais explicitement la politique de l'administration française, ni comme une politique trop autoritaire, ni comme un politique trop complaisante. Il donne d'ailleurs également la parole aux défenseurs du gouvernement et de l'administration coloniale à Madagascar, notamment à Mr Moutet dont les propos lors du débat à l'assemblée sont les suivants : **« le haut-commissaire a fait largement son devoir. Il a pris les mesures nécessaires. [...] Je pense donc qu'on ne saurait taxer ni le haut commissaire, ni le ministre de la France d'Outre-Mer [c'est-à-dire lui-même] d'imprévoyance »**²⁰⁷.

Le 12 mai, *Le Progrès* annonce en première page que « le Mouvement de Rénovation Malgache est dissous par un décret pris en conseil des Ministres ». Et, logiquement, le journal se réjouit de cette décision qui frappe le parti **« coupable d'avoir organisé le complot du 27 mars »**, ainsi que **« des organisations qui s'y rattachent : les « Jeunesses Idéalistes Malgaches » et le groupement « Panama » »**²⁰⁸. Notons d'ailleurs que, comme on l'a constaté en première partie, le journal évoque beaucoup moins les événements de Madagascar à la suite de cette décision, comme si l'interdiction du MDRM solutionnait tous les problèmes et marquait la fin de la crise. C'est par ailleurs la première fois que le journal évoque l'existence de ces sociétés secrètes, mais à la manière des autorités, le journal les présente comme des groupes dirigés par le MDRM²⁰⁹.

Au mois de juin, le refrain reste le même dans le journal, et le prétexte pour dénoncer le MDRM est cette fois l'arrestation du sixième parlementaire malgache, M. Raseta, qui est selon le journal **« impliqué dans les troubles qui ont éclaté dans l'île »**²¹⁰.

Le procès des parlementaires malgaches qui se déroula du 22 juillet au 4 octobre 1948 fut une nouvelle occasion pour *Le Progrès* de souligner la responsabilité des députés et de leur parti. Le 14 septembre, le journal présente ainsi ce qu'il considère comme **« les véritables causes du départ de la défense »**²¹¹. En particulier, il réfute les arguments de la défense selon lesquels le procès n'aurait pas été mené de façon

²⁰⁶ *Le Progrès*, 9 mai 1947, p.1

²⁰⁷ *Le Progrès*, 10 mai 1947, p.2

²⁰⁸ *Le Progrès*, 12 mai 1947, p.1

²⁰⁹ De même, le 2 juin, dans une dépêche précisant l'évolution militaire de la crise, le journal parle du « complot perpétré par le « Mouvement Démocratique de Rénovation Malgache » et les organisations satellites »(*Le Progrès*, 2 juin 1947, p.1)

²¹⁰ *Le Progrès*, 7 juin 1947, p.1. Le député Raseta se trouvant à Paris au moment de l'insurrection, il ne fut pas arrêté en même temps que les autres parlementaires (interpellés à Madagascar)

équitable : « *si nous renonçons, après la démonstration éclatante qui a été faite, sous la haute direction du Président Laget, de la culpabilité des chefs malgaches, nous perdons la face. [...] Les événements politiques de la métropole ont été un prétexte au retour prématuré de l'avocat, homme politique. C'est de ce côté qu'il faut aller chercher le véritable mobile du départ de la défense* ». ²¹² . Surtout, le 5 octobre, le journal affirme que « *le procès des parlementaires [...] s'est achevé par le verdict qu'on pouvait attendre* » ²¹³ , c'est-à-dire six condamnations à mort, dont celle des députés Ravohangy et Raseta.

La position du *Progrès* dont la ligne directrice est la dénonciation du MDRM est donc resté identique tout au long de la crise, le journal prenant soin de répéter les sois disantes preuves contre le parti et les députés aussi souvent que possible. Inutile de rappeler que ces informations furent en fait, soit inventées de toute pièce, soit extirpées sous la torture par les autorités ²¹⁴ . Et finalement, c'est à une simple récitation de la version officielle qu'a procédé *Le Progrès*. Jamais il ne semble avoir mis en doute les informations qui lui ont été fournies.

Pire, *Le Progrès* a répété cette thèse d'une façon acharnée. Dans la première partie, on a pu constater que le journal porter peu d'intérêt aux hostilités qui ont lieu à Madagascar. Alors, on ne peut être que surpris par le nombre de fois où il s'intéresse à la question des responsables de la crise, et où il dénonce le « Mouvement de Renovation Malgache ». Le journal a en effet évoquer cette question entre 15 et 20 fois, entre son déclenchement et la fin de l'été 1947, tandis que l'aspect militaire de la crise ne fut évoqué qu'une quinzaine de fois.

On peut se demander si derrière cette position du quotidien lyonnais, il n'y a pas une volonté de déculpabiliser la France et sa politique coloniale. Comme on l'a vu, il ne critique jamais la politique du gouvernement envers Madagascar, ni celle de

²¹¹ *Les avocats de la défense, dont Lamine Gueye, quittèrent le procès, mettant en avant le fait que l'instruction et les débats ne furent pas mené avec objectivité. En cela, ils avaient tout à fait raison. Ce procès fut un procès politique. Selon Jacques, à cette période, les autorités françaises ne croyaient plus en la culpabilité des parlementaires, et ils durent les accuser afin de ne pas perdre la face. Les mesures de grâce décidées à l'encontre des députés ne fut pas le fruit du hasard. Et la cérémonie de remise de légion d'honneur en 1969 au docteur Ravohangy apparaît, selon Jacques Tronchon comme une réparation.*

²¹² *Le Progrès, 14 septembre 1948, p1*

²¹³ *Le Progrès, 5 octobre 1948, p.1. Le 30 septembre, le journal annonçait sans s'en émouvoir que « le procureur général réclame la peine de mort pour les cinq parlementaires malgaches (Le Progrès, 30 septembre 1948, p.1)*

²¹⁴ Par exemple, une réunion réunissant de nombreux leaders du MDRM prit place le 27 mars, et celle-ci, comme le prédise l'article du *Progrès* le 25 avril, donna effectivement lieu à la rédaction d'un télégramme d'appel au calme, les députés ayant pris connaissance des intentions du soulèvement de certains groupes. Mais, contrairement à ce que les autorités affirment, c'est-à-dire que ce télégramme était un appel à l'insurrection, l'appel au calme était authentique. Le MDRM, en tout cas ses leaders, ont toujours mené une démarche pacifique, une action par la voie légale et ils n'ont cessé de dénoncer l'action violente des groupes clandestins. Et cela n'est qu'un des éléments de l'opération de désinformation menée par les autorités françaises qui, au travers de la presse, a pu faire croire ce qu'elle voulait à l'opinion.

l'administration an place dans l'île. La responsabilité de l'insurrection incombe exclusivement aux Malgaches, et plus généralement aux peuples colonisés. Ainsi, il est remarquable que le journal fasse référence à l'existence d'un complot des colonies françaises contre la métropole. Dans son éditorial, le 4 avril, le quotidien précise qu' « **on s'est demandé [...] dans les milieux gouvernementaux quels étaient les rapports entre les événements d'Indochine et ceux de Madagascar. Certains ministres ont même demandé au président du conseil dans quelle mesure Ho Chi Minh ne cherchait pas à créer dans l'Union Française une sorte de « deuxième front » qui ne pourrait que lui être profitable** »²¹⁵. Pour *Le Progrès*, il ne semble pas envisageable que la France ait une part de responsabilité dans cette crise.

2) La Voix du peuple : la thèse des provocations et la défense des parlementaires malgaches

Si la version présentée par *Le Progrès* constituait un parfait exemple de la thèse officielle (soulignant la culpabilité du MDRM), la version de *La Voix du Peuple* constitue, quant à elle, un excellent exemple de la deuxième thèse « en vogue » en 1947 à propos des responsables du déclenchement de l'insurrection, c'est-à-dire celle des provocations colonialistes. Néanmoins, si les interprétations des deux journaux sont donc radicalement différentes, ces derniers ont en commun le simplisme avec lequel ils ont abordé la question des instigateurs du soulèvement, l'unilatéralisme du *Progrès* dans sa dénonciation du MDRM et de ses députés n'ayant d'égal que celui de *La Voix du Peuple* dans sa dénonciation des « colons ».

On peut noter un autre point commun entre les deux quotidiens lyonnais, à savoir le grand intérêt porté à cet aspect de la crise. A la manière du *progrès*, *La Voix du Peuple* a consacré peu de place à l'aspect militaire, en tout cas moins que cela méritait étant donné la gravité de la situation, mais, en revanche, le thème des responsabilités a bénéficié d'une couverture importante²¹⁶.

Toutefois, le contenu des articles des deux journaux est radicalement différent, le journal communiste prenant d'ailleurs soin de dénoncer l'interprétation présentée par le *Progrès* et l'ensemble de la presse qualifiée de « réactionnaire ». L'argumentaire du journal communiste repose finalement sur deux points : d'une part la remise en cause de la thèse officielle dénonçant le MDRM et ses leaders; et d'autre part l'accusation des colons présumés responsables des provocations qui seraient à l'origine des « troubles ».

a) La remise en cause de la thèse officielle et la défense des parlementaires malgaches.

²¹⁵ *Le Progrès*, 4 avril 1947, p.1. Voir en Annexe 6, p. XIII

²¹⁶ Comme *Le Progrès*, le journal communiste a évoqué la question des instigateurs du soulèvement (entendu au sens large, c'est-à-dire en prenant en compte les fois où il prend la défense des parlementaires, ou évoque la question de l'immunité) à plus de 15 reprises. (et moins de dix fois l'aspect militaire)

Dès le 3 avril, le journal dénonce l'opération de culpabilisation du MDRM menée par ce que les communistes appellent la « presse réactionnaire » : selon le journal, « **certains ont reproché aux rebelles d'avoir obéi à un mot d'ordre lancé par un parti politique autochtone, et ont nommé le parti de rénovation malgache, celui qui a obtenu aux élections de dimanche un succès complet. La contradiction éclate. Comment un parti qui vient de voir élu trois de ses candidats sur trois, lancerait-il un mot d'ordre destiné à semer le trouble et par voie de conséquence immédiate à jeter la suspicion sur lui ? D'ailleurs, Ravohangy et Rabamanjara, députés de ce mouvement, ont adressé un télégramme à Mr Moutet dans lequel ils expriment la réprobation totale du peuple malgache face aux troubles qui se sont produits** »²¹⁷ .

Le 11 avril, le quotidien remet directement en cause l'interprétation des faits donnée par le Président du Conseil dans sa conférence de presse. Le journal reprend les propos de Mr Ramadier qui, comme on l'a déjà évoqué, a souligné la responsabilité du MDRM qui serait inspiré par les Hovas, « sorte de bourgeoisie féodale » « cherchant à maintenir [son] influence prépondérante ». Mais, selon le journal, le premier ministre arrive à ces conclusions « par un raisonnement par trop superficiel, se basant sur des faits qui peuvent être d'apparences trompeuses aussi bien que des réalités solides. » Et le journal ajoute que « **les arguments du président Ramadier ne sont pas sérieux. Il faut être d'une naïveté touchante (trop touchante peut-être pour être sincère) pour déduire du fait que les agresseurs portaient des turbans blancs ou des pancartes ou étaient écrits : Mouvement Démocratique de Rénovation Malgache, que justement ces agresseurs agissaient sous l'impulsion du MDRM. Est-ce que les criminels laissent leur carte de visite sur les lieux du crime ?** »²¹⁸ .

Logiquement, le journal ne se contente pas de défendre le MDRM, mais il se fait également le défenseur des parlementaires malgaches, membres du MDRM, arrêtés et considérés comme les instigateurs du coup par les autorités et la majorité de la presse. Le 9 avril, le quotidien s'insurge de l'arrestation du Conseiller de la République malgache, Jules Ranaivo,. Selon le journal, les « récents troubles qui éclatèrent à Madagascar » ne constitue qu'un « prétexte » pour cette interpellation²¹⁹ .

A partir de la mi-avril, le journal communiste prend régulièrement la défense des parlementaires malgaches, et va mener une véritable campagne en leur faveur, une campagne menée sur deux fronts, d'une part en faveur du respect de la légalité dans leur poursuite, ce qui signifie le respect de l'immunité parlementaire ainsi que du droit à la défense, et d'autre part pour prouver leur innocence. Le 16 avril, un article titré « l'arrestation arbitraire des députés malgaches bat en brèche l'autorité du Parlement » rappelle que « l'immunité parlementaire ne peut être levé que par les Assemblées compétentes ». Ainsi, selon le journal, l'arrestation des députés a été réalisé « en violation de l'article 22 de la Constitution » et constitue de ce fait un « coup de force ». Le

²¹⁷ *La Voix du Peuple*, 3 avril 1947, p.1

²¹⁸ *La Voix du Peuple*, 11 avril 1947, p.2

²¹⁹ *La Voix du Peuple*, 9 avril 1947, p.1

quotidien invalide également la théorie du « flagrant délit » qui pourrait légitimer l'arrestation selon certains, en soulignant que « Mr Ranaivo, au moment de son arrestation, se trouvait à Tuléar, à plus de 1000 kilomètres du théâtre des incidents ». « Où est le flagrant délit ? », demande le journaliste ironiquement²²⁰. Le 17 avril, le journal se réjouit de l'attitude, en Conseil des Ministres, des communistes qui « **ont vivement protesté contre les arrestations des parlementaires malgaches qui est un viol de la Constitution en même temps qu'un déni de justice et une sottise au moment où le Président Vincent Auriol se rend en Afrique Noire** »²²¹. Le lendemain, le journal encore consacre trois articles à la défense des parlementaires MDRM et, dans l'un d'entre eux, il ne se contente plus d'appeler au respect de l'immunité des députés malgaches, mais il tente d'invalider les preuves mises en avant par les autorités. Pour le journal, ces preuves ont simplement été créées de toute pièce : « **pour justifier le flagrant délit, [...] on trouve un soi-disant document essentiel dans la boîte d'un facteur indigène tué au cours des incidents ; on traduit le télégramme envoyé par le Comité directeur du MDMR à ses sections : « prenez garde à des provocations, gardez votre sang froid », en un appel aux armes et à l'action. » Et le journal conclut avec un argument choc : « la meilleure preuve que le flagrant délit n'existe pas, c'est que qu'officiellement, on annonce que « l'enquête se poursuit ». Or, il n'y a pas enquête quand il y a flagrant délit »**²²².

Fin avril puis au cours des deux mois suivants, le quotidien poursuit la défense des députés, toujours d'une manière énergique, mais de façon plus irrégulière. En tout cas, la stratégie demeure la même ; il s'agit toujours, d'une part, de rappeler les autorités à la légalité et, d'autre part, de prouver l'innocence des députés. Les articles sont nombreux et utilisent le plus souvent les mêmes arguments. On ne fera donc référence qu'aux initiatives du journal les plus explicites²²³. Par exemple, le journal soutient, le 30 avril, l'initiative du député « **Kriegel-Valrimont [qui] demande que soient entendus les députés malgaches** »²²⁴, comme celle du groupe communiste qui, le 10 mai, a déposé « un ordre du jour demandant l'envoi d'une Commission d'enquête parlementaire à

²²⁰ *La Voix du Peuple*, 16 avril 1947, p.2

²²¹ *La Voix du Peuple*, 17 avril 1947, p.1

²²² *La Voix du Peuple*, 18 avril 1947, p.1. Toujours en première page, le journal félicite également « l'attitude énergique des ministres communistes en face de la folle politique de violence menée dans l'Union Française », ainsi que les propos de Maurice Thorez selon lequel « s'il y a eu à Madagascar des violences, des voies de fait, qu'on les poursuive conformément aux lois, mais qu'on ne mette pas en œuvre une procédure contraire à la lettre et à l'esprit de la Constitution qui assure l'immunité des représentants du peuple ». En page 2, le journal donne la parole au « Docteur Raseta » selon lequel « l'arrestation des députés malgaches est tout à fait injustifié. [...] Nous connaissons, et je les expliquerai devant l'Assemblée, les machinations de Mr de Coppet, toujours montées avec l'approbation du Ministre de la France d'Outre-Mer », affirme-t-il. Le journal ajoute que « au sujet des documents qui auraient été découverts et auraient provoqué les arrestations, le Docteur Raseta demande au moins à les voir, ce qui n'a pas encore été fait » (*La Voix du Peuple*, 18 avril 1947, p.2).

²²³ *La Voix du Peuple*, 28 avril 1947, p.1

Madagascar » afin que « **le pays soit informé impartialement** »²²⁵. Le débat à l'Assemblée à propos de Madagascar offre au journal une autre opportunité de défendre les parlementaires. Ainsi, dans l'édition du 7 mai, après avoir présenté les discours de Mr Castellani et Mr July, qualifiés de « voix de la réaction » et dénoncés pour les accusations qu'ils portent à l'encontre du MDRM, le journal fait une grande place au discours du Docteur Raseta selon lequel « **le Mouvement de Rénovation malgache désapprouve tous les actes de violence d'où qu'ils viennent** »²²⁶. Le 15 mai, le journal se plaît enfin à souligner que « **la Commission d'enquête du Conseil de la République a commencé l'étude des dossiers. Elle a constaté qu'aucun des documents qui lui était soumis était authentique. Dans ces conditions, elle a demandé à entrer en contact avec la Commission correspondante de l'Assemblée Nationale** »²²⁷. Dans les jours suivants, le journal dénonce le bien-fondé de deux décisions de « **la Commission parlementaire chargée de l'affaire malgache** », qui constituent non moins qu'une violation des « **garanties prescrites dans la Déclaration des Droits de l'Homme** »²²⁸.

En juin, l'arrestation du dernier député malgache jusqu'alors en liberté, Monsieur Raseta, offre au journal une nouvelle occasion de dénoncer les méthodes anti-constitutionnelles dignes de « Vichy et de la Gestapo » utilisées par les autorités (impossibilité pour l'avocat d'entendre ses clients, violation des droits de la défense...), ainsi que « les brutalités, les pressions écoeurantes » à l'encontre des députés arrêtés²²⁹

²²⁴ *La Voix du Peuple*, 30 avril 1947, p.1. Le 28 avril, détaillant les différents thèmes de la rentrée parlementaire du lendemain, le journal annonçait également : « il faudra bien que certains s'expliquent sur la violation de la légalité constitutionnelle qui est perpétrée par l'arrestation des députés de la Grande Ile. » (*La Voix du Peuple*, 28 avril 1948, p.1)

²²⁵ *La Voix du Peuple*, 10 mai 1947, p.1

²²⁶ *La Voix du Peuple*, 7 mai 1947, p.1. Cette phrase est même mise en exergue dans le chapeau de l'article

²²⁷ *La Voix du Peuple*, 16 mai 1947, p.2.

²²⁸ D'abord, le 19 mai, le journal s'étonne que celle-ci ait décliné la proposition communiste qui demandait à ce que les parlementaires malgaches soient entendus avant que l'on statue sur le sort de leur immunité. Le journal conteste le bien fondé de cette décision en soulignant que la proposition communiste « avait reçu l'agrément de tous les députés d'outre-mer » et que « la Ligue des Droits de l'Homme a formulé la même demande dans le souci d'assurer à tous, innocents et coupables, les garanties prescrites dans la Déclaration des Droits de l'Homme ». Le 22 mai, le journal informe ses lecteurs que cette même Commission a décidé « de proposer à l'Assemblée Nationale la levée de l'immunité parlementaire des députés malgaches arrêtés », une nouvelle décision contesté par le quotidien dans la mesure où elle « viole un principe inscrit dans la Constitution et cher à tous les Français » (*La Voix du Peuple*, 19 mai 1947, p.2)

²²⁹ *La Voix du Peuple*, 16 mai 1947, p.2. Voilà les meilleurs extraits de cet article titré « grave violation des droits constitutionnels, le député Raséta, interné à la Santé, est tenu au secret » : « le défenseur des inculpés qui sont restés dans l'île confirme les brutalités, les pressions écoeurantes. Il ne lui a pas été permis d'interroger une nouvelle fois ses clients en sa présence, et cela pendant un séjour de dix-sept jours à Madagascar. Pendant l'occupation, Vichy et la Gestapo n'opéraient pas autrement, menant le jeu sans la présence d'un avocat. Et voilà aujourd'hui, à Paris même, Mr Stibbe désigné par Mr Raseta se voit refuser le droit de communiquer avec son client et cela sur ordre du juge de Madagascar. Le droit à la défense n'est-il pas pourtant le plus sacré ? ».

Enfin, lors du procès des parlementaires malgaches qui s'acheva par six condamnations à mort, le journal condamne « **une nouvelle affaire Dreyfus** » et un « **crime contre la conscience de toute l'humanité** »²³⁰. Déjà, le 23 juillet 1947, à la suite de la proclamation de deux condamnations à mort par le tribunal militaire de Tananaive, le journal dénonçait « **la justice colonisatrice de Mr de Coppet [...] bien pressée de rendre ses sentences avant que l'enquête parlementaire ait pu terminer ses travaux.** »²³¹

Le journal communiste s'est donc fait l'ardent défenseur des députés malgaches; pour cela, il a fait coulé beaucoup d'encre et n'a pas hésité à utiliser des analogies significatives : les comparaisons avec les méthodes de Vichy et de la Gestapo, la référence aux Droits de l'Homme, et la référence au procès Dreyfus, autant de des signes forts qui montrent la détermination du journal. Mais cette défense des accusés s'est également faite par l'attaque, c'est-à-dire par la condamnation de ceux qui sont, pour le journal, les véritables responsables des « troubles ».

b) Les provocations des « gros colons » et leurs motivations

Dès le 4 avril, c'est-à-dire le lendemain de l'article dénonçant la culpabilisation systématique du MDRM par la « presse réactionnaire », le journal communiste passe à l'attaque et met en avant la thèse des provocations. Le titre de l'article est le suivant : « ce sont des arrestations massives qui ont provoqué les troubles de Madagascar, déclare le Dr Raseta, Président du groupe de Rénovation malgache », et le reste de l'article détaille, au travers des propos du député, le contenu des provocations qui seraient à l'origine des « troubles » : « **je regrette de constater que les malgaches en ont été réduits à commettre des actes de violence ayant provoqué la perte de vies humaines. Mais il faut savoir que le peuple malgache a été soumis à des mesures provocatrices et à des persécutions systématiques de la part de l'administration locale. Le Haut Commissaire a donné des ordres formels à ses chefs de province et de district, depuis plusieurs mois, leur enjoignant d'engager des poursuites judiciaires toutes les fois qu'ils se trouvent en présence de troubles politiques ou d'actes « de nature à nuire à l'autorité française ». On sait ce que cela veut dire, en conséquence, sans qu'il y ait eu le moindre trouble, on a arrêté par centaine des adhérents ou des sympathisants du MDRM, d'où un mécontentement général bien compréhensible** »²³². Le journal semble ainsi se ranger du côté de Raseta face à la « presse réactionnaire » qui accuse ce dernier d'être le grand instigateur du soulèvement.

²³⁰ *La Voix du Peuple*, 8-14 octobre 1948, p.2. L'article se poursuit ainsi « des juges au service du colonialisme le plus réactionnaire et le plus féroce viennent de condamner à mort six malgaches, dont trois parlementaires. [...] Toutes les mesures avaient été prises pour assurer l'impunité à ce crime qui est le couronnement de la terreur que le R.P.F. fait régner sur la grande île ».

²³¹ *La Voix du Peuple*, 23 juillet 1947, p.2

²³² *La Voix du Peuple*, 4 avril 1947, p.1

Le 9 avril, le journal ne laisse plus de place au doute sur sa position et soutient explicitement les propos du député. Le journal précise alors que les « troubles » furent « provoqués, comme le soulignait récemment Raseta, député de la Grande Ile, « par les maladresses qui se succédèrent à l'égard des autochtones » et qui ont atteint leur maximum au moment des élections ». Selon le journal, **« quelques provocateurs à la solde des gros colons, déclanchent des incidents, et c'est la regrettable effusion de sang, prétexte d'une féroce répression. »**²³³

Dès lors, le journal va se contenter de réaffirmer la même version des faits. Par exemple, le 11 avril, après avoir critiqué la version officielle dénonçant le MDRM et les Hovas, présentée par le Président du Conseil Ramadier, le journal réaffirme que les « incidents » sont « voulus et provoqués » car ils **« [font] trop bien le jeu des colonialistes dans leur désir d'étouffer les aspirations démocratiques des peuples par une oppression accrue »**²³⁴. D'autres articles présentent les motivations des « colons » mise en causes. Ainsi, le 14 avril, l'éditorialiste du journal, G. Brunet, affirme explicitement que si « la réaction internationale suscite des troubles dans l'Union Française », c'est pour **« justifier une répression sanguinaire et le maintien de l'exploitation colonialiste »**²³⁵. De même, le 21 avril, l'éditorial de Guy Brunet pose la question rhétorique suivante : **« les incidents ne sont-ils pas le résultat d'une provocations montée pour justifier la répression que demande les colons ? »**²³⁶.

Le journal communiste tente également de préciser l'identité de ces « provocateurs ». Ainsi, dans un article de l'édition du 14 avril, le journal dénonce « les éléments les plus réactionnaires de Madagascar, Vichyssois et agents de la D.G.E.R. » qui **« cherchent à lancer de nouvelles provocations »**²³⁷. Au travers d'une déclaration de Raseta, le journal dénonce aussi les activités de l'Union des Syndicats des Exportateurs et Importateurs²³⁸.

Enfin, *La Voix du Peuple* accuse ces colons de posséder des alliés à l'étranger.

²³³ *La Voix du Peuple*, 9 avril 1947, p.1

²³⁴ *La Voix du Peuple*, 11 avril 1947, p.2. Le lendemain, la parole est encore donnée à Raseta, qui dans un article titré « Les responsabilités à établir sur les événements de Madagascar » souligne les responsabilités de certains français de Madagascar : « le député Raseta [...] a fait hier une déclaration à l'I.N.S. une importante déclaration qui met en lumière les agissements funestes d'éléments colonialistes. Mr Raseta a en effet accusé « certains colons » et plus précisément l'Union des Syndicats des Importateurs et Exportateurs de s'opposer aux réformes [...]. Ils se sont adressés, a dit Mr Raseta, voici quelques mois, au chef du gouvernement français en exigeant qu'il mette un terme aux mesures de progrès. [...] Ces assertions laissent à penser que les responsabilités dans les troubles ne seraient pas systématiquement du même côté, comme on nous le laisse entendre » (*La Voix du Peuple*, 12 avril 1947, p.2)

²³⁵ *La Voix du Peuple*, 14 avril 1947, p.1

²³⁶ *La Voix du Peuple*, 21 avril 1947, p.1

²³⁷ *La Voix du Peuple*, 14 avril 1947, p.2

²³⁸ *La Voix du Peuple*, 12 avril 1947, p.2

Selon Jacques Duclos, « il y a dans les territoires d'outre-mer des anciens agents de la D.G.E.R. » qui « sont moins des fonctionnaires que des agents de services secrets étrangers travaillant pour des intérêts extra-nationaux et n'hésitant pas à se livrer à des provocations ». Il ne précise pas explicitement pour les intérêts de quel pas ceux-ci travaillent, mais on comprend bien qu'il s'agit des Etats-Unis. Selon Jacques Duclos, ces espions étrangers espéreraient l'échec de l'Union Française « car ils ont intérêt à ce que notre pays soit affaibli » afin d'en faire « un simple pion » dans le Bloc Occidental²³⁹.

En bref, selon le journal communiste, les « troubles » résultent de provocations menées par l'administration locale et de « gros colons », dont feraient partie l'Union des Syndicats des Importateurs et Exportateurs ainsi que des agents de la D.G.E.R.²⁴⁰, leur objectif étant de déclencher des réactions violentes de la part des indigènes excédés, et cela afin de légitimer une répression sanglante et du même coup l'arrêt des réformes menaçant leurs privilèges.

Il faut reconnaître un élément positif dans le traitement de cet aspect de la crise par le journal communiste, à savoir la défense des parlementaires malgaches. Cette entreprise fut tout à fait louable car les représentants malgaches étaient effectivement innocents, et les méthodes utilisées par les autorités furent certainement condamnables, tant le non-respect de l'immunité parlementaire (qui fut finalement levée, mais bien après que les députés furent arrêtés) que les aveux obtenus sous la torture. En revanche, on peut remarquer qu'un chaînon de la « triade » établi par les autorités ne fut pas défendu par le journal : les Hovas, dont le rôle n'est malheureusement pas évoqué dans le quotidien²⁴¹.

Cependant, comme on l'a déjà précisé en introduction de cette seconde partie, la thèse des provocations mise en avant par le journal n'est pas plus crédible que la version officielle accusant le MDRM. S'il y avait d'effectives collusions entre des colons et des membres de l'administration, elles ne furent pas à l'origine de l'insurrection, qui fut un authentique soulèvement de malgaches dirigés par les sociétés secrètes. Autrement dit, la version de *La Voix du Peuple*, comme celle du *Progrès*, constitue un cas de désinformation.

Après l'examen des thèses des deux quotidiens lyonnais remarquables pour leur simplisme, il s'agit maintenant d'analyser les versions quelques peu plus complexes proposés par le *New York Times* et *Le Monde*, chaque quotidien mettant en scène un nouvel acteur présenté comme le complice du MDRM.

3) Le Monde : « responsabilités partagées »

²³⁹ *La Voix du Peuple*, 29 avril 1947, p.2. Voir Annexe 7, p. XV

²⁴⁰ La DGER est la Direction Générale des Etudes et Recherches, créée en 1944 afin de rassembler tous les réseaux de la Résistance ayant participé à des activités de renseignement. Dès 1946, elle est remplacée par la SDECE (ou Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage), qui elle-même fut remplacée en 1982 par la DGSE (Direction Générale de la Sécurité Extérieure).

²⁴¹ Au moins, on peut saluer le fait qu'il n'ait pas été injustement attaqué.

Dans la première partie, l'étude du *Monde* était réalisée de paire avec celle du *Progrès* étant donnée la proximité de leur couverture de l'aspect militaire de la crise malgache. Là encore, la couverture des deux journaux n'est pas sans similitude puisqu'à la manière du *Progrès*, *Le Monde* souscrit à la thèse officielle dénonçant le trio « MDRM-Hovas-parlementaires ». Néanmoins, le traitement de la question des responsabilités par le journal parisien revêt une certaine originalité et il convient donc de l'étudier séparément. Cette singularité du *Monde* repose en fait sur sa dénonciation de la politique de l'administration coloniale à Madagascar jugée trop laxiste. La mise en question du bien fondé de la politique de l'administration locale malgache est un thème qui, comme on a eu l'occasion de le souligner, a été évoqué par *Le Progrès*, mais ce dernier n'a pas mis cette critique à son compte. C'est donc une thèse plus complexe qui est exposée par le journal parisien puisqu'elle met en scène deux groupes d'acteurs : les malgaches mais aussi l'administration française, sorte de complice involontaire. Cette thèse n'en reste pas moins erronée, et constitue en fait un premier révélateur du conservatisme du quotidien.

a) La dénonciation crescendo du trio « MDRM-Hovas-parlementaires »

Comme *Le Progrès*, *Le Monde* présente l'insurrection comme l'œuvre du MDRM, et plus précisément de ses parlementaires dont l'objectif serait de rétablir l'hégémonie Hova sur l'île. Comme *Le Progrès*, *Le Monde* s'est en fait laissé abuser par les informations qui lui ont été fournies par les autorités, et de ce fait, la manière avec laquelle le journal dénonce le MDRM n'est pas sans rappeler les arguments utilisés par *Le Progrès*. Alors, afin d'éviter les répétitions, on tentera d'insister particulièrement sur ce qui différencie le journal parisien du quotidien lyonnais, et l'on remarquera ainsi une certaine évolution dans sa critique du parti malgache, *Le Monde* allant d'une accusation assez prudente au réquisitoire cinglant.

Jusqu'au 15 avril, le journal fait en effet preuve d'une certaine prudence dans sa dénonciation du MDRM. Il semble, en tout cas, prendre plus de précautions que *Le Progrès* qui, dès le 4 avril, jugeait « sans équivoque » la responsabilité du parti malgache dans le déclenchement de l'insurrection. *Le Monde* se veut, dans un premier temps, seulement suspicieux : il ne dénonce le MDRM que de façon implicite ou bien seulement par l'intermédiaire de propos rapportés. Ainsi, le 2 avril, le journal se pose la question suivante « **le parti de rénovation malgache, qui, comme nous l'avons signalé a remporté la totalité des sièges au deuxième collège, trouvera-t-il dans ses événements une occasion pour désavouer les extrémistes et pour collaborer sincèrement au bien-être de l'Union Française ou au contraire estimerait-il que les récents événements en Indochine lui permettent de s'engager dans la dangereuse voie du Vietminh ?** »²⁴² Le journal est donc d'ores et déjà méfiant à l'égard du MDRM, mais il ne le condamne pas explicitement. Le lendemain, le journal prédise que « **le parquet a lancé de nombreux mandats d'amener contre les membres du parti de rénovation malgache et s'efforce d'établir dans quelle mesure la responsabilité de ce parti est engagée dans les événements** »²⁴³.

²⁴² *Le Monde*, 2 avril 1947, p.1

En revanche, le 4 avril, les propos du président du Conseil Ramadier rapportés par le journal sont assez durs à l'égard des Hovas. Selon le Président, « **la situation est troublée par la position qu'ont prise dans l'île les Hovas, qui représentaient avant notre arrivée une autocratie féodale. [...] Certains Hovas ont pensé qu'ils pouvaient inspirer une révolte militaire** »²⁴⁴. Toutefois, aucun lien n'est réalisé entre les Hovas et le MDRM par le Président du Conseil. Ce lien est établi dès le lendemain par Edouard Sablier, qui dans son article intitulé « les événements de Madagascar : avertissement ou prétexte ? », souligne que « l'administration française a mis fin à l'exploitation des populations de la côte par les féodaux Hova, qui s'étaient emparés du pays en dépossédant les premiers habitants. Cela expliquerait en partie l'intransigeance du parti de Rénovation malgache, création de ses féodaux ». Dans ce même article, le journaliste se fait très suspicieux à l'égard du parti malgache dont il souligne « l'hostilité ouverte à l'égard de l'administration française ». Le journaliste tente surtout d'évaluer le degré d'implication du MDRM dans l'organisation du soulèvement, voilà ce qu'il en dit : « dans quelle mesure la responsabilité du Mouvement de Rénovation malgache se trouve-t-elle engagée dans les troubles d'hier ? Les premiers détails parvenus de Madagascar semblent confirmer que les rebelles ont obéi à un mot d'ordre commun, et que l'on se trouve en présence d'une tentative de soulèvement généralisé. Les arrestations opérées dans les rangs du parti tendraient à prouver que les autorités locales tout au moins tiennent ce dernier pour responsable des événements. Les élus malgaches à l'Assemblée, par la voie de Raseta, tout en déplorant les effusions de sang, n'ont pas suffisamment condamné l'action des extrémistes ». Le journal réalise un pas supplémentaire, mais la responsabilité du parti n'est toujours pas annoncée de façon certaine. De plus, il faut remarquer une certaine lucidité dans l'analyse du journal qui reconnaît l'existence d'une scission dans le parti entre une aile modérée qui « avait proclamé son adhésion à une formule d'autonomie fédérale dans le cadre de l'Union Française » et « **certains éléments extrémistes de la tendance du journal Ny Ranini [menant] une propagande en faveur du séparatisme total et immédiat** »²⁴⁵.

Le 11 avril, le discours prononcé par Paul Ramadier lors de la Conférence est repris par le journal dans des termes proches de ceux utilisés par *Le Progrès* : il est précisé que le Président du Conseil a établi un lien entre le MDRM et les Hovas, et qu'il a fortement insinué la responsabilité de ces derniers dans la préparation du soulèvement. Des précautions sont toutefois encore utilisées, le Président du Conseil ajoutant que « **il faut**

²⁴³ *Le Monde*, 3 avril 1947, p.1

²⁴⁴ *Le Monde*, 3 avril 1947, p.1. Les 4 et 5 avril, le journal a également repris deux télégrammes respectivement de Messieurs Ravohangy et Rabemananjara puis du groupe parlementaire MDRM, qui expriment notamment la « totale désapprobation par les signataires des actes de violence ayant entraîné la mort de plusieurs personnes, et rejettent « la responsabilité des incidents sur certains éléments indésirables du gouvernement local ». Il convient encore de remarquer l'attitude suspicieuse du journaliste qui ajoute que « il n'est pas précisé si les deux parlementaires sont prêts à désavouer leurs partisans au cas les résultats de l'enquête concluraient à la participation directe de ces derniers dans les événements que l'on déplore. » (*Le Monde*, 4 avril 1947, p.1 et *Le Monde*, 5 avril 1947, p.1)

²⁴⁵ *Le Monde*, 5 avril 1947, p.3

préciser la nature de ce lien » et que, de ce fait, « une instruction judiciaire a été ouverte »²⁴⁶.

Le 15 avril, Rémy Roure, ancien résistant et journaliste au *Monde*, franchit le pas. Non seulement il présente l'implication du MDRM comme un fait acquis, mais il ajoute aussi le troisième élément du trio, à savoir les parlementaires. Dans son article consacré à l'Union Française, il annonce que **« les responsables des séditions à Madagascar [...] ont leur députés à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République »²⁴⁷**. Le même jour, le journal informe ses lecteurs de l'arrestation de Mr Ravohangy et Rabemananjara, députés, et de Justin Besara et Reverively, conseillers de la République, tous quatre membres du MDRM. Selon le quotidien, **« on précise dans les milieux officiels que la responsabilité des cinq inculpés dans les événements du 29 mars ne fait aucun doute »²⁴⁸**. La triade « MDRM-Hova-parlementaires » qui va dès lors se faire de plus en plus agressif envers le parti malgache.

Dans l'édition du 17 avril, on peut lire, d'une part, un article précisant que **« chaque jour, des membres du Mouvement de Rénovation malgache seraient dénoncés comme instigateurs de la rébellion »²⁴⁹**, et d'autre part, le communiqué du Conseil des Ministres, selon lequel **« il ressort des témoignages qui sont reçus maintenant en grand nombre que les responsabilités [du MDRM] sont flagrantes »²⁵⁰**. L'article du 18 avril est encore plus virulent à l'égard du parti malgache. Le titre est éloquent : « le Mouvement Démocratique de Rénovation Malgache est le responsable des troubles de Madagascar ». Pour preuves, l'article invoque des « documents saisis à Andevoranto et les aveux du secrétaire général du MDRM ». L'article, comme celui du *Progrès* daté du 17 avril, donne surtout les détails de l'organisation de l'insurrection. Il en précise l'objectif : « l'indépendance de Madagascar, la composition du futur gouvernement ayant déjà été fixée »; les méthodes : « sabotage, [...] attaque simultanée des camps militaires, [...] à Tananarive, incendie de la ville » ; le signal de déclenchement : « l'apposition le 28 mars par le MDRM d'une affiche invitant la population au calme ». L'article précise enfin l'identité des meneurs qui ne sont autres que les représentants du MDRM au Parlement, qualifiés de **« nationalistes Hovas »²⁵¹**.

Dans les jours qui suivent, le journal se contente d'apporter des preuves supplémentaires de l'implication du MDRM et de ses chefs dans l'organisation du

²⁴⁶ *Le Monde*, 11 avril 1947, p.1

²⁴⁷ *Le Monde*, 15 avril 1947, p.1

²⁴⁸ *Le Monde*, 15 avril 1947, p.4

²⁴⁹ *Le Monde*, 17 avril 1947, p.2. L'utilisation du conditionnel montre à nouveau la relative prudence du journal dans sa dénonciation. Cela n'a rien d'exceptionnel, mais distingue toutefois *Le Monde* du *Progrès* qui n'utilise pas ce genre de précautions de style.

²⁵⁰ *Le Monde*, 17 avril 1947, p.8. Voilà ce qu'on peut lire dans le reste de l'article : « il a notamment été établi que les intéressés s'étaient réunis le 27 mars [...] pour prendre des dispositions ne laissant aucun doute sur leurs intentions. [...] Sans les arrestations auxquelles il a été procédé parmi les leaders, le mouvement se serait développé dans toute l'île ».

soulèvement, des preuves qui sont les mêmes que celles avancées par *Le Progrès*. Ainsi, on peut lire que « **les parlementaires malgaches reconnaissent avoir participé à la réunion du 27 mars [...] au cours de laquelle Mr Ravohangy a exposé les détails de la conspiration et rédigé en langage chiffré l'ordre d'attaque dans la nuit du 29** »²⁵², ou encore que « **Mr Ravohangy et Rabemananjara, récemment arrêtés, se rejettent mutuellement la responsabilité des ordres qui ont déclenché la rébellion** »²⁵³. Rien d'original dans les articles suivants où l'on ressasse les mêmes informations; le Conseil des Ministres du 30 avril abordant le problème de l'immunité parlementaire, la demande en accusation de poursuites émanant du procureur général par intérim de Madagascar, le débat à l'Assemblée ainsi que la dissolution du MDRM, sont autant d'occasion pour le journal de rappeler la culpabilité du parti malgache²⁵⁴.

Viennent ensuite les articles rédigés par le reporter du *Monde* à Madagascar, Pierre Voisin, qui va faire preuve d'une extraordinaire agressivité envers le parti malgache. Le titre de son article du 8 mai, que l'on peut lire en annexe et qui dresse un bilan de des découvertes lors de son séjour dans la Grande Ile, donne le ton : « Le complot des nationalistes malgaches, d'une maladroite fausseté au banditisme ». La condamnation du MDRM est sans appel : « dès mon arrivée à Tananarive, j'apprenais preuves en mains – et preuves effarantes – que l'insurrection avait été entièrement montée par le MDRM ». Le journaliste dénonce en particulier « un effort considérable d'intimidation [...] exercé sur les masses, les cadres, médecins, infirmiers ». Il fustige « la propagande du M.D.R.M. » et « la démagogie effrénée » des députés qui « ont prétendu entre autres que la suppression du travail forcé et l'arrivée du tissu était leur œuvre, qui ont [...] créé la haine dans un pays de douceur et de facilité, qui ont utilisé les serments de l'âge de pierre et les sortilèges de l'homme-médecine ». Autrement dit, « ces chefs ont trahi la démocratie qu'ils prétendent servir et n'ont pas droit au titre de civilisés ». Parmi les parlementaires,

²⁵¹ *Le Monde*, 18 avril 1947, p.3. Le journal fait preuve d'une certaine lucidité précisant que « s'il représente la déniance « vieux-hova », nationaliste et aristocratique, [le MDRM] n'en a pas moins gagné l'appui [...] de tribus non hovas et de mécontents de tous ordres ». Toutefois, il est précisé que ce soutien est « peut-être intéressé et temporaire ».

²⁵² *Le Monde*, 22 avril 1947, p.8

²⁵³ *Le Monde*, 25 avril 1947, p.2

²⁵⁴ Le 30 avril, le journal, comme l'a fait également *Le Progrès*, reprend le communiqué du Conseil des Ministres qui évoque « la levée de l'immunité parlementaire concernant les parlementaires malgaches dont la responsabilité a été établie dans l'organisation du complot ». De même, le 7 mai, un article détaille « la demande en accusation de poursuites qui émane du procureur général par intérim près de la cour d'appel de Madagascar et dépendances ». En voici des extraits : « l'information ouverte à la suite de ces sanglants événements a permis de révéler qu'ils ont été préparé et exécuté par les membres du MDRM. Il a été établi que le télégramme suivant, expédié de Tananarive les 27 et 28 mars dans toutes les directions, était le signal de la rébellion par ses signataires ». Le journal reprend ensuite dans son intégralité ce fameux télégramme. Le débat à l'Assemblée réserve également quelques attaques dinglantes à l'encontre du MDRM. On peut notamment lire les interventions de Mr July et Castellani, déjà évoqués au cours de l'étude du *Progrès*, ou encore celle de Mr Moutet qui rappelle la culpabilité du MDRM et de ses députés, dont celle de Mr Rabemananjara, qu'il qualifie de « triste individu ». Le 11 mai, on peut lire dans le communiqué du Conseil des Ministres ayant décidé la dissolution du MDRM que ce dernier « a servi d'armature au complot du 27 mars ».

Pierre Voisin a une cible en particulier, le docteur Raseta présenté comme « le chef des deux organisation terroristes, Panama (fondée en 1941 et intégrée récemment au Mouvement) et JN (fondée en mai 1946) », et le « principal instigateur de l'insurrection », alors même que jusqu'à présent son implication dans le « complot » n'avait pas été formellement affirmée²⁵⁵. Ce qui est enfin remarquable dans cet article, c'est l'assurance avec laquelle le journaliste porte des accusations complètement fausses : **« le plus stupéfiant de l'affaire, c'est peut-être l'abondance de preuves formelles, d'aveux complets écrits de la main même des coupables, et la facilité avec laquelle une fois démasqués, ils ont livré tous les détails du complot et accablé leurs partenaires. [...] Chaque journée apporte de nouvelles preuves, de nouveaux recoupements, et il semble que, dès à présent, la lumière soit faite »**²⁵⁶, ose affirmer P. Voisin.

Dans l'enquête en six parties consacrée à Madagascar et rédigé par le même Pierre Voisin, les termes employés à l'encontre du MDRM sont tout aussi virulents, voire insultants. Dans le deuxième volet, daté du 19 juin, on peut lire que **« le MDRM est un mouvement Hova, qui a su s'imposer à la masse par des promesses infâmes, des pressions, des menaces, des formules magiques, mais qui ne visait en réalité qu'à réinstaller la domination hova, c'est-à-dire la féodalité et l'esclavage »**²⁵⁷. Le quatrième volet de l'enquête ironise en titrant « les méthodes démocratiques de la Rénovation malgache », l'article détaillant en fait tous les supposés « mensonges », « manipulations », « pressions », « campagnes démagogiques », ou encore les « opérations de propagande » du parti malgache. Le journaliste va jusqu'à remettre en cause la légitimité populaire du parti qui n'aurait gagné les élections que grâce à des « pressions et menaces » et au fait qu'une infime majorité de la population s'est rendu aux urnes. De même, la description positive qui est faite du Padesm, adversaire du MDRM et création de l'administration française, est significative. Selon le journaliste, ce parti est né « de l'excès du mal » représenté par le MDRM et afin de lutter « contre la domination effective de 900 000 Imérimas, dont 200 000 Hovas purs ». On ne peut reprendre toutes les attaques du journaliste à l'encontre du MDRM et des Hova, mais l'évocation de ces quelques éléments suffit pour saisir l'ampleur du mépris que leur voue le journaliste.

En rapport avec l'arrestation des députés et la dénonciation de leur rôle dans la préparation du soulèvement, s'est posée la question de l'immunité parlementaire. On a déjà vu comment *La Voix du Peuple* s'est fait le défenseur des parlementaires malgaches à ce sujet. *Le Monde*, lui, a voulu faire preuve d'une certaine rigueur sur ce thème, en essayant de faire prévaloir les arguments juridiques sur les a priori politiques. Toutefois,

²⁵⁵ Par exemple, le 25 avril, le journal précise que selon le Président du Conseil, « la participation de Mr Raseta au complot du 27 mars n'était pas encore acquise ». On peut remarquer une erreur dans la date de création de la Jina. La date réelle n'est pas 1946, mais 1943, à moins que le journal ne fasse là référence à la JIM : voir le lexique. Annexe 3, p. VI

²⁵⁶ *Le Monde*, 8 mai 1947, p.1-2. Voir Annexe 5, p.XI

²⁵⁷ *Le Monde*, 19 juin 1947, p.2. Tout le deuxième volet, sur le thème du « problème de l'indigénat » constitue un simple réquisitoire contre l'influence des Hovas à Madagascar, décrits comme un « peuple actif, intelligent, organisé autour d'une puissante monarchie », qui « a poussé jusqu'au mysticisme le culte de la race » et dont le but est « de soumettre les autres races à son profit ».

certains journalistes ont eu des difficultés à faire preuve de la plus grande objectivité et ont parfois laissé transparaître leur hostilité envers les députés malgaches.

Dès le 15 avril, le journal souligne que l'arrestation des députés malgaches pose « un problème d'ordre parlementaire ». Mais loin de s'insurger de cela, le journal souligne que, selon « les milieux autorisés », « les arrestations sont juridiquement fondées, les renseignements parvenus à Paris permettraient en effet d'établir qu'elles ont été opérées en vertu de l'exception prévue à l'article 22 de la Constitution , à savoir le cas de flagrant délit ».

Par la suite, le journal va tenter de proposer des points de vue contradictoires sur la question. Il donne la parole, le 18 avril au député malgache Raseta ²⁵⁸, le 19 avril aux communistes algériens, ou encore le 7 juin aux « parlementaires noirs », qui tous protestent contre la violation de l'article 22 de la Constitution et appellent de leurs vœux la libération des parlementaires. Le 1^{er} mai, le journal publie le point de vue d'un juriste, Jean-Bernard Mabuège, qui d'une façon neutre, retrace l'histoire de la notion de flagrant délit en rapport avec l'immunité parlementaire. Le 18 avril, la parole est donnée à un autre juriste, M. Donnedieu de Vabres, qui, lui, tend à légitimer l'arrestation des parlementaires en vertu du cas de « flagrant délit continu ».

Le Monde tente donc d'aborder le problème de l'immunité de manière objective et scientifique, effort qu'il convient d'apprécier à sa juste valeur. Toutefois, les propos des journalistes cachent parfois mal une certaine hostilité à l'égard des députés, et, du même coup, un certain mépris pour le respect de leur immunité. Voilà comment Pierre Voisin souligne la futilité de cette question depuis Madagascar où il se trouve : « la radio nous apprend que l'on débat juridiquement à Paris du flagrant délit. Ici cela ferait rire, s'il n'y avait pas plus de cents morts français ». Pour le reporter du *Monde*, il semble que la culpabilité des députés est évidente au point que l'on puisse négliger leur immunité parlementaire ²⁵⁹. D'une manière générale, il faut bien reconnaître que le journal ne s'est jamais ému du sort des chefs du MDRM et que le non respect de leur immunité n'a jamais semblé constituer un problème essentiel.

D'ailleurs, la couverture de leur procès est assez significative. Le journal dispose d'un envoyé spécial sur place en la personne de André Blanchet, mais celui-ci ne va cacher sa satisfaction devant le résultat du procès qui constitue « une décision de justice et non de politique » et qui « devrait rassembler la quasi-unanimité de l'opinion ». Le journaliste n'hésite pas à affirmer que « **si jamais verdict fut pesé, nuancé jusque dans ces moindres détails, c'est bien celui auquel devait aboutir hier une cour éminemment consciencieuse** » ²⁶⁰.

Pour *Le Monde*, l'identité des responsables du complot ne fait donc aucun doute et là-dessus, le journal n'a fait que suivre la version officielle. Un élément d'originalité réside cependant dans ce journal selon lequel, afin de comprendre l'insurrection, il convient

²⁵⁸ *Le Monde*, 18 avril 1947, p.8

²⁵⁹ A ce sujet, le quotidien *France-Soir*, et plus précisément Pierre Thibault, exprime explicitement le point de vue selon lequel « nécessité fait loi » (c'est le titre de l'article). Selon lui, « la souveraineté française [étant] mise en péril », l'arrestation des parlementaires sans la levée de l'immunité, pourtant illégale, est légitime et justifiée. (*France-Soir*, 18 avril 1947)

d'ajouter un groupe d'acteurs, l'administration française à Madagascar.

b) La condamnation du laxisme de l'administration française

Pour *Le Monde*, les responsabilités ne sont pas uniquement du côté indigène, et comme *La Voix du Peuple*, le journal pointe du doigt des responsables du côté français. Il convient d'emblée de préciser que les accusations du *Monde* diffèrent radicalement de celle portée par le journal communiste. Autrement dit, jamais *Le Monde* ne met en avant la thèse des provocations, qu'il ne juge d'ailleurs même pas nécessaire de remettre en cause. Pour le journal parisien, l'administration française à Madagascar, et plus précisément les haut-commissaires qui s'y sont succédés, portent une part de responsabilité dans le déclenchement de l'insurrection du fait de leur inaction face à la préparation du « complot » par le MDRM.

Le Monde s'est d'abord fait à plusieurs reprises l'écho des nombreuses critiques portées à l'encontre du haut-commissaire et de son administration. Ainsi, le 23 avril, le journal annonce que « les colons réclament le départ de Mr Coppet ». On peut lire que **« les associations coloniales accusent le gouverneur de Coppet et plusieurs de ses subordonnés de n'avoir pas su ni voulu prendre les précautions et les mesures de protection les plus élémentaires, bien que prévenus du complot »**²⁶¹. Lors du débat à l'Assemblée, le journal reprend également longuement les discours de messieurs July, Castellani, Duveau (M.R.P.), tous très critiques à l'égard de Mr de Coppet. Mr Castellani critique notamment « la politique de faiblesse et d'abandon » menée par l'administration menée par Mr de Coppet, considéré comme **« un parfait honnête homme, mais pas comme un chef »**²⁶². Toutefois, le journal se fait également l'écho des défenseurs de l'administration, en reprenant notamment le discours du ministre de la France d'outre-mer le 10 mai à l'Assemblée²⁶³, ainsi qu'une interview de Ramadier le 25 avril²⁶⁴.

En tout cas, quand les journalistes du *Monde* donnent leurs propres opinions sur la question, la critique contre l'administration est acerbe. Le 15 avril, Rémy Roure se livre à une attaque contre l'administration impériale dans son ensemble : selon le journaliste, **« il aurait fallu être clairvoyant à temps. Que, malgré tous les avertissements et tous les indices, le directeur même des affaires politiques du ministère de la France d'Outre-Mer ait pu « garantir », il y a deux mois, que la situation à Madagascar était**

²⁶⁰ Rappelons que le procès s'est terminé notamment par six condamnations à mort, dont celles des députés Ravoahangy et Raseta. Le journaliste affirme clairement également qu'« il faudrait donc beaucoup de mauvaise foi pour soutenir qu'il s'agit d'un verdict politique », une attaque claire contre les communistes qui demandent l'annulation du procès. (*Le Monde*, 9 octobre 1947, p.4)

²⁶¹ *Le Monde*, 23 avril 1947, p.3

²⁶² *Le Monde*, 8 mai 1947, p.3

²⁶³ *Le Monde*, 10 mai 1947, p.8

²⁶⁴ *Le Monde*, 25 avril 1947, p.8

« excellente », que rien n'était à redouter, voilà qui donne une singulière idée de notre administration « impériale » »²⁶⁵. Dans l'article du 18 avril affirmant en titre que « le MDRM est le responsable des troubles de Madagascar », le journaliste dont on ne connaît que les initiales, « P.M. », n'oublie pas d'ajouter à la responsabilité du parti malgache, celle « des autorités »²⁶⁶. Selon le journaliste, « *quoi qu'il en soit, on ne pourra pas s'empêcher d'être péniblement surpris de l'insouciance et même de la légèreté avec lesquelles les autorités responsables ont réagi devant les multiples avertissements qui leur étaient prodiguées. Les précautions les plus élémentaires pour la sauvegarde des colons ne semble même pas avoir été prises. On veut espérer que partout, maintenant après l'Indochine et Madagascar, la « politique de l'autruche » sera définitivement abandonnée* »²⁶⁷.

Dans ces différents articles, Pierre Voisin est tout aussi virulent à l'égard de l'administration. Le 8 mai, il se contente de reprendre les critiques des colons qui « presque unanimement, [...] rendent le haut-commissaire et les collaborateurs responsables des événements ». Mais dans son enquête du mois de juin, le journaliste reprend ces critiques à son compte. Voilà la conclusion de son premier volet : **« [La France] saura-t-elle exiger des fonctionnaires qu'ils soient des chefs avant d'être de brillants joueurs de poker, et des réalistes plutôt que des idéologues; des militaires qui passent plus de temps en inspections et en manœuvres qu'au bridge ? Madagascar a un magnifique avenir, mais il lui faut des chefs et la foi »**²⁶⁸. Le 21 juin, les principaux responsables sont nommément désignés par le journaliste selon lequel « il semble que les gouverneurs qui se sont succédés depuis 1930 n'ont pas été à la hauteur de leur tâche ». Et il ajoute : « la politique à la petite semaine pratiqué par l'administration a lourdement pesé sur l'indigène ». Surtout, l'administration locale est dénoncée pour son incapacité à s'opposer aux « campagnes de propagande » du MDRM dont les promesses d'indépendance totale ne furent pas démenties²⁶⁹. Dans sa conclusion, le journaliste étend même sa critique à **« tous les Français, colons, commerçants, fonctionnaires, militaires et fonctionnaires, [qui] ont péché par omission, car à de très rares exceptions près, personne n'a cru à une insurrection généralisée. »**²⁷⁰

²⁶⁵ *Le Monde*, 15 avril 1947, p.1

²⁶⁶ *On a déjà remarqué plus tôt que cet article était très proche dans son contenu de celui du Progrès daté du 17 avril, ces deux articles donnant les détails du « complot ». Toutefois, il convient de préciser qu'on ne retrouve pas de critiques de l'administration coloniale française dans l'article du Progrès.*

²⁶⁷ *Le Monde*, 18 avril 1947, p.3

²⁶⁸ *Le Monde*, 18 juin 1947, p.2

²⁶⁹ « L'inertie du haut commissaire en face de cette propagande à permis toutes les audaces » précise le journaliste le 21 juin. (*Le Monde*, 21 juin 1947, p.2)

²⁷⁰ *Le Monde*, 24 juin 1947, p.2

La position du *Monde* peut donc se résumer ainsi : « **il faut bien dire [...] que, quoique inégalement, les responsabilités sont partagées. [...] A tous les échelons les fautes n'ont pas manqué. Fautes par omission, qui furent celles des Français; fautes par action où le MDRM joua le premier rôle** »²⁷¹.

Cette prise de position, semble-t-il commune à tous les journalistes, ne démontre-t-elle pas un certain conservatisme du journal sur la question coloniale ? Sans doute que si. En effet, affirmer que l'administration française porte une responsabilité dans l'insurrection revient à affirmer qu'avec une politique appropriée, l'insurrection aurait pu être empêchée. Pierre Voisin n'affirme-t-il pas le 24 juin que « **ce drame lamentable [...] pouvait être facilement évité.** »²⁷² Autrement dit, l'insurrection ne résulte pas d'un problème de fond, mais simplement d'un problème dans la gestion de la colonie. La réalité n'est pas si simple, il y avait à Madagascar des mouvements profonds (nationalisme, aspiration à l'autodétermination...) qui seront étudiés plus tard et qui laissent penser qu'un soulèvement contre l'occupant aurait eu lieu tôt ou tard, quelque soit la politique des autorités françaises.

4) Le New York Times : la responsabilité du MDRM et la suspicion envers les communistes français

Comme pour ce qui est de l'aspect militaire de la crise, on constate donc une scission au sein de la presse française étudiée, entre d'une part *La Voix du Peuple*, et d'autre part *Le Monde* et *Le Progrès*. Là encore, c'est du côté de ces derniers que se range le *New York Times* puisqu'il délivre une version proche de celle mise en avant par les autorités françaises. Mais, encore à la manière de ce qu'on a pu constater dans la première partie, le journal américain fait preuve d'une plus grande méfiance à l'égard des officiels français et prend ainsi certaines précautions dans sa dénonciation du MDRM et des parlementaires.

Le journal, comme *Le Monde* et *Le Progrès* ne prend même pas le soin de remettre en cause la thèse des provocations. Il eût de toute façon été bien étonnant que le quotidien américain supporte cette thèse qui est d'abord celle des communistes. En effet, comme on l'a déjà souligné, 1947 marque l'avènement de la guerre froide, et dès le mois d'avril, des tensions existent entre les deux Grandes Puissances, notamment suite à l'annonce du Plan Marshall et la tenue de la Conférence de Moscou²⁷³. Dans ces conditions, le journal porte une attention toute particulière à tous les thèmes concernant, de près ou de loin, ceux qu'il nomme « the Reds ». Et quand il s'intéresse à la politique française, le journal est toujours très attentif à la position du PCF, dont la forte influence dans l'hexagone inquiète les américains. Il en est ainsi pour la question des salaires, pour les grèves, mais aussi pour la crise malgache.

²⁷¹ *Le Monde*, 24 juin 1947, p.1

²⁷² *Le Monde*, 24 juin 1947, p.1

²⁷³ Voir la chronologie en Annexe 1, p. II

Sur ce dernier thème, le quotidien américain est particulièrement dubitatif devant le soutien des communistes français aux députés malgaches, et il ne cesse de s'interroger sur l'éventualité d'une complicité entre les rebelles et le communisme international. C'est là que réside l'originalité du traitement de cet aspect de la crise par le journal. Comme *Le Monde*, le *NYT* considère finalement le rôle de deux groupes d'acteurs, d'une part des acteurs principaux qui ont organisé le soulèvement, et d'autre part des supposés complices. Mais, si le groupe d'acteur principal est le même dans les deux quotidiens, c'est-à-dire le MDRM, des différences substantielles existent entre les versions des deux journaux. D'abord, l'identité des complices est différente puisque, dans le *NYT*, il ne s'agit pas de l'administration française, mais des communistes. Puis dans le quotidien français, il s'agit d'une complicité involontaire, l'administration n'étant coupable que « d'inaction », tandis que dans le journal américain, les supposés complices communistes seraient coupables d'un soutien actif aux rebelles.

a) Une dénonciation relativement prudente de la triade « MDRM-Hova-parlementaires »

Evidemment, la dénonciation du MDRM, des Hovas et des députés par le *NYT* se fait encore à l'aide des informations fournies par les autorités, et de ce fait, les informations à ce sujet diffèrent peu de ce qu'on a pu lire dans *Le Monde* et *Le Progrès*. Il convient donc d'insister avant tout sur ce qui différencie le quotidien américain de la presse française, à savoir les précautions que le journal prend dans les accusations qu'il porte.

On a déjà souligné que, dès le 5 mars, c'est-à-dire avant même le déclenchement de l'insurrection, le journal fait état d'une « campagne nationaliste à Madagascar ressemblant à celle du Vietnam en Indochine », et selon le journal qui s'appuie sur un rapport officiel soumis au Cabinet, « *l'agitation serait dirigé par un des trois députés malgaches siégeant à l'Assemblée Nationale et [...] se situerait en particulier dans la région montagneuse où habitent les Hovas, a groupe qui régnait auparavant sur l'île* »²⁷⁴. Autrement dit, début mars, la triade « MDRM-Hova-parlementaires » est d'ores et déjà constituée²⁷⁵. Puis, lorsqu'il informe ses lecteurs de l'occurrence d'un soulèvement à Madagascar, le 1^{er} avril, le journal reprend les mêmes informations : « il est dit que l'agitation est menée par un des députés malgaches à l'Assemblée. Elle proviendrait des régions montagneuses où habitent les Hovas », conclut le journal. On ne peut être que surpris par la rapidité avec laquelle le journal pointe du doigt un député malgache, les journaux français étudiés ne posant la question des instigateurs du soulèvement que le 2 avril, et Ramadier réalisant sa première intervention publique à ce sujet le 4.

Ainsi, dès le lendemain de l'insurrection, voire dès avant, le journal tient son coupable, et il ne changera pas. Toutefois, le journal va toujours prendre garde, soit d'utiliser le conditionnel, soit de se référer à des sources officielles pour accuser le MDRM. Le 2 avril, la formule choisie est la suivante : « la révolte suit plusieurs mois

²⁷⁴ *New York Times*, 5 mars 1947, p.10

²⁷⁵ Le MDRM n'est pas explicitement évoqué, mais l'article se référant à un député de l'Assemblée et tous les parlementaires malgaches étant membres de ce parti, aucun doute n'est possible, il s'agit bien d'un député MDRM.

d'agitation menée par une faction extrémiste d'un parti politique appelé Mouvement de Renovation Malgache »; elle est pleine de suspicion mais demeure modérée, et surtout, elle contient une part de vérité puisqu'elle dénote l'existence d'une faction extrémiste dans le MDRM, et donc l'existence de divisions dans le parti. Dans les jours suivants, le journal reste réservé et fait seulement état d'arrestations de membres du MDRM et de l'envoi de télégrammes par les leaders du MDRM en direction du gouvernement et du Ministre de la France d'outre-mer ²⁷⁶. Le 11 avril, le journal évoque la Conférence de Presse du Président du Conseil et prend soin de ne dénoncer le MDRM qu'au travers de ses propos : « Ramadier, analysant la situation à Madagascar, a dit que les récents incidents ont été fomenté par des éléments membres du Parti de Renovation Malgache », précise le journal, qui ajoute : « **selon Ramadier, l'arrestation d'un des Conseillers de la République, récemment élu, et les témoignages de suspects, devraient clarifier la relation entre le parti et la révolte** » ²⁷⁷. Le 20 avril, dans un article faisant l'état des lieux de la situation dans l'ensemble de l'« Empire français », le journal prend encore soin de se référer à des sources officielles pour dénoncer le parti malgache. « **Selon les rapports envoyés par le haut-commissaire à Paris, le mouvement séparatiste est mené par un parti politique, le MDRM** » ²⁷⁸, annonce prudemment le correspondant du journal à Paris, Lansing Warren. Le 22 avril, le journal annonce que, « selon les milieux informés », « **la culpabilité du MDRM dans l'organisation de la révolte a été établi grâce aux aveux des parlementaires membres du parti** ». L'article évoque notamment la fameuse réunion du 27 mars au cours de laquelle, « selon le rapport de Mr Moutet », « Rabemananjara prédisa les plans de la révolte ». Encore, le 11 mai, le MDRM est dissous parce que « il est accusé par Moutet d'avoir organisé la rébellion à Madagascar ».

Autrement dit, jamais le journal ne se permet jamais d'affirmer formellement la culpabilité du parti; il semble vouloir respecter la présomption d'innocence jusqu'au bout. Néanmoins, tout cela est bien relatif. Le journal ne prenant jamais la défense des députés, et surtout ne proposant aucune interprétation alternative, nul doute que le lecteur du journal sera persuadé de la culpabilité du MDRM et de ses chefs. En réalité, la prudence du quotidien américain n'est remarquable qu'en comparaison avec les méthodes incendiaires des quotidiens français. En effet, jamais un journaliste du *NYT* ne se montre belliqueux envers le parti malgache ou bien ses députés, et c'est une différence notoire avec la presse française qui, comme on a pu le constater, s'est parfois montrée très agressive. Par exemple, lors du discours de Raseta à l'Assemblée, le journal américain se contente de préciser que ce dernier « a défendu ses collègues et repoussé les accusations à leur encontre ». Les compte-rendu du discours réalisés par *Le Monde* et *Le*

²⁷⁶ Le 3 avril, le journal précise que « huit leaders du MDRM ont été arrêtés et que l'enquête jugera de leur culpabilité » puis il annonce que deux députés malgaches ont envoyé à Mr Moutet une lettre déplorant les violences et demandant l'envoi d'une commission parlementaire. Le lendemain, il annonce l'envoi d'un télégramme au Cabinet ministériel provenant des leaders du MDRM qui nient l'implication de leur parti dans les incidents. (*New York Times*, 3 avril 1947 et 4 avril 1947)

²⁷⁷ *New York Times*, 11 avril 1947, p.14

²⁷⁸ *New York Times*, 20 avril 1947, p.E4. Voir en Annexe 8, p. XVI

Progrès sont tout autre, les journalistes des deux quotidiens se plaisant à ridiculiser le député malgache. Selon *Le Monde*, Raseta s'est exprimé « d'une voix monocorde parfois difficile à saisir, [...] avec modération aussi, sauf à un moment où il crut devoir parler de la « sauvagerie » de nos soldats. Une intervention dinglante de Mr Moutet, applaudis sur tous les bancs sauf à l'extrême gauche, le dissuada d'insister » et surtout, selon le journal, Raseta n'exprima « **pas un mot pour écarter les accusations formulées contre lui, pas un mot pour dégager sa responsabilité des massacres et des destructions** »²⁷⁹. On ne peut être que surpris par le fossé séparant les exposés des journaux, qui à l'évidence ne nourrissent pas le même respect pour le député malgache²⁸⁰. La modération du quotidien américain se doit donc d'être appréciée à sa juste valeur²⁸¹.

Un autre point positif peut être remarqué dans la couverture de cet aspect de la crise par le quotidien américain. Il s'agit du fait que le *NYT* souligne l'existence de divisions au sein du MDRM, tandis que les journaux français tendent à présenter ce parti comme un bloc monolithique dirigé de mains de maître par ces chefs. Ainsi, le 2 avril, on a vu que le *NYT* faisait référence à une « faction extrémiste du MDRM »; de même, le 11 avril, il est précisé que « la rébellion serait le travail d'extrémistes demandant une indépendance complète ». Toutefois, la justesse de cette analyse est à relativiser, le quotidien semblant considérer les députés comme les leaders de cette « faction extrémiste ». Il y a effectivement des divisions au sein du MDRM, il y a des modérés et des radicaux, mais, contrairement à ce qu'affirme le quotidien américain, les députés adoptent une voie légaliste et n'ont aucun contrôle sur les plus « extrémistes ».

Finalement, si le quotidien américain fait preuve, à certains égards, d'une plus grande neutralité et d'une plus grande objectivité que *Le Monde* et *Le Progrès*, il convient de relativiser cet avantage, puisque, comme les deux quotidiens français, le *NYT* s'est laissé abuser par les autorités françaises. Sa couverture du thème des responsabilités constitue également un cas de désinformation, d'autant que ses propos à l'égard des communistes révèle parfois un sérieux manque d'objectivité.

b) « The Red Scare »

Comme on l'a souligné, à chaque fois qu'il aborde un problème de la vie politique française, le journal porte une attention toute particulière à la position des communistes. Pour ce qui est de la crise malgache, le journal va se faire très suspicieux – et il va entretenir cette suspicion – à l'égard des communistes dont la nature des relations avec les rebelles malgaches constitue la grande interrogation des journalistes du *NYT*. Le

²⁷⁹ *Le Monde*, 8 mai 1947, p.3. De même, le 7 mai, *Le Progrès* souligne qu'« on a peine à suivre le député dans ces explications ». (*Le Progrès*, 7 mai 1947, p.2)

²⁸⁰ Dans le même registre, on peut noter les différences de vocabulaire utilisé entre *La Voix du Peuple* et les autres journaux français étudiés. Par exemple, le journal communiste parle presque toujours du « Docteur Raseta » pour se référer au député malgache, une formule sans doute trop respectueuse pour être utilisée par *Le Progrès* ou *Le Monde*.

²⁸¹ En particulier pour un quotidien Etats-Uniens, les Américains étant souvent critiqués pour leur manque de respect à l'encontre de la présomption d'innocence.

journal va en fait se montrer de plus en plus soupçonneux, allant d'allégations hypothétiques aux raccourcis douteux.

Dès le 4 avril, le journal affiche sa préoccupation à propos de possibles ingérences communistes à Madagascar : « ***l'association de ces députés [MDRM] avec le Parti Communiste Français reste incertaine, mais c'est un fait qu'ils se sont joints à eux pour s'abstenir sur la question des crédits militaires pour la campagne en Indochine*** »²⁸², affirme le journaliste en conclusion de son article. La suspicion semble franchir un pas le 17 avril lorsque le journal titre : « les ministres « Rouges » aident les rebelles ». Le contenu de l'article ne correspond toutefois pas exactement à ce titre fracassant; voilà ce qu'on peut y lire : « ***les ministres communistes se sont fortement opposés à la politique de répression adoptée à Madagascar et à l'arrestation des parlementaires malgaches accusés d'avoir organisé le soulèvement. On dit que les Ministres communistes ont contesté l'authenticité des informations délivrées par Mr Moutet ainsi que les mesures qu'il a proposé. Ils auraient ensuite, selon le journal Le Figaro, quitté le Conseil*** »²⁸³. A la lecture de l'article, on ne comprend pas en quoi les communistes ont aidé les rebelles, à moins de supposer que l'opposition communiste à la politique de répression aveugle menée à Madagascar par les forces françaises constitue une forme d'aide. De plus, le journal n'évoque pas le problème de l'immunité et ne prend donc pas le soin de dire pourquoi les ministres communistes se sont opposés à l'arrestation de leurs collègues malgaches. A l'évidence, le journal américain est peu soucieux d'objectivité quand il s'agit des communistes.

L'éventuel support des communistes au profit des rebelles malgaches constitue en fait la grande question pour le journal américain, et c'est sans doute du fait de l'éventualité d'une participation communiste à l'insurrection que le journal porte un tel intérêt à cette crise. Un journaliste du quotidien américain avoue que « l'élément le plus troublant dans la situation [dans l'Union Française] a été de loin l'attitude des communistes qui se sont opposés à la politique du gouvernement en Indochine, ont galvanisé les aspirations des indigènes en Afrique, et ont favorisé les éléments perturbateurs à Madagascar ». Dans ce même article, le journaliste rappelle l'opposition communiste à la dissolution du MDRM et souligne l'avènement d'un « ***courant dans l'ensemble de la presse [...] accusant les communistes d'encourager les révoltes indigènes aux quatre coins de l'Empire*** »²⁸⁴. Malgré ces allégations tendancieuses, le journaliste conclut en disant que « ***jusqu'à présent, les accusations portées à l'encontre de l'Union Soviétique n'ont été soutenu par aucune preuve*** »²⁸⁵.

Le journal multiplie ensuite les allégations douteuses. Le 9 mai, dans un article

²⁸² *New York Times*, 4 avril 1947, p.14

²⁸³ *New York Times*, 17 avril 1947, p.17

²⁸⁴ Le 18 avril, Lansing Warren avait d'ailleurs repris les propos de plusieurs acteurs de la vie politique française virulents à l'égard des communistes, et notamment ceux de Raymond Aron selon lequel le fait « qu'un des partis membres du Gouvernement prête support à des partis indigènes, et notamment certains contre qui nos troupes combattent, augmente le risque d'explosion général et de calamité pour tous ».

consacré à l'examen de deux centres de tensions dans l'Union Française, l'Algérie et Tahiti, le journal affirme que « **les Communistes, ainsi que de nombreux députés indigènes considèrent que la France devrait abandonner les mesures coercitives et préparer l'indépendance de ces territoires** »²⁸⁶. Le 16 mai, on peut lire dans un article consacré à l'insurrection malgache que « **le gouvernement, soulagé de l'opposition communiste aux mesures coercitives, se dirige vers une politique plus belliqueuse envers les mouvements rebelles** »²⁸⁷. Ces deux affirmations sont en réalité contestables, pour ne pas dire fausses; les communistes français sont en effet fortement concernés par la survie de l'Empire et, en 1947, ils n'envisagent pas d'indépendance rapide pour les colonies, puis à Madagascar, si la presse communiste a pu parfois s'insurger contre les excès de la répression, les ministres PCF ne se sont jamais franchement opposé à la politique répressive du gouvernement et il n'y a pas eu de changement de cap dans la politique menée suite au renvoi des ministres communistes²⁸⁸.

Parfois, le journal utilise même des simplifications abusives affirmant explicitement l'existence d'un soutien communiste aux rebelles. Ainsi, dans un article du 13 octobre 1947, qui constitue en fait un véritable réquisitoire contre le PCF, le journaliste du *NYT*, Harold Callender, dénonce l'attitude des Communistes Français qui « collent à la politique de Moscou même quand cela requiert une exceptionnelle agilité et quand Moscou les mène dans des directions contraires à l'intérêt national, comme quand les communistes supportèrent les rebelles contre l'autorité française en Indochine et à Madagascar ». A moins encore de considérer que le soutien communiste aux députés malgaches arrêtés en violation de leur immunité parlementaire constituait une forme de soutien, on se doit de souligner l'égarement du journaliste qui prend là un raccourci trompeur. De même, le 8 décembre, dans un article rappelant la tenue d'affrontements dans la Grande Ile, on peut lire que « **la population française sur l'île est divisé, autant que dans la métropole, les communistes supportant les rebelles** »²⁸⁹.

Les relations entre le PCF et le MDRM ont fait coulé beaucoup d'encre et le *NYT* n'est pas le seul à avoir affirmé l'existence d'un lien entre ces deux partis²⁹⁰. Cependant, les études sérieuses menées sur la question permettent de dire que ces accusations sont fausses. Comme le souligne G. Madjarian, s'il y a eu, en 1946, une « **alliance tactique** »

²⁸⁵ *New York Times*, 20 avril 1947, p.E4. On peut lire cet article en annexe 8, p. XVI. Lorsque le journal évoque l'absence de preuves concernant l'implication de l'Union Soviétique, il faut aussi comprendre l'absence de preuve d'implication des communistes français, ces derniers n'ayant aucune indépendance et étant à la botte des soviétiques dans l'esprit des journalistes du *NYT*.

²⁸⁶ *New York Times*, 9 mai 1947, p.3

²⁸⁷ *New York Times*, 16 mai 1947, p.5

²⁸⁸ On examinera plus en détail les positions du PCF à l'égard de l'Union Française et de l'Insurrection malgache en troisième partie.

²⁸⁹ *New York Times*, 8 décembre 1947, p.17

²⁹¹ entre les deux partis, elle fut de courte durée, les malgaches réalisant rapidement l'hostilité des communistes à l'indépendance de l'île, même au sein de l'Union Française. D'ailleurs, il faut bien remarquer que jamais le quotidien américain n'apporte de preuves à ces attaques. Au final, sur la question des instigateurs du soulèvement, le quotidien américain n'est pas plus objectif que la presse française.

En fin de compte, on peut noter une certaine diversité dans la façon avec laquelle les quotidiens étudiés ont traité la question des responsabilités. Certes, trois d'entre eux ont scrupuleusement suivi la version officielle et dénoncé ainsi la triade MDRM-Hovas-parlementaires. Mais tous les journaux, à l'exception du *Progrès*, ont su ajouter leur touche personnelle : la complicité communiste pour le *NYT*, les responsabilités de l'administration locale française dans *Le Monde*, et la thèse des provocations pour *La Voix du Peuple*. Outre leur originalité, il convient surtout de souligner la subjectivité de ces quotidiens. Tous se sont en effet trompés dans les accusations qu'ils ont portées. On a déjà souligné que les deux thèses le plus souvent mises en avant, c'est-à-dire celle dénonçant le MDRM ou les provocations, sont très contestables. De même, l'allégation d'une complicité communiste aux rebelles est fallacieuse et la dénonciation du laxisme de l'administration française n'est pas une explication sérieuse en ce qu'elle nie les origines profondes de la crise (le nationalisme notamment).

Si de faux coupables sont donc désignés par les journaux, les vrais instigateurs, eux, ne sont jamais réellement pointés du doigt. Ils sont mêmes presque oubliés par les journaux. Tout au plus, les « sociétés secrètes » sont évoquées à deux reprises par *Le Monde* et *Le Progrès*. Mais à chaque fois, les informations données à leur sujet sont erronées, celles-ci étant présentées comme de simples « organisations satellites » du MDRM ou même sous la direction du député Raseta ²⁹². En réalité, ces organisations clandestines étaient autonomes et décidèrent du déclenchement de l'insurrection de façon indépendante, les députés étant peut-être au courant des préparations mais, en tout cas, n'approuvant pas l'usage de la violence.

Selon Yves Benot, « des journaux du soir, *France-Soir* et *Le Monde*, ont entrepris un travail de désinformation, pour ne pas dire de décervelage » en accusant le MDRM. Sans doute, accuserait-il *Le Progrès*, voire le *NYT*, des mêmes erreurs s'il en lisait les

²⁹⁰ Sans affirmer formellement l'existence de liens entre le MDRM et le PCF, *Le Progrès* et *Le Monde* se font également assez critiques à l'égard des prises de position communistes sur la crise malgache. Par exemple, *Le Progrès* reprend *Le Figaro* qui « dénonce la responsabilité du parti communiste qui soutient ouvertement ceux dont les armes se tournent contre la France » (*Le Progrès*, 15 avril 1947, p.2). Le quotidien lyonnais ne reprend pas explicitement cette critique à son compte. De même, dans *Le Monde*, Rémy Roure souligne que « le parti communiste ne trouve pas un mot pour condamner ou même désavouer les séditions qui sont fomentées contre la France. » (*Le Monde*, 15 avril 1947, p.1)

²⁹¹ Voir Grégoire Madjarian, *La question coloniale et la politique du PCF, 1944-1947 : crise de l'impérialisme et mouvement ouvrier, Maspéro, Paris, 1977*

²⁹² Le *NYT* n'évoque l'existence de ces sociétés qu'au moment de la dissolution du MDRM, le 11 mai, les organisations clandestines Panama et Jiny étant interdites au même titre que le parti malgache. Le quotidien américain ne donne alors même pas leur nom et se contente de préciser que « les organisations semi-secrètes affiliées au parti sont également interdites ».

informations à ce sujet. Selon lui, « il y a heureusement de journaux qui sauvent l'honneur »; il fait là référence à la presse communiste qui a démonté la thèse du complot tribal dirigé par le MDRM. Certes, Y. Benot a raison de saluer la campagne communiste en faveur des parlementaires; mais, il oublie que les accusations portées par la presse communiste, et notamment *La Voix du Peuple*, sont tout aussi fausses et constituent aussi des cas de désinformation. En réalité, aucun journal n'a su désigner les vrais coupables : la désinformation est générale.

Après avoir tenté de déterminer les instigateurs de la crise, il nous faut maintenant tenter de comprendre les motifs derrière l'insurrection. Et étant donné son incapacité à désigner les vrais coupables, il ne serait pas étonnant que la presse ne puisse pas non plus déterminer leurs profondes motivations.

B. Les causes des « troubles », ou comment la presse française se voile la face

Comment on l'a fait dans la partie précédente, on va tout d'abord faire état des recherches historiques en la matière, ce qui nous permettra ensuite d'évaluer la justesse des analyses des différents quotidiens. Et là encore, l'œuvre de Jacques Tronchon va nous servir de référence principale.

Ce dernier réalise en effet une « autopsie » complète de l'insurrection et n'oublie pas d'évoquer les motifs de l'insurrection, c'est-à-dire ce qui explique que des malgaches aient voulu renverser la domination française et que beaucoup de leurs compatriotes aient répondu à leur mot d'ordre. Sur cette question, l'auteur distingue en fait deux séries de causes, « les causes profondes » et « les causes immédiates ».

Parmi ces dernières, voilà les éléments qu'il met en avant. L'auteur souligne d'abord les implications de la seconde guerre mondiale. En effet, plus de 15 000 malgaches y ont participé et, à leur retour sur l'île, ils ne reçurent qu'une prime de démobilisation dérisoire. **« Beaucoup en conçurent contre la France une vive rancœur, et le choix de retourner contre elles les armes, qu'ils avaient portés à ses côtés, ne se fit pas attendre. Pour les sociétés secrètes, ces militaires devenaient des recrues de choix »**²⁹³, affirme J. Tronchon. Les prestations et réquisitions qu'ont du subir les malgaches pendant le conflit mondial ont également accentué leur ressentiment contre l'occupant. Les circonstances étaient difficilement supportables pour les malgaches qui ont alors assimilé « colonisation » à « exploitation »²⁹⁴. Les ambiguïtés et les

²⁹³ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.122

²⁹⁴ Même Marcel de Coppet fit le constat suivant en 1949 : « il faut avoir le courage de reconnaître qu'à Madagascar la juste mesure a été dépassée [...]. Toutes les réquisitions des travailleurs, pratiquées sur une grande échelle, n'étaient pas justifiées par l'effort de guerre [...]. Quant aux prestations, elles perdirent leur caractère d'impôt en nature pour s'apparenter de nouveau à la corvée ». (Jacques Tronchon, *op. cit.*, p. 122)

contradictions de la politique coloniale de la IV^{ème} République ont également contribué à exaspérer les leaders du mouvement insurrectionnel. Le Gouvernement Provisoire de la République Française (G.P.R.F.) prit une série de mesures spectaculaires en abolissant le travail forcé et l'indigénat, reconnaissant à Madagascar les libertés fondamentales de la presse, d'association et de réunion, favorisant une représentation des populations malgaches au sein des Assemblées locales et métropolitaines. Et les déclarations des officiels français laissaient même penser qu'il ne s'agissait que d'une première étape²⁹⁵. Mais les évolutions annoncées ne furent pas appliquées : l'attentisme prit le dessus, et l'Union Française mise en place par la Deuxième Constituante ne constitua qu'un « replatrage »²⁹⁶ de l'empire colonial français. Même les réformes édictées dans les textes ne furent que partiellement mises en application²⁹⁷. Ainsi, « **à la veille de l'insurrection, la déception des élites rejoignait le mécontentement des masses dans une même hostilité** »²⁹⁸.

A ces causes « immédiates », il faut ajouter ce que J. Tronchon appelle les causes « profondes ». Le contexte international dans lequel le prestige de la France semblait bousculé a tout d'abord joué un rôle. Ainsi, la défaite de 1940 en métropole, puis celle du régime de Vichy contre les anglais à Madagascar, ont montré la faiblesse de l'occupant. La création de l'O.N.U. et l'anticolonialisme supposé des Etats-Unis font penser aux Malgaches qu'un ordre nouveau est en train de naître, ordre dans lequel l'indépendance de l'île est possible²⁹⁹. Les Etats-Unis sont même considérés comme un allié potentiel, et au sein du mouvement insurrectionnel, l'idée est diffusée que, une fois déclanchée, l'insurrection ne restera pas longtemps seule. En plus de la conjoncture internationale, J. Tronchon ajoute des facteurs internes à Madagascar, et plus précisément « **la cristallisation autour de la rénovation malgache de toute un faisceau d'aspirations nationales** »³⁰⁰. Le climat de liberté relative qui régna à Madagascar de 1936 à 1940, puis à nouveau à partir de 1944 avec le régime de la France Libre a, en effet favorisé l'émergence d'un important mouvement patriotique visant à l'indépendance de l'île, ce qui s'est traduit par un fort soutien au MDRM, et aux sociétés secrètes³⁰¹. L'insurrection,

²⁹⁵ Voilà ce qu'énonce Marius Moutet en 1946 : « Que les populations de Madagascar soient attachées à leur patrie, qu'elles aient l'ambition d'en faire un grand pays, rien de mieux, rien de plus légitime, rien à quoi la France Républicaine ne les aidera plus volontiers, in Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.129

²⁹⁶ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.129. Cet attentisme est le résultat de la combinaison de différents facteurs, dont les rivalités au sein des partis et la pression des groupes d'intérêt. A Madagascar, la minorité européenne, particulièrement conservatrice à quelques exceptions près, était opposée à tout changement.

²⁹⁷ Par exemple, le découpage des circonscriptions et le maintien de deux collèges électoraux étaient des obstacles à l'effectivité de l'octroi du droit de vote aux Malgaches.

²⁹⁸ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.130

²⁹⁹ Rappelons également que, depuis 1946, une guerre coloniale prend place en Indochine.

³⁰⁰ Jacques Tronchon, *op. cit.*, p.120

comme on l'a déjà souligné fut l'expression d'un mouvement de masse en faveur de l'indépendance malgache, et non l'expression de la volonté des « Hovas » de rétablir leur suprématie, comme les autorités françaises veulent le laisser croire³⁰².

Les arguments mis en avant par J. Tronchon sont le plus souvent repris par les autres historiens qui se sont intéressés à l'insurrection malgache, ceux-ci insistant toutefois davantage sur certains arguments que sur d'autres. Jacqueline Boiteau, lors de sa contribution au colloque AFASPA, dont le titre est le suivant : « les raisons de la révolte », prend une perspective plus générale et met l'accent sur l'ensemble des « injustices, discriminations et violences » provoquées par le système colonial, tant dans le domaine scolaire que dans le monde du travail. Elle souligne en particulier les conséquences du travail forcé, qualifié d'« esclavage déguisé »³⁰³, qui redoubla d'intensité pendant la Seconde guerre mondiale et qui ne s'arrêta effectivement qu'en 1952, malgré son abolition en 1946³⁰⁴. A toutes ces discriminations, elle ajoute les déceptions de la Libération, du fait des promesses d'émancipation non tenues et des attentes de reconnaissance des Anciens Combattants. Comme Jacques Tronchon, Eugène-Jean Duval insiste sur l'influence du contexte international (création de l'ONU, Charte de San Francisco, guerre d'Indochine...), sur les conséquences des défaites françaises de 1940 et 1942. Mais, à la différence de l'auteur de *l'Insurrection Malgache de 1947*, il met l'accent sur la situation de pénurie que connaît Madagascar à la fin du conflit mondial, situation qui a contribué à exaspérer les autochtones³⁰⁵. Surtout, E.-J. Duval insiste sur les « modifications fondamentales de 1945 à 1947 » dont la rapidité

³⁰¹ C'est un véritable « culte » autour des députés qui se met en place. Chacun des déplacements des parlementaires, vus comme les garants de la souveraineté de Madagascar, mobilise un nombre très important de Malgaches de toutes les ethnies.

³⁰² Le rapport du Haut-commissaire daté de juillet 1947 est éloquent et vaut le coup d'être repris entièrement : « la première constatation que la révolte aura permis de faire, c'est que le sentiment patriotique des Malgaches [...] est profondément ancré, non seulement dans l'âme des élites de ce pays, mais aussi dans les couches sociales les plus humbles. Ce sentiment patriotique a pris racine dans le sol même des ancêtres, et si certains groupements ethniques et sociaux ont conservé très vif le souvenir des rivalités qui les opposaient autrefois et qui les opposeront encore sans doute demain les uns aux autres, on peut affirmer sans risque d'erreur que toute la population aspire à l'indépendance totale de la patrie malgache. Il y a pour tous les observateurs de bonne foi de ce pays, une évidence qu'aucun raisonnement, qu'aucune discussion d'école ne saurait valablement contester. On peut avancer également qu'il n'est pas de force matérielle, de domination oppressive, de dispositions législatives ou réglementaires qui puissent jamais contraindre les Malgaches à renoncer à leur idéal car, à leurs aspirations patriotiques, ils ont fait par avance le sacrifice de leur vie. On ne vient pas à bout d'un sentiment national populaire. L'indépendance de Madagascar sera, quoi qu'il arrive ». Ces lignes constituent un dinglant désaveu du fait colonial et de la propagande des autorités françaises affirmant qu'il n'y a pas de nationalisme malgache.

³⁰³ Jacqueline Boiteau, « les raisons de la révolte », in Colloque AFASPA, *op. cit.*, p. 114

³⁰⁴ Eric Jennings, dans son récent ouvrage *Vichy sous les tropiques*, a analysé la transposition de l'idéologie pétainiste et de la Révolution Nationale dans l'Empire, et plus précisément, à Madagascar, en Indochine et à la Guadeloupe. Il a souligné qu'à Madagascar, la politique de Vichy, qui bénéficiait du soutien de la majorité des Français de l'île, s'est traduite par une accentuation de la pratique du travail forcé. La grande majorité des Malgaches fut donc hostiles à Vichy, et l'auteur voit dans cette hostilité une des sources de l'insurrection de 1947.

d'application aurait eu des conséquences imprévisibles. Par exemple, la suppression du travail forcé aurait entraîné la désertification de nombreux chantiers, et ainsi l'accentuation des difficultés économiques de l'île. L'argumentation de cet auteur est néanmoins contestable sur ce point; certes, les conséquences des réformes furent notoires, mais en réalité, c'est plus la non-application des réformes promises et donc la déception des malgaches, que les conséquences de leur application, qui fut à l'origine de l'insurrection³⁰⁶. On ne peut évidemment faire état de toutes les thèses sur la question, mais les éléments mis en avant constitue les principales causes de l'émergence d'un mouvement de contestation à Madagascar, et in fine, de l'insurrection.

Voyons désormais comment la presse de 1947 a abordé ce problème. Puisqu'on entre là dans le domaine de l'interprétation, il convient toutefois de prendre certaines précautions dans l'analyse. D'abord, il convient de souligner qu'il peut y avoir des dissensions à l'intérieur des différents quotidiens. Alors, on prendra soin de signaler l'identité de l'auteur de l'article, lorsque cela est possible, la majorité des articles étant malheureusement anonyme. On peut de toute façon souligner qu'aucune contradiction flagrante ne peut être constaté au sein des quotidiens étudiés, en tout cas sur le traitement de la crise malgache. De même, il conviendra d'analyser les journaux en gardant en tête le fait que l'insurrection est un événement récent. Autrement dit, les quotidiens ne disposent pas du recul nécessaire pour évaluer précisément le rôle des différents facteurs. Des erreurs sont inévitables, mais cela n'empêche pas cette analyse, utile à plusieurs titres, et notamment en tant que révélateur de l'idéologie de la presse sur la question coloniale.

En effet, cette étude nous permettra d'évaluer la connaissance, ou bien la méconnaissance, de la presse à propos de la situation dans les colonies, et en particulier à Madagascar. Elle nous aidera ainsi à évaluer la position des journaux sur la question coloniale. On déterminera en particulier si les quotidiens voient en l'insurrection le révélateur d'une crise de l'Union Française incapable de faire face à l'émergence de mouvements nationalistes aspirant à plus de liberté, ou s'ils n'y voient qu'une crise ponctuelle facilement surmontable.

Là encore, chaque journal analyse la situation différemment et il convient donc de les étudier séparément, ce qui nous empêchera pas de tirer des enseignements d'ordre général en fin de partie.

1) Le silence révélateur du Progrès

L'analyse du *Progrès* à propos des causes du soulèvement est rapide puisque cette question n'est tout simplement jamais abordée par les journalistes du quotidien. En fait, les seules fois où il est possible de lire des commentaires pouvant être interprétés comme

³⁰⁵ A la manière de la situation que connaît la métropole, sauf, qu'à la différence de la métropole, Madagascar est isolé, ce qui rend le ravitaillement encore plus difficile.

³⁰⁶ En fait, plusieurs points de l'analyse de E.-J. Duval sont contestables. Les limites de son ouvrage proviennent principalement du fait que cet ancien militaire, qui a notamment opéré à Madagascar, s'est servi presque exclusivement des archives françaises.

des analyses des origines du soulèvement, il s'agit de propos rapportés ou d'un exposé des mesures prises par les autorités. Dans le communiqué du Conseil des Ministres daté du 10 avril et qui fait état des « les mesures prises par le gouvernement de l'île », on peut lire que « il a été décidé que l'on poursuivrait la répression des attentats commis par les agitateurs et que, par ailleurs, on se préoccupait d'améliorer les conditions de vie des populations pacifiques de l'île », ce qui revient implicitement à reconnaître un faible niveau de vie à Madagascar. De même, le lendemain, le journal rapporte les propos de Ramadier concernant « les causes des incidents ». Selon lui, « nous trouvons les causes dans le fait que Madagascar, comme d'autres territoires éloignés de la métropole a été l'objet de rivalités au cours des périodes diverses de l'occupation. Jusqu'en 1942, le régime de Vichy y a subsisté. Après les opérations menées ensuite par la Grande-Bretagne, notre autorité est restée contestée et diminuée, ce qui a entraîné une dislocation intérieure ». Le Président du Conseil souligne également l'existence de « problèmes économiques » et il s'empresse de souligner **que « la situation de Madagascar doit être reconsidérée avec une très vive attention »**³⁰⁷. Ainsi, la question des causes des « troubles », en particulier l'existence de difficultés d'ordre économique ou les répercussions du conflit mondial, n'est pas complètement occultée par le journal, mais, les journalistes du quotidien, eux, restent muets sur la question.

Si l'analyse du journal sur cette question est donc rapide, elle n'en est pas pour autant dénuée d'intérêt. Le silence des journalistes constitue en effet le révélateur d'un certain état d'esprit. Certes, il convient de rappeler que le journal dispose d'un espace réduit et qu'il n'est donc pas en mesure de délivrer toutes les informations qu'il désirerait. Mais il convient également de remarquer que *La Voix du Peuple*, malgré les mêmes contraintes matérielles, évoque à plusieurs reprises les causes de l'insurrection. De plus, il faut souligner que le peu d'espace dont dispose les journalistes du *Progrès* ne les empêche pas de rédiger de nombreux articles visant à prouver la culpabilité du MDRM. A la lecture du journal, on a finalement l'impression que seule la désignation des responsables compte. Ainsi, le 4 avril, dans un article consacré à l'Union Française, que l'on peut trouver en annexe, le journaliste fait état de tensions dans certains points de l'Empire, mais il ne daigne pas en analyser les causes. Il préfère pointer du doigt les indigènes considérés comme les instigateurs des troubles³⁰⁸. Autrement dit, tout est fait comme si rien ne pouvait expliquer les problèmes de l'Union Française, et notamment la crise malgache, sinon l'irresponsabilité de certains indigènes. En particulier, aucune attention n'est portée aux problèmes intrinsèques au fait colonial (les questions de nationalisme ou d'aspirations des peuples à l'autodétermination), et qui sont en fait des causes profondes de l'insurrection. La simple mise hors de nuire des instigateurs du coup devrait, semble-t-il, permettre un retour à la normal et le maintien de la présence française à Madagascar....

2) La lucidité du Monde et ses limites

³⁰⁷ *Le Progrès*, 11 avril 1947, p.2

³⁰⁸ *Le Progrès*, 4 avril 1947, p.1. Voir Annexe 6, p. XIII

La position du *Monde* sur la question des causes des « troubles » est assez équivoque : le journal sait en effet mesurer à leur juste valeur les répercussions de la deuxième guerre mondiale comme celles du nouveau contexte international, et il sait également reconnaître l'existence de véritables problèmes dans la Grande île, notamment d'ordre économique. Toutefois, le journal tend à diminuer la portée de tous ces éléments en affirmant qu'avec une politique plus efficace, ces difficultés auraient pu être surmontées et l'insurrection évitée.

a) Les problèmes économiques de l'île

Dès le 5 avril, Edouard Sablier met en avant l'existence de problèmes d'ordre économique : « **les événements de Madagascar sont le résultat d'un malaise politique et économique inévitable quand il s'agit de passer du stade colonial à celui d'une pleine collaboration entre les territoires d'outre-mer et la métropole [...]. Le malaise indiscutablement existe. La colonie souffre depuis la guerre d'une pénurie sérieuse d'objets de consommation; son outillage n'a pu être renouvelé. Peut-être aussi ne tire-t-elle pas tout le bénéfice qu'on pouvait attendre de l'exportation de produits de consommation mondiale** »³⁰⁹. Pierre Voisin, le reporter du journal, décrit également Madagascar comme une « île fortunée », mais « pas mis en valeur ». Il constate que « **ce vaste territoire en friche, vaste comme la France, la Belgique et la Hollande réunis [possède] les mêmes variétés de climat, les mêmes possibilités agricoles, les mêmes prodigieuses richesses minières que l'Afrique du Sud, son vis-à-vis** »³¹⁰. Selon le journaliste, il y a à Madagascar un problème de « capitaux » et « **quelques milliards suffiraient à lui donner une impulsion formidable** »³¹¹.

Autrement dit, les deux journalistes reconnaissent l'existence de difficultés économiques susceptibles de nourrir le mécontentement des malgaches³¹².

b) L'influence du contexte international : « Charte des Nations Unies » et « position des Grands »

Ce thème n'est abordé qu'à une seule reprise par le journal mais de manière explicite. Pierre Voisin, dans son article daté du 8 mai, reconnaît en effet les répercussions du nouveau contexte international, marqué par l'influence des « Grands » et des « Nations Unies ». Selon le reporter, « **la charte des Nations Unies tous les textes définissant la position des Grands en matière coloniale ont été constamment, depuis des mois,**

³⁰⁹ *Le Monde*, 5 avril 1947, p.3

³¹⁰ *Le 20 juin*, il annonce que Madagascar « vaut trois Maroc ».

³¹¹ *Le Monde*, 18 juin 1947, p.2

³¹² Le journal se fait également l'écho des propos de Ramadier à propos de la situation économique à Madagascar. Il souligne que « il y a sans doute à coté de ce problème politique des problèmes économiques ». Selon lui, « il n'est pas douteux que la situation de l'île devrait être reconsidérée très attentivement ».

*commentés par le seul MDRM, et toujours interprété dans le même sens : la France va abandonner ses colonies »*³¹³.

c) Les conséquences de la Deuxième guerre mondiale

Comme *Le Progrès*, *Le Monde* reprend d'abord les propos plein de bon sens du Président du Conseil Ramadier au sujet des conséquences du conflit mondial et, en particulier les conséquences de la remise en cause de l'autorité française dans l'île. Dans le quatrième volet de son enquête, Pierre Voisin, qui tente alors d'examiner « **les causes lointaines du mouvement** » évoque à son tour « **les répercussions de la guerre mondiale** »³¹⁴. Il ne précise pas de quoi il s'agit, mais fait sans doute référence aux mêmes éléments, à moins qu'il ne s'agisse des conséquences économiques du conflit mondial.

d) Des problèmes toutefois surmontables si la France avait su contrer la propagande du MDRM et mener une politique coloniale plus appropriée

Ce qui est sans doute le plus remarquable dans le journal parisien, c'est la façon avec laquelle la portée de tous ces éléments est relativisée. Il semble en effet que, pour Pierre Voisin, si ces causes furent déterminantes, c'est surtout parce que « les chefs du MDRM surent [les] exploiter avec une habileté démoniaque et un sens démagogique effarant », et cela « **sans que le gouvernement général s'en soit autrement inquiété** »³¹⁵. Autrement dit, les problèmes économiques ou encore « les idées nouvelles » n'expliqueraient rien en eux-mêmes, et c'est seulement l'utilisation qui en est fait par le MDRM qui est décisive. Comme on l'a déjà souligné, pour le reporter, si l'administration avait su contrer les « campagnes démagogiques » du parti malgache, l'insurrection « aurait facilement pu être évitée ».

De même, Edouard Sablier qui déplorait « le malaise » régnant dans la Grande île, affirme que « **le relèvement [de Madagascar] a encore été retardé par l'obligation du travail obligatoire, abolition dont nul ne songerait à contester le caractère humain et légitime mais dont l'application sans aucune transition n'a pas manqué d'avoir de très sérieuses répercussions sur l'économie du pays** »³¹⁶. Encore une fois, il semble que les véritables causes du mécontentement malgache (difficultés économiques, idées nouvelles...), pourtant prises en considération par le journal, auraient pu être surmontées si des éléments conjoncturels (ici la politique de la IV^{ème} République) n'avaient pas détérioré davantage la situation. Comme son confrère, Pierre Voisin se fait critique à l'égard de la politique coloniale de la France marquée, selon lui, par un « libéralisme excessif » « qui a abouti à la disparition de la main d'œuvre et aux troubles que vous savez », car, pour le reporter, « **ce sont les oisifs qui ont fourni les troupes de**

³¹³ *Le Monde*, 8 mai 1947, p.1. Annexe 5, p. X

³¹⁴ *Le Monde*, 21 juin 1947, p.1

³¹⁵ *Le Monde*, 22 juin 1947, p.2

³¹⁶ *Le Monde*, 5 avril 1947, p.3

l'insurrection »³¹⁷. Plus généralement, il critique les réformes de l'après-guerre considéré comme inadapté au « **caractère indigène** »³¹⁸ et dont l'application fut trop rapide.

Autrement dit, pour Pierre Voisin, aucune difficulté n'était véritablement insurmontable à Madagascar, et sûrement pas le développement d'un mouvement nationaliste puisque, pour lui, « **Madagascar n'est pas une nation** »³¹⁹. Selon P. Voisin, le nationalisme malgache n'est qu'une création des parlementaires MDRM au service des Hova³²⁰. De même, l'aspiration naturelle des malgaches à l'indépendance est niée par le journal, comme en témoigne l'insistance du quotidien sur les nombreux « témoignages de loyalisme » de la population envers la métropole³²¹, ou encore son insistance sur le caractère impopulaire et minoritaire du mouvement de rébellion. Pour le journal, les vraies causes de l'insurrection ne sont pas les problèmes économiques, ni les répercussions de la guerre, mais plutôt le laxisme de l'administration française à Madagascar ainsi que la politique coloniale de la IV^{ème} République.

Il est vrai que les réformes lancées après le deuxième conflit mondial eurent des répercussions considérables, et il est peut-être vrai que l'administration française à Madagascar fit preuve d'un certain laxisme. Mais, en tout état de cause, comme on l'a déjà souligné, ces éléments ne constituent pas les facteurs principaux de l'insurrection qui résulte de causes plus profondes : développement du nationalisme, aspiration à l'indépendance, problèmes économiques, répercussions du contexte international et de la guerre... Contrairement à ce qu'affirme Pierre Voisin, une politique moins « libérale » ou moins « démagogique », ainsi qu'une plus grande vigilance de l'administration n'auraient pas pu prévenir un soulèvement qui se serait sans doute produit tôt ou tard³²².

³¹⁷ *Le Monde*, 19 juin 1947, p.2

³¹⁸ *Le 19 juin*, Pierre Voisin reprend les propos d'un travailleur malgache à son patron français : « depuis qu'il y a la politique, nous sommes inquiets et malheureux. Quand tu étais le seul patron, tout allait bien ». Le journaliste semble en cela insinuer que les réformes démocratiques mises en place à Madagascar (droit de vote, mise en place d'Assemblées locales, représentation malgache...) n'ont fait que semer le trouble dans la population malgache qui auraient été plus heureuse quand les français disposaient d'un pouvoir sans partage. Dans l'esprit du journaliste, ceux qu'il appelle « les masses insuffisamment évoluées » sont sans doute inadaptées à la démocratie. Il parle d'ailleurs le 19 juin du « libéralisme inadapté » de la France. (*Le Monde*, 19 juin 1947, p.2)

³¹⁹ *Le Monde*, 19 juin 1947, p.1

³²⁰ Le 8 mai, *Le Monde* parle des « nationalistes malgaches » en titre d'un article, mais le journaliste insiste plus tard sur le caractère artificiel de ce sentiment national, simple création des parlementaires.

³²¹ Comme on l'a souligné en première partie, le journal fait état à plusieurs reprises de la réception par les autorités françaises de télégramme provenant de partis politiques ou de syndicats malgaches et jurant fidélité à la France; en oubliant bien sûr de préciser que ces groupes sont le plus souvent des créations de l'administration française.

³²² Une politique de surveillance et de répression de type dictatoriale ou totalitaire aurait peut-être pu éviter une telle insurrection, mais ce n'est sans doute pas ce que recherche le journaliste du *Monde*.

Les deux journaux étudiés jusqu'ici, *Le Monde* et *Le Progrès*, en refusant de voir ou en bien en relativisant les problèmes liés au fait colonial (nationalisme, aspiration à l'indépendance des indigènes, dépendance économique...), font en fait preuve d'un certain conservatisme dans leur façon d'aborder les problèmes coloniaux. A lire leurs articles consacrés, il semble que la mise au pas des radicaux, et donc dans le cas de Madagascar l'interdiction du MDRM, soit suffisante pour rendre possible le maintien de la présence française à Madagascar et ailleurs.

3) L'analyse pertinente mais non sans ambiguïté de La Voix du Peuple

Comme on l'a vu dans cette partie, le journal communiste tend à remettre en cause l'existence d'une insurrection spontanée de la part des malgaches, le soulèvement étant, selon le journal communiste, le résultat de provocations des colons. Alors, il pourrait paraître logique que le journal ne juge pas nécessaire de déterminer les causes des « troubles ». Mais ce n'est pas le cas. En effet, d'une part, le quotidien ne nie pas l'existence de problèmes dans l'Union Française, et, d'autre part, le journal tient à déterminer les causes profondes qui ont motivé ces provocations. Ainsi, malgré un espace réduit, *La Voix du Peuple* prend soin d'analyser les causes des « troubles » et de cette manière, le journal insiste sur deux thèmes : les problématiques économiques d'une part, et la contradiction entre le colonialisme et les « aspirations démocratiques des peuples » d'autre part. L'analyse du journal n'est pas dépourvue de fondement, mais elle ne demeure pas sans ambiguïté.

a) Des préoccupations d'ordre économique

Comme *Le Progrès*, le journal évoque les problèmes économiques que connaît Madagascar au travers de propos rapportés. Le journal reprend en effet le 10 avril le communiqué du Conseil des Ministres invoquant « **des mesures propres à améliorer les conditions matérielles des populations pacifiques de l'île** »³²³. Lors du débat à l'Assemblée, le journal reprend également les propos de Moutet et Raseta à ce sujet, le député malgache ayant, selon le journal, souligné à la tribune qu'un « **ouvrier malgache ne gagne que 5 francs par journée de huit heures quand le kilogramme de riz coûte 1 franc, d'où un certain mécontentement** »³²⁴. Le journal aime également à préciser que « Marius Moutet, examinant les causes des troubles, est obligé de convenir qu'elles résident dans des causes économiques ». Le quotidien ajoute que « le travail forcé qui avait été aboli, a voulu être rétabli par les colons », et que « **le ministre donne lecture de lettres émanant du Syndicat des Planteurs, particulièrement édifiantes à ce sujet** »³²⁵.

³²³ *La Voix du Peuple*, 10 avril 1947, p.1. *Etrangement, il ne reprend pas les propos du 11 avril de Ramadier concernant les problèmes économiques et les conséquences du conflit mondial.*

³²⁴ *La Voix du Peuple*, 7 mai 1947, p.2

³²⁵ *La Voix du Peuple*, 10 mai 1947, p.2

Mais c'est surtout au travers de la couverture du voyage d'avril 1947 du Président de la République Vincent Auriol en Afrique Noire que le journal laisse transparaître ces préoccupations sur la situation économique de l'Union Française³²⁶. D'abord, le journal met en avant les références du Président à la nécessité d'améliorer les conditions matérielles des peuples d'outre-mer. La formule suivante est notamment mise en exergue : « **la liberté politique devra s'exercer d'une élévation réelle du niveau de vie** »³²⁷. Surtout, tandis que les autres journaux présentent le périple du Président comme un franc succès, Vincent Auriol étant, selon les descriptions réalisées, toujours accueilli triomphalement, le journal communiste se plaît à souligner l'envers du décor, c'est-à-dire la pauvreté des indigènes. Le 23 avril, à côté de l'article reprenant le discours de Vincent Auriol à Dakar, le journal consacre un article aux « 250 000 Oulofs, les Sénégalais de Dakar », « qui ne mangent pas à leur faim » et que « **le Président ne verra pas** »³²⁸. Le 25 avril, on peut également lire que « **au cours de l'une des visites présidentielles, des noirs ont présenté des pancartes sur le parcours officiel. On y lisait les revendications que formulent toutes les populations d'outre-mer : « a travail égal, salaire égal », [...] « les balles allemandes ne choisissaient pas ». [...] Mais la troupe refoula ces noirs et pudiquement Vincent Auriol tourna la tête pour ne rien voir** »³²⁹. Bien sûr, ces articles ne concernent pas directement Madagascar, mais, comme le précise le quotidien, les revendications demandant l'amélioration des conditions de vie sont celles « de toutes les populations d'outre-mer ». Autrement dit, le journal reconnaît l'existence d'un malaise économique légitimant des mécontentements.

b) Les aspirations des peuples colonisés

Le 11 avril, le journal constate que les « **peuples aspirent à se libérer du régime colonialiste qui les oppresse et à lui substituer un régime plus humain** »³³⁰. Autrement dit, le journal est conscient de l'aspiration des peuples à plus de liberté et reconnaît l'incompatibilité du colonialisme avec ce mouvement qu'il décrit comme un « mouvement démocratique » qui « se développe dans le monde entier » : selon le journal communiste, « **la véritable cause des incidents qui ensanglantent Madagascar, comme l'Indochine, Casablanca, la Kabylie, c'est le colonialisme** »³³¹. Le 29 avril, Jacques Duclos, dans un article intitulé : « Où va l'Union Française ? »,

³²⁶ Il s'agit du premier voyage d'un chef d'Etat français en Afrique noire.

³²⁷ *La Voix du Peuple*, 23 avril 1947, p.1. Voilà un autre extrait du discours durant lequel Moutet souligne la nécessité d'une « harmonie sociale », thème qui semble beaucoup plaire au journal : « on ne fait rien de bon avec un travail servile. On ne fait rien de bon avec un salariat qui paie mal et qui nourrit mal l'homme ».

³²⁸ *La Voix du Peuple*, 23 avril 1947, p.1

³²⁹ *La Voix du Peuple*, 25 avril 1947, p.2

³³⁰ *La Voix du Peuple*, 11 avril 1947, p.1

³³¹ *La Voix du Peuple*, 11 avril 1947, p.2

n'hésite pas à rappeler « les horreurs du colonialisme » et souligne que « **la guerre contre le fascisme pour la liberté des peuples a déterminé sur toute la surface de la terre de profonds courants d'aspiration populaire à la liberté et à l'indépendance** »³³² .

Le journal semble également reconnaître l'existence d'un certain nationalisme, ou du moins l'émergence de communautés nationales dans les colonies. Ainsi, le journal parle souvent du « peuple malgache », terminologie qui n'est jamais utilisée dans les autres quotidiens étudiés, qui au contraire ne cessent de souligner les divisions au sein de la population malgache. De même, le 26 juin, on peut lire l'intervention d'Etienne Fajon, député communiste, qui lors du Congrès de Strasbourg note « **l'essor impétueux du mouvement national et démocratique [qui] embrase tous les peuples du monde** »³³³ .

Ainsi, il faut reconnaître la lucidité du journal communiste qui est conscient de l'émergence, au sein de l'Union Française, de mouvements nationaux aspirant à plus de liberté, sinon à l'indépendance.

c) Une dose d'ambiguïté tout de même

Comment le journal peut-il souligner avec tant de justesse l'émergence d'un mouvement aspirant à plus de liberté à Madagascar comme dans le reste de l'Empire, et en même temps nier l'existence d'une insurrection dans l'île ? Si les indigènes veulent plus de liberté, n'est-il pas logique qu'ils se rebellent ? Voilà comment le journal réconcilie ces positions quelque peu contradictoires. Selon *La Voix du Peuple*, bien qu'aspirant à plus de liberté et réclamant une amélioration de leur niveau de vie, les indigènes continuent simplement de « **faire confiance à la France, mère de la liberté** »³³⁴ , et ils ne considèrent pas les méthodes violentes, telle que l'insurrection, comme des solutions. Ils préfèrent exprimer leur mécontentement au travers de simples manifestations, comme celles évoquées lors de la visite de Vincent Auriol à Dakar. Cependant, bien que ce « mouvement démocratique » n'inspire pas le déclenchement de mouvements insurrectionnels, il demeure, pour les communistes, la cause des « troubles » dans la mesure où c'est ce mouvement qui est à l'origine des peurs et des manipulations des colons : « la raison profonde de ces actes criminelles [autrement dit, les troubles], c'est la peur des colonialistes devant l'évolution politique des peuples d'outre-mer qui veulent vivre libre », affirme un journaliste du quotidien communiste. C'est dans le but « d'étouffer les aspirations démocratiques des peuples » que les colons exercent différentes provocations, les incidents provoqués devant permettre de justifier la répression, et du coup leur assurer « **la conservation de leurs honteux privilèges** »³³⁵ .

Autrement dit, « le mouvement démocratique » animant les peuples d'outre-mer ne

³³² *La Voix du Peuple*, 29 avril 1947, p.1. Annexe 7, p. XV. Dans le même état d'esprit, on peut lire dans l'éditorial du journal daté du 18 avril que « les esclaves se libèrent toujours des chaînes de l'oppression ».

³³³ *La Voix du Peuple*, 27 juin 1947, p.2

³³⁴ *La Voix du Peuple*, 23 avril 1947, p.1

remet pas en cause l'existence de l'Union Française, car pour le journal, les indigènes font confiance à la France, et car la nouvelle Union Française va rompre avec « la vieille conception périmée du colonialisme ». Ainsi, selon Jacques Duclos, « **L'Union Française peut jouer un rôle progressif, mais à la condition qu'elle ne recouvre pas un colonialisme qui n'oserait plus dire son nom** »³³⁶. En bref, le développement d'un mouvement d'aspiration à l'indépendance ainsi que les difficultés économiques dans les colonies constituent des obstacles surmontables pour les Empires coloniaux, à condition que ceux-ci sachent s'adapter et adopter des méthodes différentes³³⁷.

Finalement, cette position n'est pas sans rappeler celle du *Monde*. Les deux quotidiens savent reconnaître certaines causes de la crise malgache, problèmes économiques, répercussions de la guerre et du nouvel ordre international pour *le Monde*, difficultés économiques et aspirations nouvelles des peuples colonisés pour *La Voix du Peuple*, mais tous deux relativisent l'importance de ces éléments et soulignent que rien n'est insurmontable pour la survie de l'Empire.

Les trois quotidiens français étudiés semblent donc se voiler la face en refusant de voir l'inéluctable marche vers l'indépendance des colonies. Le *NYT* est, semble-t-il, un peu plus clairvoyant.

4) L'objectivité du New York Times

Le quotidien américain réalise sans doute, parmi les quotidiens étudiés, l'analyse la plus juste et la plus complète des causes de l'insurrection malgache. En effet, le journal fait référence, tout particulièrement dans l'article de Lansing Warren que l'on peut trouver en annexe, à plusieurs facteurs explicatifs de la crise : les difficultés économiques de l'île, les conséquences de la deuxième guerre mondiale, les répercussions du contexte international et le développement du nationalisme dans les colonies.

a) Les conséquences du conflit mondial

« Les effets de la défaite française contre les Nazis et les concessions de Vichy aux Japonais ont permis aux populations indigènes de prendre conscience de la faiblesse de la France », affirme Lansing Warren qui, en conclusion de son article du 20 avril, tente de déterminer les « **facteurs d'agitation dans les colonies** »³³⁸.

b) L'influence du nouvel ordre international

Dans ce même article, le journaliste souligne l'influence du nouvel ordre international sur

³³⁵ *La Voix du Peuple*, 11 avril 1947, p.2

³³⁶ *La Voix du Peuple*, 29 avril 1947, p.2. Voir Annexe 7, p.XV

³³⁷ On étudiera plus précisément en troisième partie, ce que les communistes voient dans le concept d'Union Française.

³³⁸ *New York Times*, 20 avril 1947, p.E4. Voir annexe 8, p. XVI

la situation dans l'Empire Français. Pour lui, « le mouvement qui anime les colonies est favorisé par [...] l'attitude des puissances étrangères envers les puissances coloniales ». Toutefois, il ne précise pas l'identité de ces puissances étrangères. On ne sait s'il fait référence à l'anti-colonialisme des Etats-Unis ou de l'URSS, ou bien au soutien supposé des Soviétiques aux mouvements rebelles dans les colonies. Outre les influences extérieures, le journaliste souligne également « la faiblesse de la France », ses « difficultés économiques », « son manque de matériel et plus généralement de puissance militaires ». Autrement dit, dans ce nouvel ordre international, la France est en déclin et se trouve du coup plus vulnérable aux pressions extérieures, comme aux mouvements de contestation qui oeuvrent dans son Empire.

c) Les difficultés économiques de l'île

Le journal fait également état des difficultés économiques de la Grande île dans un article daté du 4 mai : « **selon les colons français, les causes de l'insurrection ne sont pas encore précisément déterminées. Les conditions économiques ont joué un rôle, particulièrement le manque de riz et de textile** »³³⁹.

Déjà le 5 mars, dans l'article faisant état d'une campagne d'agitation à Madagascar, Harold Callender insistait longuement sur « les problèmes économiques » de l'île et de l'ensemble des colonies, cela en s'appuyant sur un rapport remis au gouvernement par les haut-commissaires de l'Empire. Il déplorait notamment un manque de capitaux pour le développement et des colonies, et appelait à « un effort de mécanisation de l'agriculture et de l'industrie ». Evoqués dès avant l'insurrection, ces éléments ne sont pas présentés comme des causes directes du soulèvement, mais leur évocation montre que le journal est conscient de l'existence de ces problèmes.

d) La reconnaissance du nationalisme malgache et des aspirations des peuples à l'autonomie

Contrairement aux journaux français qui nient l'existence d'un nationalisme malgache, le quotidien américain prédise bien qu'il s'agit d'un mouvement nationaliste qui agit à Madagascar. Ainsi, le 5 mars, la campagne menée par le député malgache est qualifiée de « campagne nationaliste ». Par la suite, le journal tend à aligner ses informations sur celles des quotidiens français et sur la version officielle qui nient l'existence d'un sentiment national à Madagascar et insiste au contraire sur les divisions du peuple malgache. Néanmoins, l'évocation d'une « campagne nationaliste » à Madagascar, même à une seule reprise, montre une disposition différente du journal à ce sujet. Le journal n'est pas immédiatement réticent à l'idée de l'existence d'un sentiment national parmi les peuples d'outre-mer, contrairement aux journaux français, du moins les journaux conservateurs comme *Le Progrès* ou *Le Monde*. Ajoutons d'ailleurs que le 27 avril, le journal évoque « **le nationalisme arabe** »³⁴⁰ et le considère comme un facteur de stabilisation en Afrique du Nord.

³³⁹ *New York Times*, 4 mai 1947, p.29

³⁴⁰ *New York Times*, 27 avril 1947, p.4

Le *NYT* fait également référence à plusieurs reprises « **aux aspirations indigènes à l'autonomie** »³⁴¹ et, le 6 avril, on peut lire explicitement que « la rébellion malgache » est à mettre en relation avec « les demandes de liberté existant dans l'ensemble des colonies ». Le *NYT* est donc lucide face aux problèmes que pose le colonialisme : il sait reconnaître la contradiction entre le système colonial et les aspirations des peuples. Certes, il n'affirme pas nécessairement que les jours de l'Empire Français sont terminés, mais il ne présente pas non plus ces problèmes comme facilement surmontables.

Finalement, malgré le manque de recul dont ils disposaient, les journaux de 1947, et tout particulièrement le quotidien américain, ont fait preuve d'un certain à-propos dans leur analyse des causes des « troubles ». La plupart des éléments aujourd'hui mis en évidence par les historiens (promesses de la métropole, nationalisme, répercussions de la guerre ou de la création des Nations-Unies...) n'ont pas échappé à la presse de l'époque. Toutefois, il semble que la mise en jeu d'intérêts nationaux dans la crise malgache ait constitué un obstacle à l'objectivité. Les quotidiens français, soudeux de la grandeur de leur pays, ont en effet, soit nier, soit simplement relativiser les problèmes posés par la présence française à Madagascar, et plus généralement par le colonialisme. Pour eux, « les troubles » de Madagascar constituent le révélateur de problèmes conjoncturels (la politique coloniale de la 4^{ème} République) ou d'erreurs individuels dans les colonies (des colons, de l'administration, ou de radicaux indigènes...) plutôt, que comme la sagesse devrait les amener à penser, le révélateur d'une crise profonde du colonialisme. Pour eux, rien n'empêche le maintien de l'Empire, au moins sous la forme d'une Union Française renouée. En revanche, la position détachée du *NYT*, les Américains ne possédant ni colonies, ni intérêts directement en danger à Madagascar, semble lui avoir permis d'adopter une position plus impartiale sur la question³⁴².

Tant sur la question des responsables, que sur la question des causes de l'insurrection, de nombreuses erreurs ont donc été commises par la presse. On s'abstiendra de parler de désinformation pour qualifier la piètre qualité des informations délivrées à propos des causes de l'insurrection, car parler de désinformation nécessite l'existence d'une vérité objectivement vérifiable. Or l'analyse des origines du soulèvement reste subjective et il demeure difficile de déterminer avec exactitude les causes effectives de l'insurrection. Toutefois, cela ne nous dispense de réaliser un examen critique du traitement de cet aspect par la presse, car, si les origines des « troubles » étaient difficilement décelables, surtout à chaud, cela ne légitime pas toutes les erreurs. En particulier, cela ne saurait justifier le silence des journalistes du *Progrès*, qui font comme si rien ne pouvait justifier le mécontentement des malgaches; et cela ne saurait non plus justifier la négation de l'existence d'un peuple malgache aspirant à plus de liberté, comme le fait *Le Monde*. Sur tous les points, l'analyse de l'insurrection réalisée par la presse, et particulièrement la presse française, est donc défectueuse. Les quotidiens français ont été, d'une part, incapables de désigner les bons coupables, et d'autre part, incapables de

³⁴¹ *New York Times*, 5 avril 1947, p.17

³⁴² Comme on l'a déjà souligné, les américains sont loin d'être désintéressés par la crise malgache, surtout étant donné les suspicions concernant une éventuelle ingérence de l'URSS dans l'île. Toutefois, les intérêts américains ne sont pas directement mis en jeu à Madagascar.

comprendre leurs motivations, et finalement de comprendre le fond du problème.

Les deux premières parties nous ont donc permis de constater l'ampleur de la désinformation dont l'opinion publique de 1947 fut la victime à propos de l'insurrection malgache. Le thème des causes mis à part, il faut bien parler d'une entreprise de désinformation. Il y a bien en effet, derrière chaque mensonge publié par la presse, la volonté délibérée d'un acteur de changer la réalité pour la conformer à son idéologie, ou à ses intérêts (économiques, stratégiques, électoraux...), et la troisième partie va se charger de déterminer plus précisément l'identité et les motivations de ces acteurs.

III. Aux sources de la désinformation

La désinformation mise en lumière, tant pour la couverture de l'aspect militaire que pour la désignation des leaders du mouvement rebelle, il convient désormais d'en déterminer les sources, autrement dit les véritables responsables. Car il est trop facile de pointer du doigt la presse, dont les comptes-rendus sont certes erronés, mais dont la marge de manœuvre était en fait limitée. D'autres acteurs ont une part de responsabilité, les informations publiées par la presse sont en effet passées par d'autres mains; elles furent en particulier transmises aux quotidiens par leurs informateurs, ou sources d'information, dont il faut également déterminer la responsabilité. En fait, la désinformation est le résultat d'un processus où deux types d'acteurs interviennent principalement : les sources d'information, et la presse. Ainsi, il nous faudra successivement déterminer le rôle de chacun.

A. Le rôle des sources d'information, ou l'orchestrage des autorités françaises

1) Les informateurs de la presse de 1947 : une apparente diversité

Quelles étaient les sources d'information de la presse de 1947 dans la couverture de la

crise malgache ? Parmi les journaux étudiés, on a déjà signalé que seul *Le Monde* a pu envoyer un reporter dans l'île. Ainsi, à l'exception de ce dernier, tous les quotidiens étudiés ont dû se reposer exclusivement sur des sources extérieures d'information. Quelles étaient alors ces sources extérieures ? Les journaux font preuve de plus ou moins de transparence dans la désignation de leurs informateurs, et à ce sujet, il nous faut d'ailleurs souligner la légèreté de la presse française, beaucoup moins précise que le *NYT*.

Le Monde et *Le Progrès* sont plutôt imprécis, sinon muets, quant au choix de leurs sources. Parfois, les références sont très vagues, les quotidiens se référant par exemple à des « **nouvelles reçues de Madagascar** »³⁴³ ou des « **informations parvenues à Paris** »³⁴⁴. La référence à des « sources officielles » est également utilisée quelques fois par les deux quotidiens. *Le Progrès* est sans aucun doute encore plus imprécis que *Le Monde*, puisque c'est le 28 juin, lorsqu'il invoque « les milieux proches du Ministère de la France d'outre-mer », que le quotidien lyonnais est le plus clair quant à la provenance de ses informations. *Le Monde*, quant à lui, fait parfois référence à l'A.F.P. : on peut notamment remarquer la mention A.F.P. entre parenthèses à la fin de plusieurs de ces articles. Mais il est très probable que *Le Monde* ait utilisé l'agence comme source même quand il ne s'y référait pas explicitement³⁴⁵. *Le Progrès* ne se réfère presque jamais explicitement à l'agence, mais cela ne signifie pas non plus qu'il n'ait pas utilisé ses informations. En effet, une dépêche publiée le 24 août par *Le Monde* et estampillée A.F.P. est publiée dans les mêmes termes par le journal lyonnais. En d'autres termes, *Le Progrès* semble simplement reprendre des dépêches A.F.P sans le préciser. En bref, le reporter du *Monde* mis à part, ces deux quotidiens semblent disposer des mêmes sources : d'une part, les organes gouvernementaux (ministères, déclarations d'officiels, diverses « sources officielles »...) et d'autre part, l'A.F.P..

Pour ce qui est de *La Voix du Peuple*, c'est l'opacité la plus complète. A part quelques articles où il se réfère ouvertement à des nouvelles de l'A.F.P.³⁴⁶, le journal est muet sur la question. Pour autant, on peut affirmer sans prendre de risques que le journal utilise les mêmes sources que le reste de la presse française. Ils disposent bien sûr des sources officielles (déclarations d'officiels, des ministres, du ministère de la France d'outre-mer...) d'autant que des communistes sont membres du gouvernement. Puis, le fait que certains articles, et notamment celui du 1^{er} avril annonçant l'éclatement d'incidents, soient rédigés dans des termes presque identiques à ceux du reste de la presse laisse fortement supposer que le journal dispose des mêmes informateurs. On sait

³⁴³ *Le Progrès*, 1^{er} avril 1947, p.2

³⁴⁴ *Le Monde*, 25 avril 1947, p.2

³⁴⁵ Dans des articles du 25 avril, du 10 mai, du 1^{er} juin, du 8 juillet, du 10 juillet et du 24 août. Ainsi, des références explicites à l'A.F.P. sont faites plus régulièrement à partir du mois de juin. Donc, à moins de penser que *Le Monde* n'est utilisé l'A.F.P. comme source que dans cette période, on peut penser que les informations de l'A.F.P. étaient utilisées même quand il n'y était pas fait référence.

³⁴⁶ Notamment le 3 avril (*La Voix du Peuple*, 3 avril 1947, p.1)

même que l'A.F.P. constitue la première source d'information du journal, et cela de source sûre puisque c'est le journal lui-même qui l'affirme le 31 mai 1947³⁴⁷.

Le *NYT* est le plus précis dans la désignation de ses sources. En fait, au début de la plupart de ses articles, il est précisé, soit le nom de l'agence de presse ayant fait parvenir l'information au journal, soit le nom du rédacteur. Les agences de presse auxquelles se réfèrent ainsi le quotidien américain sont Reuters, l'Associated Press (A.P.), et United Press (U.P.). Et, comme on a déjà eu l'occasion de le souligner, les journalistes du quotidien new yorkais prennent toujours soin de préciser leurs sources dans leurs articles : ils s'appuient sur des déclarations d'officiels français, sur des « dépêches provenant de Tananarive », « des dépêches de Madagascar », ou plus explicitement « des dépêches de l'Agence France Presse ».

A première vue, il semble donc exister une certaine diversité dans les sources d'information disponibles, puisqu'à côté des sources officielles d'information semblent agir d'autres informateurs, et en particulier différentes agences de presse.

2) La réalité : le quasi-monopole de l'Etat sur les sources d'information

Mais cette apparente diversité ne survie pas à une analyse un peu plus détaillée. En effet, ce n'est pas un hasard si les informations délivrées par les différentes agences de presse nommées sont quasiment identiques, ou du moins si toutes relativisent la portée des combats. En réalité, toutes proviennent de la même source, à savoir l'A.F.P.. Ni Reuters, ni l'U.P., ni l'A.P. ne disposent de journalistes à Madagascar. Les informations que ces agences délivrent au sujet de Madagascar sont en fait celles qui leur ont été données par l'agence française. Comme le soulignent J. Huteau et B. Ullmann, il existe des accords de coopération entre ces agences prévoyant l'échange d'information sur un pied d'égalité³⁴⁸. D'ailleurs, il est intéressant de noter que les dépêches de ces agents se réfèrent souvent explicitement à « des dépêches de l'A.F.P. », ou bien des « dépêches françaises ».

Ainsi, il semble que l'on doive réduire à deux le nombre de types d'informateurs disponibles sur l'insurrection malgache : d'une part les sources officielles, et d'autre part l'A.F.P. Mais la réalité est encore plus complexe. En effet, selon son statut fixé par l'ordonnance du 30 septembre 1944, l'agence, issue de la France Libre, devient un « établissement public » (et non une coopérative d'information comme le voulait la Résistance). L'ordonnance précise que ce statut est provisoire et que, à terme, l'agence devrait devenir une coopérative. Ce statut provisoire va cependant durer douze ans. Selon Jean Huteau et Bernard Ullmann, dans les années qui suivent la Deuxième Guerre Mondiale, l'Etat paie plus de 70 p. 100 des dépenses de l'agence³⁴⁹. Du fait de ces liens

³⁴⁷ *La Voix du Peuple*, 31 mai 1947, p.1. Le journal précise que l'agence est sa première source d'information, lorsque celle-ci le menace de ne plus lui délivrer d'informations.

³⁴⁸ Voir Jean Huteau et Bernard Ullmann *AFP : une histoire de l'agence France Presse*, Robert Laffont, Paris, 1991, 335 p.

³⁴⁹ Jean Huteau et Bernard Ullmann *op. cit.*, Robert Laffont, Paris, 1991, p.67

avec le pouvoir public, l'indépendance de l'agence est fortement mise en doute et celle-ci passe, en particulier à l'étranger, pour une « **agence d'Etat** »³⁵⁰. Certes, l'agence parvient parfois à résister aux pressions du pouvoir. L'information de l'agence n'est pas de la simple propagande. Sinon comment comprendre que l'agence ait pu conquérir de nouveaux marchés (en Belgique, en Suisse, en Egypte...) ? Cependant, si certains correspondants de l'agence sont parvenus à acquérir une certaine indépendance, ce n'est pas le cas des correspondants qui travaillent dans les colonies. En effet, « dans les territoires coloniaux français, des liens particuliers se tissent, les correspondants de l'A.F.P. étant souvent considérés comme des fonctionnaires par les hauts-commissaires disposant du pouvoir dans la colonie. [...] L'agence elle-même se met en situation de dépendance. Subventionnée à Paris elle se fait aussi subventionner sur place ». Dans ces conditions, on peut fortement douter de l'indépendance de l'A.F.P., tout particulièrement à Madagascar. Voilà en effet ce que ces auteurs écrivent à propos de la situation dans l'île : « **En 1948, à Madagascar, le haut-commissaire Pierre de Chevigné exige un droit de regard sur la gestion du bureau et la teneur des dépêches du correspondant en échange de la subvention qu'il octroie. Parfois, la confusion des genres est complète : en 1947, le correspondant de l'A.F.P. est Jacques Mullender, chef du service de presse du gouverneur** »³⁵¹. Bref, l'A.F.P., peut finalement être considérée comme une source officielle d'information. Et dès lors, on comprend mieux pourquoi les nouvelles délivrées par l'agence confortent toujours la version donnée par les autorités.

Concernant l'aspect militaire de la crise, on comprend mieux pourquoi l'A.F.P., disposant pourtant d'un bureau à Madagascar, a pu relativiser à ce point la gravité de la situation. Par exemple, on comprend mieux pourquoi une dépêche A.F.P. annonce dès le 3 avril le retour au calme à Madagascar³⁵². On comprend mieux aussi que des dépêches A.F.P., publiés par *Le Monde* les 8 et 10 juillet, annonce que « la situation s'améliore à Madagascar », « que les soumissions se font de plus en plus nombreuses » ou encore que « Huit cent quarante Betsiléo ont fait leur soumission ».

Concernant la question des responsabilités, l'A.F.P. a également conforté la version mise en place par les autorités. Ainsi, c'est en s'appuyant sur une dépêche de l'agence

³⁵⁰ *Au moment où les affrontements se produisent à Madagascar, une affaire va mettre la question du statut de l'A.F.P. sur le devant de la scène. En avril 1947, Gilles Martinet est suspendu de ses fonctions de rédacteur en chef par le directeur de l'agence Maurice Nègre, après que l'A.F.P. est publiée une déclaration de Tran Ngoc Dan, représentant de Ho Chi Minh à Paris. Suite à cette publication, le gouvernement a en effet exprimé son mécontentement car il considère que cela revient à donner à Tran Ngoc dan la qualité de représentant officiel et revient donc à reconnaître l'existence du gouvernement vietnamien, ce que le gouvernement français refuse. Certains réagissent en condamnant la servilité de l'agence, quand d'autres se félicitent du limogeage et se demandent si l'agence est au service du Parti Communiste. Ce n'est donc peut-être pas un hasard si c'est à ce moment là que Le Monde commence à se référer plus régulièrement à l'agence de façon explicite. Sans doute que jusque là, Le Monde a utilisé les dépêches de l'agence sans le préciser, mais dans cette période où le statut de l'agence fait débat, le journal semblerait vouloir faire preuve de clarté.*

³⁵¹ *Jean Huteau et Bernard Ullmann, op. cit, p.187*

³⁵² C'est le journal communiste qui fait référence à cette dépêche, voir *La Voix du Peuple*, 3 avril 1947, p.1

que *Le Progrès* du 17 avril et *Le Monde* du lendemain³⁵³, ont présenté tous les détails du supposé complot mené par les parlementaires malgaches.

Bref, on comprend mieux pourquoi l'A.F.P. participe à l'entreprise de désinformation menée à propos de l'insurrection malgache, en relativisant la gravité de la crise, dissimulant la répression, ou encore accusant le MDRM.

3) Une entreprise de désinformation orchestrée par les autorités

Au final, il apparaît que l'Etat, ou en d'autres termes les organes gouvernementaux, sont la principale, voire la seule, source d'information de tous les quotidiens étudiés, à l'exception du *Monde* dont un reporter s'est rendu sur l'île³⁵⁴.

Alors il est plus aisé de comprendre la piètre qualité et surtout le manque d'objectivité des informations que l'on peut lire dans la presse de 1947. Les autorités, disposant du quasi-monopole des sources d'information, ont pu déverser une version des événements qui les arrangeait, c'est-à-dire une version conforme aux intérêts de la puissance coloniale, une version où la gravité de la crise est relativisée pour ne pas nourrir les inquiétudes sur le futur de l'Union Française, où la répression est complètement occultée, où les causes profondes de la crise sont niées (l'existence du nationalisme malgache est notamment niée et les autorités insistent ainsi sur l'existence de divisions au sein de la population malgache), et où les responsabilités incombent seulement aux indigènes.

C'est en effet en s'appuyant sur des informations officielles que les journaux ont présenté l'insurrection puis les affrontements qui ont suivi comme de simples « troubles ». Ils ont notamment fait écho aux déclarations de Moutet et de Coppet, ainsi qu'aux conférences de presse de Ramadier, remarquables pour leur tendance à relativiser la crise qui n'aurait selon le Président du Conseil « pas de valeur militaire ». D'ailleurs, il faut bien remarquer que tous les articles insistant sur les difficultés des forces françaises dans la Grande île proviennent de sources non gouvernementales (c'est-à-dire ni des autorités, ni de l'A.F.P.). Ainsi, les articles du *Monde* du début du mois de mai qui annoncent que « la rébellion s'étend » ou que « la situation militaire n'est pas brillante » proviennent de Pierre Voisin, envoyé spécial du journal³⁵⁵. L'article du *Progrès* du 12 juillet qui annonce que « **la rébellion continue de faire boule de neige** » provient, lui, de différents correspondants qui ont pu faire passer [les nouvelles] par des moyens rudimentaires »³⁵⁶. De même, l'article du *NYT* louant les qualités du mouvement de rébellion est basé sur des déclarations de colons français habitant Tananarive et recueillies par le correspondant du journal en Afrique du Sud³⁵⁷. Enfin, si le journal

³⁵³ *Le Monde*, 18 avril 1947, p.3 et *Le Progrès*, 17 avril 1947, p.1. Annexe 6, p. XIV

³⁵⁴ Notons également que le *NYT* utilise à deux des témoignages de colons français en visite en Afrique du Sud où le journal dispose d'un reporter, mais cette pratique reste marginale

³⁵⁵ Voir en Annexe 5, p.XI

³⁵⁶ *Le Progrès*, 12 juillet 1947, p.1

communiste évoque la répression, c'est le plus souvent en s'appuyant sur des déclarations du député Raseta ou de « correspondants » mystérieux. Il paraît donc évident qu'avec des sources d'information disposant d'une plus grande indépendance, il eût été possible d'avoir des nouvelles plus proches de la réalité.

De même, c'est en s'appuyant principalement sur les informations d'origine officielle que les journaux ont pointé du doigt la responsabilité du trio « MDRM-Hova-parlementaires ». Cette association fut en effet réalisée par les autorités et notamment le ministre de la France d'outre-mer qui dès le 2 avril affirmait que le MDRM est « **un parti raciste qui n'aurait en vue que l'oppression par les Hovas du reste de la population après élimination des Européens.** »³⁵⁸ En fait, les autorités ont simplement profité de la crise pour mettre à l'écart le MDRM, un parti dans la ligne de mire des autorités depuis sa création du fait de ses objectifs indépendantistes.

La responsabilité des autorités françaises dans la désinformation entreprise sur l'insurrection malgache est donc flagrante. Celles-ci ont savamment orchestré l'opération et ont réalisé, comme le souligne Jacques Tronchon, « un black-out total sur les sources possibles d'information » : « **Les journalistes sont écartés des théâtres d'opération. Ceux qui sont autorisés à entrer sur le territoire malgache sont plutôt favorables au gouvernement français, en tout cas jamais hostiles au fait colonial.** »³⁵⁹

Désormais, on pourrait tendre à totalement déculpabiliser les journaux à qui ils semblaient simplement impossible de vérifier les informations qui leur étaient délivrées par les autorités. On pourrait même être tenté de dire que la presse a été victime de l'entreprise de désinformation des autorités. Mais cela serait aller un peu vite. Ce serait oublier que les journaux n'ont jamais émis le moindre doute sur des mensonges parfois facilement décelables, et ce serait oublier que les journaux ont, eux-mêmes, fait preuve d'une grande imagination pour tromper le public.

B. Le rôle de la presse

Bien sûr, la marge de manœuvre des journaux était limitée puisqu'ils ne contrôlaient l'information dont il disposait, mais l'on ne se trouve pas non plus dans un système totalitaire où ils n'auraient eu aucune liberté sur leurs publications. En particulier, rien ne les obligeait à publier les informations d'origine officielle. Ou au moins auraient-ils pu émettre des doutes sur l'objectivité de certaines déclarations dont le manque d'impartialité était facilement décelable. En particulier, l'affirmation selon laquelle le soulèvement visait à la restauration de la domination Hova était facilement contestable. En effet, P. Voisin, reporter du *Monde*, souligne lui-même que les Hova ne constituent pas la majorité des

³⁵⁷ *New York Times*, 4 mai 1947, p.29

³⁵⁸ *Déclaration de Mr Moutet citée par Yves Benot, dans Yves Benot, op. cit., p. 126*

³⁵⁹ *Jacques Tronchon, op. cit., p.76*

rebelles, mais plutôt que de remettre en cause la thèse qui veut que l'insurrection soit l'œuvre des Hova, il met cette « défection » sur le compte de leur « lâcheté » et affirme que les autres groupes **ethniques « ne combattent pas pour eux »**³⁶⁰. De même, la rapidité avec laquelle les députés ont avoué leur culpabilité aurait pu élever des soupçons.

D'abord, si tous ces journaux n'avaient disposé d'aucune marge de manœuvre, ils auraient tous délivré la même version des faits. Or, on a pu remarquer des différences sensibles entre les quotidiens, et certains n'ont pas eu besoin des autorités pour désigner de faux coupables. De toute évidence, la presse n'était pas sous le joug des autorités. Le traitement de la crise par *La Voix du Peuple* en est la meilleure illustration, le journal communiste s'est en effet le plus souvent distingué de la version officielle des événements, tout particulièrement en remettant en cause la culpabilité du MDRM et de ses leaders. En fait, même avec des informateurs identiques, l'information délivrée par les différents journaux pouvait différer sensiblement.

L'analyse du *NYT* est riche d'enseignement à ce sujet. En effet, malgré les apparences, on a vu que le quotidien américain disposait des mêmes sources d'information que la presse française, à savoir les organes gouvernementaux et l'A.F.P. (par l'intermédiaire des autres agences). Et pourtant, le journal s'en est souvent distingué, et en particulier, il a parfois fait preuve de plus d'objectivité. Pour ce qui est de l'aspect militaire de la crise, on a vu, en première partie, que le journal a quelquefois pris le contre-pied de la presse française. Quand à partir du 12 mai, cette dernière, et en particulier *Le Monde* et *Le Progrès*, donnent de moins en moins d'informations et commencent à annoncer la fin des affrontements, le quotidien américain décrit une situation qui se détériore. Par exemple, quand le *NYT* annonce le 6 juin que « les rebelles de Madagascar gagnent du terrain », *Le Monde*, lui, annonçait quelques jours plus tôt que « **la situation s'améliore sensiblement à Madagascar** »³⁶¹. Que faut-il en déduire ? En fait, il semble que les quotidiens aient simplement procédé à une sélection des dépêches et plus généralement des informations qui leur parvenaient, le *NYT* semblant avoir publié les nouvelles décrivant une détérioration de la situation, et les quotidiens français semblant avoir sélectionné les plus rassurantes³⁶².

Et le même processus semble avoir été à l'œuvre pour ce qui est des déclarations officielles. Au cours du mois de mai, le *NYT* a ainsi négligé certaines déclarations tendant à dédramatiser la situation. Et en juin, il s'est fait l'écho de plusieurs déclarations soulignant les difficultés rencontrées par les forces françaises et qui ne furent pas reprises par les journaux français. On peut ainsi lire dans le *NYT* deux déclarations du ministre de la France d'outre-mer: le 7 juin, celui-ci reconnaît que, du fait de l'incapacité du gouvernement à agir contre les leaders du mouvement, « **chaque jour qui passe**

³⁶⁰ *Le Monde*, 22 juin 1947, p.2

³⁶¹ *Le Monde*, 1^{er} juin 1947, p.2

³⁶² Pour déterminer cela avec certitude, il aurait été nécessaire de consulter les archives des dépêches A.F.P.. Mais des contraintes matérielles et de temps ont empêché cela.

augmentent nos difficultés »³⁶³, et le 12 juin, on peut lire que « **Mr Moutet a affirmé qu'aucun progrès en direction de la suppression de la révolte armée n'est réalisé.** »

³⁶⁴

En plus de sélectionner parmi les nouvelles qui leur sont fournies, les journaux peuvent également se faire plus ou moins méfiants à l'égard des nouvelles qui leur sont délivrées par leurs informateurs. Par exemple, à la différence du *Monde* et du *Progrès* qui n'émettent jamais un doute sur l'objectivité des déclarations d'origine officielle, le quotidien américain n'a pas hésité à remettre en doute les affirmations de certains officiels français. Par exemple, quand le journal reprend l'annonce de Mr de Coppet du 20 avril selon laquelle la rébellion a été supprimée, le journal s'empresse de souligner la contradiction de ces propos avec les informations délivrées par les dépêches qui « **indiquent que des maraudeurs sont toujours actifs.** »³⁶⁵

On a donc la preuve flagrante que, malgré des sources d'information semblables, les journaux ne sont pas dépourvus de toute liberté, et peuvent ainsi donner des nouvelles plus ou moins conformes à la réalité³⁶⁶.

Alors comment comprendre ces différences entre les quotidiens étudiés ? Comment comprendre que certains aient suivi la version officielle et pas d'autres ? Comment comprendre que certains se soient fait plus méfiants à l'égard des autorités ? Deux séries de facteurs sont en fait à prendre en compte. Il nous faut d'abord considérer des facteurs d'ordre idéologique. En effet, tous les journaux, et en fait leurs journalistes, disposent d'idées politiques différentes, tout particulièrement d'idées différentes sur la question coloniale, et celles-ci ont forcément, involontairement ou volontairement, influencé la façon avec laquelle ils ont abordé la crise malgache.

Des facteurs d'ordre électoralistes ont également joué un rôle, tout particulièrement dans le cas du journal communiste.

1) Les penchants idéologiques des quotidiens et leurs conséquences

Le facteur idéologique le plus déterminant réside dans la position des différents journaux à l'égard du fait colonial. Y sont-ils hostiles ou en sont-ils de fervents supporters ? En fait, au sortir de la deuxième guerre mondiale, il n'est plus question, du moins dans les textes, ni de colonialisme, ni de l'Empire colonial, mais de l'Union Française³⁶⁷. Alors, la

³⁶³ *New York Times*, 7 juin 1947, p.6

³⁶⁴ *New York Times*, 12 juin 1947, p.12

³⁶⁵ *New York Times*, 20 avril 1947, p.24

³⁶⁶ En tout cas tant que les sources donnent des nouvelles ambivalentes. En mai-juin, les officiels semblent ainsi parfois se contredire dans leurs déclarations annonçant tantôt que la situation s'améliore et tantôt que la situation se détériore. En revanche, à partir du mois de juillet, les déclarations, ainsi que les dépêches semblent ne plus laisser de place au doute, en annonçant toutes la fin de la rébellion. Alors les journaux n'ont plus aucun choix, et c'est sans doute pourquoi le *NYT* rentre dans le rang et comme les autres journaux se fait plus optimiste sur l'évolution de la situation.

question posée à l'époque ne devrait pas être « pour ou contre l'impérialisme ? », mais plutôt « pour ou contre l'Union Française ? » Et, en 1947, cette question se pose avec beaucoup d'acuité. En effet, Madagascar n'est qu'une des nombreuses crises que connaît le colonialisme français au sortir de la Deuxième Guerre Mondiale. Dès le 8 mai 1945, le jour même de la victoire des Alliés sur l'Allemagne hitlérienne, une brusque flambée de révolte (et très brutalement étouffée) a ensanglanté le Constantinois. A partir de la fin de 1946, la guerre fait rage en Indochine. Le 10 avril 1947, le sultan du Maroc, rompant avec une tradition d'allégeance et de fidélité, se présente dans un discours à Tanger comme le porte-parole des revendications « nationalistes ». Enfin, au mois d'août de cette même année, le vote sur le statut de l'Algérie divise l'Assemblée. Certes, ces problèmes ne sont pas spécifiquement français, et s'inscrivent dans un contexte général de mise à l'épreuve des puissances coloniales qui ont connu leur apogée dans l'entre-deux-guerres³⁶⁸, mais on peut faire avec Jean-Pierre Rioux, le constat que « ***l'Union française est mal partie*** »³⁶⁹. A posteriori, il pourrait paraître évident que l'entreprise coloniale touche à sa fin. Mais en est-on conscient en 1947 ? Apparemment non, car s'il y a bien un point commun entre les trois journaux français étudiés, il s'agit de leur soutien à l'Union Française.

La presse française demeure en fin de compte profondément colonialiste, à l'image de la grande majorité de la population française³⁷⁰. Car, si en France, les hommes politiques croient avoir accompli un acte de portée révolutionnaire en créant l'Union Française, les peuples colonisés ne verront pas vraiment la différence. Autrement dit, l'évolution terminologique ne se retrouva pas dans les faits³⁷¹. Surtout, cette Union Française exclut toute possibilité d'indépendance pour les colonies, du moins à court

³⁶⁷ L'Union Française est née avec la Constitution de la IVème République adoptée par référendum le 13 octobre 1946. Cette création institutionnelle est le résultat d'une évolution commencée en 1943 avec le Comité français de libération nationale qui promet notamment à l'Indochine un « statut politique nouveau au sein de la communauté française ». Puis la Conférence de Brazzaville de janvier-février 1944 montre une volonté novatrice, notamment en envisageant la création d'Assemblées élues dans chaque territoire ou encore la représentation des colonies dans la future Constituante; mais elle fixe aussi une limite nette à son audace en précisant que « les fins de l'œuvre de civilisation accomplie par la France dans les colonies écartent toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors du bloc français de l'Empire. ». La solution finalement choisie pour satisfaire les peuples coloniaux, soucieux d'être récompensés de leurs efforts dans la Deuxième Guerre mondiale, est la formation d'une Union française qu'Alain Ruscio résume en « deux idées fortes »: « 1/ affirmation sans ambiguïté de la prééminence politique de la métropole; 2/ acceptation, voire souhait, du principe de réformes profondes du système. ». (Alain Ruscio, *op. cit.*, p. 90)

³⁶⁸ C'est « le temps de colonies », pendant lequel les métropoles mettent en place des systèmes d'administration coloniale variés, drainent les richesses de leurs possessions et restent convaincues des bienfaits de leur mission colonisatrice, cela malgré l'émergence des premiers mouvements nationalistes (comme le V.V.S. à Madagascar). Les Empires dominent, en 1939, le tiers de la population et les trois-quarts de la surface du globe.

³⁶⁹ **Jean-Pierre Rioux, *op cit*, p. 159**

³⁷⁰ Dans l'article d'Alain Ruscio déjà évoqué, l'auteur décrit cette « France profondément colonialiste ». Voir Alain Ruscio, *op. cit.*, p.93

³⁷¹ Comme le dit, Jacques Tronchon, l'Union Française ne constitua qu'un replâtrage de l'Union Française.

terme. Autrement dit, derrière le soutien à l'Union Française se cache en fait un colonialisme qui ne veut pas dire son nom. D'ailleurs, les journaux parlent sans distinction de politique « impériale » et de politique « coloniale », de « colonies » et de « territoire », et même d' « Empire » ou d' « Union Française ».

Surtout, on verra comment cette persistance du sentiment colonial en France a influencé les journaux. Néanmoins, cela n'est pas le seul facteur idéologique qui ait influencé la couverture de la crise malgache dans les quotidiens étudiés. En effet, si l'après-guerre marque la crise des Empires coloniaux, elle marque aussi le début de la guerre froide, et donc l'exacerbation des tensions entre les deux grandes puissances, et derrière des tensions entre communisme et capitalisme. Ainsi, l'anti-communisme du *NYT* et l'anti-capitalisme de *La Voix du Peuple* sont également à prendre en compte.

a) *Le Monde* et *Le Progrès* : deux journaux profondément colonialistes

On a déjà pu constater le conservatisme de ces deux journaux au travers de leur analyse des causes de l'insurrection malgache, les deux quotidiens niant l'existence d'un mouvement national aspirant à plus de liberté³⁷². L'analyse de leurs positions sur la viabilité de l'Union Française va nous permettre de confirmer cette impression et ainsi de comprendre leur ligne éditoriale sur la question malgache qui a en fait le plus souvent consisté à suivre la ligne officielle.

Voyons d'abord ce qu'il en est du premier quotidien de Lyon. Ce dernier est le plus souvent considéré comme relativement neutre³⁷³. En tout cas, si *Le Progrès* n'est pas clairement engagé politiquement, il prend, suite à l'insurrection malgache et alors que les affrontements continuent en Indochine, certaines positions claires sur le problème colonial : ainsi on peut y lire : « **pour l'instant, il s'agit de donner la vie à cette Union française.** »³⁷⁴

La position du journal est parfois implicite. *Le Progrès* se montre ainsi assez critique à l'égard des communistes qu'il accuse de vouloir « brader l'Empire ». En fait, le quotidien lyonnais ne se permet pas de critiquer ouvertement la politique communiste, mais il la discrédite à travers la revue de la presse parisienne où il reprend de nombreux articles rendant les communistes responsables des « **solutions boiteuses** »³⁷⁵ choisies par le gouvernement³⁷⁶ : le 15 avril il reprend *Le Figaro* qui critique un parti « au service d'une

³⁷² *Le Progrès*, sans les nier, se contente de ne pas les évoquer. Mais c'est déjà une façon d'en négliger l'existence.

³⁷³ Une neutralité effective est évidemment une illusion et certains ont pu classer le journal parmi la presse lyonnaise: en 1939, il serait le quotidien lyonnais le plus à gauche, mais à la Libération, du fait du basculement du paysage politique vers la gauche, il serait presque projeté à l'autre extrême

³⁷⁴ *Le Progrès*, 4 avril 1947, p.1

³⁷⁵ *Le Progrès*, 18 avril 1947, p.2

³⁷⁶ Pour les revues de presse parisienne qui considèrent la politique communiste, voir *Le Progrès*, 15 avril 1947; 18 avril 1947; 22 avril 1947; 28 avril 1947.

politique internationale ou d'une politique nationale étrangère, qui condamne la France à une diminution mortelle », puis le 18 avril, c'est *l'Aube* qui est cité et qui se demande si « **toute politique antifrançaise est, par avance, assurée d'avoir l'appui de cinq ministres de la République** »³⁷⁷. *Le Progrès* réalise, par ailleurs, une présentation idyllique du voyage du Président de la République, Vincent Auriol, en Afrique Orientale Française: l'accueil est « chaleureux », « le long des trottoirs [de Dakar] était massée une foule étonnamment joyeuse, habillée d'étoffes de vives couleurs, criant et gesticulant », l'ambiance est amicale et solidaire: pourquoi n'en serait-il pas de même dans toute l'Union française qui se met en place, semble demander le journaliste.

La position du quotidien est parfois plus claire: ainsi, on peut lire dans des éditoriaux que l'Union française est une idée « séduisante », mais « **qu'on a lancé la formule bien avant que les conditions de sa réalisation soient remplies** »³⁷⁸. Il serait donc suffisant de « **donner une âme** »³⁷⁹ à « **cette communauté de peuples associés dont on a rêvé** »³⁸⁰. *Le Progrès* cautionne donc la notion d'Union française et semble globalement soutenir le gouvernement Ramadier dans ses tentatives de rétablir l'ordre sur l'île. De même, lors du débat à l'Assemblée nationale sur Madagascar du 6 au 9 mai, le journal souligne surtout « les paroles élevées de bon sens et d'une logique irrésistible, prononcées dans une forme impeccable » de Lamine Gueye qui vient faire connaître le point de vue du parti socialiste dans un discours qui « a réalisé l'unanimité de l'Assemblée » et « constitue en quelque sorte la grande leçon du débat ». Le maire de Dakar annonce que l'« **on a voté des mots qui ne se sont jamais traduits dans les réalités. Il faudra bien dire [...] comment nous entendons cette Union française** »³⁸¹.

Le quotidien lyonnais est donc séduit par la perspective d'une Union française, les événements de Madagascar ne rendant que plus urgent sa mise en œuvre effective.

Le Monde est un journal modéré, et définir sa doctrine n'est pas chose facile car l'équipe du journal n'a jamais été monolithique et chaque rédacteur a toujours préservé son indépendance intellectuelle. Il n'y a jamais de ligne ou de pensée officielle estampillée *Le Monde*, mais plusieurs points de vue s'y sont toujours exprimés³⁸², des conflits idéologiques entre journalistes ayant même mené à des démissions³⁸³. Pour ce qui est

³⁷⁷ *Le Progrès*, 18 avril 1947, p.2. A l'inverse, le journal ne s'intéresse que très peu au point de vue communiste puisque, dans cette revue de presse, il ne cite *l'Humanité* à propos de l'Union française, qu'une seule fois (*Le Progrès*, 28 avril 1947, p.2)

³⁷⁸ *Le Progrès*, 4 avril 1947, p.1 Annexe 6, p.XIII

³⁷⁹ *Le Progrès*, 18 avril 1947, p.1

³⁸⁰ *Le Progrès*, 4 avril 1947, p.1. Annexe 6, p.XIII

³⁸¹ *Le Progrès*, 10 mai 1947, p.2

³⁸² Ainsi, le 19 mars 1947, dans le même numéro du journal, Rémy Roure plaide la caducité des accords qui viennent d'être signés avec le Vietminh tandis que Philippe Devillers estime qu'il faut leur donner vie.

de la politique coloniale, quand on analyse rapidement la ligne du *Monde* comme le font Patrick Eveno ou Abel Chatelain³⁸⁴, on souligne que l'indépendance du journal s'est affirmée au moment de la guerre froide et de la décolonisation, et en particulier du conflit en Indochine: « la guerre d'Indochine rend inévitable, pour le directeur du *Monde*, la mise en examen critique de la politique coloniale et internationale menée par les gouvernements de la IV^{ème} République. », raconte Patrick Eveno. Ainsi, on a souvent l'image d'un journal qui a œuvré en faveur de la décolonisation, il a d'ailleurs souvent été accusé par la droite de « brader l'Empire ». Mais, si l'on réalise une étude plus détaillée ou plus centrée sur les premières années de l'après-guerre, on constate une ligne toute différente. En réalité, il y a eu une évolution dans l'orientation du journal. Edouard Sablier souligne que « **dans les premières années au moins, aucun des journalistes du Monde n'était prédisposé par tempérament, encore moins par idéologie à dépouiller la République française de sa République d'Outre-mer. [...] La rédaction dans son ensemble restait dans ce domaine plutôt conservatrice.** »³⁸⁵ Jacques Thibau montre comment le quotidien soutient sans restriction l'Union française, et même comment ses positions se durissent avec le développement de la guerre d'Indochine et l'insurrection de Madagascar³⁸⁶.

Ainsi, à la suite de l'insurrection malgache, le 5 avril, Edouard Sablier, alors journaliste au *Monde* précise qu'« affirmer, comme le font certains agitateurs, que le seul remède est le séparatisme est une conclusion que rien ne justifie. [...] La rénovation malgache naîtra de la collaboration sincère de tous au sein de l'Union française. » Le 15, Rémy Roure renchérit en affirmant que « **le devoir est clair: rétablir d'abord l'autorité centrale qui est prévue dans la Constitution de l'Union française elle-même** »³⁸⁷. « **Je suis ici pour confirmer l'existence de l'Union française** »³⁸⁸, « **la France est ici et entend y rester** »³⁸⁹, « **la présence française sera maintenue en Algérie** »³⁹⁰, ce sont les phrases que le journal a retenu comme titre lorsqu'il retranscrit les discours

³⁸³ Martial Boris-Charancle, secrétaire général administratif du journal, donne sa démission en décembre 1947 suite à une mésentente avec la direction du journal, particulièrement sur l'Indochine et la politique internationale de la France: « je ne me suis pas battu à Verdun pour que la France perde son Empire », aurait-il clamé dans les couloirs. En décembre 1949, René Courtin quitte aussi le journal en désaccord avec la « politique neutraliste » du *Monde* dans la guerre froide, notamment menée par Etienne Gilson.

³⁸⁴ Parick Eveno, *op. cit.*, p. 56-67 et Abel Chatelain, *op. cit.*, P. 130-133

³⁸⁵ **Edouard Sablier, *La création du Monde, Paris, Plon, 1984, p. 123***

³⁸⁶ Jacques Thibau, *Le Monde: histoire d'un journal, un journal dans l'histoire*, Paris, Jean-Claude Simoën, 1978, p.166-167

³⁸⁷ **Le Monde, 15 avril 1947, p.1**

³⁸⁸ **Le Monde, 29 avril 1947, p.1**

³⁸⁹ **Le Monde, 20-21 avril 1947, p.1-2**

³⁹⁰ **Le Monde, 12 avril 1947, p.1**

respectivement de Vincent Auriol en A.O.F., de M. de Coppet dans l'île et de M. Depreux (ministre de l'Intérieur) en Algérie, cela n'est sans doute pas un hasard et traduit les positions du journal selon lesquelles la présence de la France doit être maintenue dans toute l'Union française. Il dénonce également « les influences perturbatrices » du Commonwealth, « **la Grande-Bretagne abandonnant délibérément le système colonial, [...] quels que soient les risques de cette politique hardie** »³⁹¹. Alors, comme les autres journaux, il ne se contente pas de soutenir l'Union française mais appelle à la concrétisation de ses principes inscrits dans la Constitution : le premier volet de l'enquête de Louis Jovelet sur l'Union française est intitulé « le temps d'agir » et dans son dernier volet, il précise à nouveau, « il faut donc se résoudre à agir [...] en s'inspirant d'un plan d'ensemble. [...] il nous faut entreprendre l'effort d'organisation gouvernementale sans lequel l'Union française ne resterait qu'un mot vide et trompeur. »

Pour *Le Monde*, comme *Le Progrès*, le colonialisme est donc toujours de rigueur. Et ces deux journaux mettent en avant deux types d'argument pour justifier leur attachement à l'Empire, d'une part la défense de la grandeur de la France et, d'autre part la diffusion du « génie français ». *Le Progrès* justifie peu sa position, sinon au travers d'un article, qui, en soulignant la nécessité qu'il y a de se préoccuper des « problèmes de l'Union française », résume avec clarté les deux arguments. On peut y lire: « C'est aussi la valeur de la France dans le monde, son rang de grande puissance qui sont en causes. [...] C'est [l'Union française] qui nous donne la faculté d'avoir notre mot à dire dans les négociations internationales. On se souderait peu de la France si elle était réduite à être un tout petit cap du continent européen. » ; « **Qu'arriverait-il si nous laissions [...] disparaître la souveraineté française [...] ? La civilisation subirait un recul, les haines de race et les fanatismes religieux s'opposeraient avec violence.** »³⁹².

Le Monde, comme *Le Progrès*, justifie sa position à l'aide des deux types d'arguments. Mais, à la différence du quotidien lyonnais, celui-ci les développe largement et à plusieurs reprises. Certes, *Le Monde* dispose de plus de place, mais il est certain qu'il est marqué par un plus grand souci pédagogique, par la volonté d'expliquer ses prises de position, et en particulier sur l'importance des territoires d'outre-mer: peut-être veut-il aussi expliquer le durcissement de ses positions sur l'Union française au moment des troubles en Indochine et à Madagascar ? Les tendances chrétiennes du journal l'amène naturellement à insister davantage sur l'aspect missionnaire de la colonisation française. Le 24 avril, dans le cinquième volet de son enquête, Louis Jovelet décrit pompeusement le « génie de la France » et réalise en fait un plaidoyer pour la prolongation de sa « **conquête morale** »³⁹³. Louis Jovelet tend même à décrire la volonté de diffusion de la civilisation comme une spécificité française; ainsi, dans son article sur la Commonwealth britannique, le 20 avril, il regrette que « **la conquête des âmes [soit]**

³⁹¹ *Le Monde*, 20-21 avril 1947, p.2. Le journaliste souligne d'ailleurs que la hâte britannique s'explique seulement par une volonté d'économies. Le 21 avril, dans le volet suivant de son enquête consacré à l'Union française, Louis Jovelet dénonce l'influence des « empires mineurs » et en particulier des Pays-Bas qui a conclu avec les nationalistes indonésiens « une entente basée sur la création d'organisations fédérales assez lâches » qui constitue un « encouragement [...] aux idées d'indépendance totale de l'Asie ».

³⁹² *Le Progrès*, 20 août 1947, p.1

extraordinairement négligée. Ainsi, les peuples de l'Empire, échappent-ils plus que d'autre à l'influence intellectuelle de l'Occident. [...] Mais le spectre menaçant du chaos et de l'anarchie politique suscitera peut-être une dernière réaction anglo-saxonne »³⁹⁴. Le « jargon évolutionniste » utilisé par Pierre Voisin est également révélateur de la croyance du journaliste en la nécessité de « civiliser » les populations d'outre-mer : dans son enquête consacré à Madagascar, il parle de tribus plus ou moins « évolués », évoque aussi « la primitivité qui règne en brousse », ou encore « les masses insuffisamment évolués [qui n'ont] pas compris la signification du travail dans la liberté ». Pour le journaliste, le rôle de la France est de mettre « l'autochtone en marche vers son évolution ». Mais, *Le Monde* n'oublie pas non plus la nécessité de préserver le rang international de la France. Ainsi, Louis Jovelet précise : « **la France cesserait bien vite d'être maîtresse de ses destinées dans le monde si elle ne savait forger d'une main vigoureuse [...] l'instrument qui préservera sa grandeur »**³⁹⁵.

Aucun doute n'est donc possible quant à la position des deux quotidiens sur l'avenir des colonies : ce sera dans la sphère d'influence française, sans quoi il faudra regretter un recul du prestige de la France et de la civilisation.

En quoi ces éléments peuvent-ils nous aider ? En fait, la prise en compte du colonialisme des deux journaux nous permet de mieux comprendre pourquoi ils se sont contentés de reprendre la version officielle. En particulier, on comprend mieux pourquoi, à la différence du *NYT*, ils n'ont jamais émis de doutes sur l'objectivité des déclarations des organes gouvernementaux. Simplement, il n'y avait simplement rien dans ces déclarations qui ne pouvaient les surprendre. Croyant, ou voulant croire, que la grande majorité de la population malgache était fidèle à la France, ils ne sont pas surpris que l'insurrection soit peu importante, et donc il cautionne la version officielle présentant le soulèvement puis les combats comme de simples « incidents ». De même, la version officielle culpabilisant le MDRM et ses députés n'a rien pour les choquer puisque ce parti est décrit comme un parti d'« extrémiste » au service d'une minorité de la population, les Hovas. Autrement dit, cela ne remet pas en doute leur vision de l'Union Française et de Madagascar selon laquelle l'essentiel de la population continue de faire confiance à la France et que seuls quelques « extrémistes » veulent l'indépendance. Finalement, étant donné leurs

³⁹³ *Le Monde*, 24 avril 1947. Dans son enquête, Pierre Voisin présente également la France comme le garant de la paix sur l'île. Sans elle, l'île sombrera dans la guerre civile, et la majorité de la population sera opprimée par la minorité Hova. Précisons encore que cette version n'a aucun rapport avec la réalité, les Hovas ayant en fait toujours été les meilleurs alliés de la puissance coloniale à Madagascar.

³⁹⁴ *Le Monde*, 20 avril 1947, p.2. De même, « à la différence des français, toujours missionnaires, laïques ou religieux, les Hollandais, marchands et planteurs, ne s'étaient guère préoccupés de la propagande de leur langue, de leur foi » (*Le Monde*, 21 avril 1947, p.2)

³⁹⁵ *Le Monde*, 25 avril 1947, p.2. Le journal semble en fait avoir des préoccupations d'ordre géopolitique. Craignant la formation d'une « galaxie musulmane, qui de l'Indonésie s'étend jusqu'au Maroc » et soulignant à plusieurs reprises la dangerosité de la Ligue Arabe, l'Europe doit, semble-t-il préserver sa puissance à l'aide de ses colonies; sans doute est-ce la première phase du raisonnement qui mènera le quotidien à prôner le « neutralisme armé » de l'Europe pendant la guerre froide... (*Le Monde*, 24 avril 1947, p.2)

penchants idéologiques, il est relativement logique que ces journaux aient souscrits à la thèse officielle, et l'on pourrait même croire qu'il n'y a rien de volontaire de la part des journaux.

Toutefois, dans la mesure où ils semblent avoir sélectionné les dépêches et de cette manière publié celles décrivant une situation sans gravité, on est amené à croire qu'ils ont tout de même consciemment relativisé l'importance de la crise. Bien sûr, cela peut également être expliqué à l'aide de l'idéologie qui semble prévaloir dans les rédactions des deux quotidiens. En effet, très attachés au maintien de l'Empire colonial, les deux journaux étaient sans doute soucieux de ne pas alimenter les inquiétudes sur la pérennité de l'Union Française. Or, décrire une situation inquiétante dans la Grande île n'aurait pas manqué de donner raison aux pessimistes. Ainsi, il peut paraître logique que ces journaux aient discrètement tenté de réduire la portée de la crise.

La prise en compte du conservatisme des deux journaux sur les questions coloniales, pour ne pas dire leur colonialisme, nous permet donc de comprendre leur ligne éditoriale concernant l'insurrection malgache. Elle nous permet de comprendre pourquoi ils ont la plupart du temps (tout le temps pour *Le Progrès*) simplement suivi la version officielle, mais elle nous permet aussi de comprendre pourquoi ils s'en sont, dans certains cas, détachés. Ainsi, *Le Monde* a fait preuve d'indépendance vis-à-vis de la version officielle à une reprise, c'est-à-dire quand il a délibérément attaqué l'administration française à Madagascar, rendue coupable d'inaction. Là encore, le conservatisme du journal nous permet de comprendre cette position qui est celle de la majorité de la presse coloniale³⁹⁶. Rendre l'administration responsable des troubles revient, comme on l'a souligné à plusieurs reprises à négliger les problèmes de fond qui existent à Madagascar, tant l'émergence d'un mouvement nationaliste que les excès du travail forcé, et cela est bien sûr la marque d'un journal conservateur qui se voile la face dans les problèmes posés par le fait colonial.

b) La Voix du Peuple : l'information au service de l'idéologie (communisme, colonialisme et anti-capitalisme)

Les penchants idéologiques de *La Voix du Peuple* constituent la clef de toutes les interprétations du journal. Contrairement à ce qu'affirme une partie de la classe politique française de l'époque, les communistes ne sont pas prêts à brader l'Empire et le journal ne laisse d'ailleurs aucun doute quant à sa position sur la question. A la manière du *Progrès* et du *Monde*, le journal communiste affirme que, afin de résoudre les crises qui se développent dans les colonies, il faut « édifier une véritable Union Française ».

La Voix du Peuple donne la priorité aux points de vue plutôt qu'à l'information et prend donc des positions sans équivoque en faveur de la mise en œuvre de l'Union française. Le journal parle ainsi d'« **une succession qui n'est pas ouverte.** »³⁹⁷ Les communistes ne sont en fait prêts à céder aucun territoire colonial, pas plus Madagascar, que le journal appelle « notre grande île », que le reste. Ainsi, le journal reproche à de

³⁹⁶ Voir Jacques Tronchon, *op. cit.*, p. 104

³⁹⁷ *La Voix du Peuple*, 21 avril 1947, p.2

nombreuses reprises au Général de Gaulle « **la perte de l'influence française [en Syrie et au Liban] au profit de l'impérialisme britannique** »³⁹⁸. Ainsi, pour résoudre les « troubles » que connaissent les colonies, il faut, selon le journal, que « **la France ait l'audace de créer l'Union française** »³⁹⁹.

Il est vrai que l'Union Française dont parle le journal diffère de celle évoquée dans *Le Monde* et *Le Progrès*. Ainsi, quand *Le Monde*, au travers des articles de Rémy Roure et de Pierre Voisin, rappelle la nécessité d'affirmer « l'autorité centrale » et « la souveraineté » de la France, le journal communiste décrit, lui, l'Union Française comme « une Union librement consentie », « **une Union confiante et fraternelle des peuples coloniaux et du peuple de France** »⁴⁰⁰. Alain Rusdo, qui a établi une classification « des différentes réactions des forces politiques de la France métropolitaine » dans le débat colonial de l'après-guerre, classe ainsi les communistes parmi les « réformistes avancés » qui affirment le droit à la libre disposition, mais pour qui « le droit au divorce ne signifie pas l'obligation de divorcer ». *Le Monde* et *Le Progrès* serait sans doute classé parmi les « réformistes prudents », voire, à certains égards, parmi les « conservateurs »⁴⁰¹.

Quelle que soit la définition donnée à cette Union Française, il demeure que le journal communiste, comme *Le Monde* et *Le Progrès*, y ait grandement favorable. Cela pourrait paraître contradictoire avec la condamnation sans appel « du colonialisme » réalisée par le journal et que l'on a décrit en deuxième partie. Mais il n'en est rien car, pour le journal communiste, l'Union Française « rompt avec la conception périmée du colonialisme » et constitue même « **l'une des plus belles créations de la démocratie.** »⁴⁰² Autrement dit, le journal joue sur les mots pour condamner le « colonialisme », mais, puisqu'il demeure convaincu du bien-fondé de la mission impériale de la France, il peut être qualifié, au même titre que le reste de la presse, de « colonialiste ».

La position du journal trouve en fait sa source dans l'idéologie du Parti Communiste sur la question coloniale. Grégoire Madjarian qui a traité ce sujet, dans son livre *La question coloniale et la politique du PCF*, a en effet montré qu'à la Libération, le parti a clairement rompu avec l'anti-colonialisme de l'avant 1936 et de 40-41. Le PCF est alors

³⁹⁸ *La Voix du Peuple*, 29 avril 1947, p.2

³⁹⁹ *La Voix du Peuple*, 10 mai 1947, p.1

⁴⁰⁰ *La Voix du Peuple*, 22 avril 1947, p.1

⁴⁰¹ Alain Rusdo, « le monde politique métropolitain et l'Union Française », in Colloque AFASPA des 9, 10 et 11 octobre 1997, *op. cit.*, p.93-101. Les « réformistes prudents » sont ceux qui, sans modifier fondamentalement la structure de l'Empire, sont prêts à accorder aux peuples colonisés certains droits. Les « Conservateurs » sont les représentants du parti colonial qui n'ont pas disparu dans l'après-guerre. Le jargon évolutionniste de certains articles du *Monde*, particulièrement ceux de Pierre Voisin, ou encore les appels de Rémy Roure en faveur du rétablissement de « l'autorité centrale » pourrait nous amener à placer le journal parmi les « conservateurs ». Toutefois, tous les journalistes acceptent la nécessité de certaines réformes et peuvent aussi être considérés comme des « réformistes prudents ».

⁴⁰² *La Voix du Peuple*, 22 avril 1947, p.1

un parti de gouvernement qui veut maintenir l'union avec la bourgeoisie nationaliste et soutient la création de l'Union Française. S'il soutient les réformes qui ont mis en place l'Union Française, c'est seulement pour « désamorcer les mécontentements ». Surtout, le PCF voit l'Union Française comme « **une planche de salut contre l'hégémonie anglo-saxonne** »⁴⁰³. On retrouve d'ailleurs cette idée dans *La Voix du Peuple*. Dans ce journal, on ne justifie pas la nécessité de l'Union Française en vertu de l'existence d'une mission civilisatrice, mais plutôt du fait de considérations géopolitiques. Le quotidien souligne, en effet, **les « intérêts stratégiques »**⁴⁰⁴ des pays d'outre-mer, qui permettent à la France d'éviter son « affaiblissement » et de garder son « prestige »⁴⁰⁵. Mais il se garde de parler de « grandeur nationale », jargon du général de Gaulle, qualifié de chef des « factieux », et de la « réaction ». Le quotidien communiste préfère parler de la « **grandeur de l'Union française** »⁴⁰⁶. Surtout, l'Union française doit préserver la métropole des « **impérialismes étrangers soucieux d'affaiblir la France** »⁴⁰⁷.

Etant donné ces considérations idéologiques, autrement dit l'attachement des communistes à l'Union Française, on peut comprendre la position du journal à propos de l'insurrection malgache. On comprend mieux le fait que la portée des combats ait été volontairement relativisée. Comme le souligne G. Madjarian, les communistes « **lâchent le mot indépendance quand une résistance s'avère irréductible et fait craindre la pire, c'est le cas du Vietnam, mais non quand l'Armée Française parvient à étouffer les soulèvements, comme en Algérie et à Madagascar** »⁴⁰⁸. Autrement dit, il faut couper l'herbe sous le pied à ceux qui pourraient envisager de nouvelles concessions. Il faut donc dédramatiser les conflits qui se produisent dans les colonies, à moins que ceux-ci ne deviennent trop importants pour être dissimulés. Dans le cas de Madagascar, dont le sort semble intéressé bien peu de Français, il est relativement simple de taire la gravité de la situation et c'est donc la position que va choisir le PCF, et du même coup *La Voix du peuple*.

Les communistes ont soutenu les députés malgaches et condamné la levée de leur immunité, mais ils ont fait preuve de peu de sympathie envers les insurgés car ces derniers ont finalement remis en cause l'idéal colonial communiste, selon lequel l'Union Française est un ensemble fraternel où « **les pays s'intègrent librement** » pour « **se libérer du régime colonialiste qui les oppresse** »⁴⁰⁹. Les peuples colonisés étant supposés avoir librement consentis à leur participation dans l'Union française, un

⁴⁰³ Grégoire Madjarian, *La question coloniale et la politique du PCF, 1944-1947 : crise de l'impérialisme et mouvement ouvrier*, Maspéro, Paris, 1977

⁴⁰⁴ *La Voix du Peuple*, 9 mai 1947, p.1

⁴⁰⁵ *La Voix du Peuple*, 16 mai 1947, p.2

⁴⁰⁶ *La Voix du Peuple*, 27 juin 1947, p.1

⁴⁰⁷ *La Voix du Peuple*, 18 avril 1947, p.2

⁴⁰⁸ Grégoire Madjarian, *op. cit.*, p.246

soulèvement populaire n'a pas de place dans la conception communiste de l'Union Française, à moins que ce soulèvement ne soit le résultat de provocations, plutôt que l'expression d'un mécontentement.

De cette manière, si la thèse des provocations colonialistes comme cause des « incidents » de Madagascar n'est pas reprise officiellement par le PCF, elle reste conforme à l'idéologie communiste puisque, d'une part, elle impute la responsabilité des « troubles » au colonialisme, et, selon les termes de Jacques Duclos « **derrière la façade du colonialisme on retrouve les intérêts capitalistes** »⁴¹⁰, et puisque, d'autre part, elle soutient la vision idyllique d'une Union Française fraternelle.

L'influence idéologique du « parti », par son attachement à l'Empire et son anti-capitalisme, est donc à la source de la version des événements délivrée par *La Voix du Peuple*. On est ainsi amené à penser que la principale source d'information du journal n'est, ni le gouvernement, ni l'A.F.P., mais plutôt l'Etat-major du PCF. Pour autant, si l'influence du PCF et de son idéologie sur la ligne éditoriale de *La Voix du Peuple* est indéniable, l'adéquation entre position du parti et position du quotidien n'est pas toujours parfaite. Ainsi, le quotidien dénonce à plusieurs reprises la politique de répression systématique menée par les forces françaises à Madagascar, ce que ne fait pas le parti. Certes, comme le dit G. Madjarian, le PCF émit des réserves sur l'ampleur et les formes que prirent certaines méthodes de répression, par exemple, « **le largage par avion de Malgaches vivant sur les villages** »⁴¹¹ ; en juin il condamnait également « **les représailles féroces** »⁴¹² ; jamais toutefois, il ne mit en cause la nécessité de la répression. Des communistes sont en fait membres du gouvernement qui décident de la politique de répression⁴¹³ et une fois les ministres exclus, le PCF ne semble pas plus critiques à l'égard du gouvernement et de sa politique puisque, le 9 mai 1947, sur un vote qui donne carte blanche au gouvernement pour continuer une répression féroce et criminelle, les députés communistes ne font que s'abstenir. De même, Grégoire Madjarian insiste ainsi sur la neutralité avec laquelle le journal *L'Humanité* annonce le 14 avril des bombardements et l'envoi de renforts sur Madagascar⁴¹⁴ (mesures que *La Voix du Peuple* condamne fermement).

Il est donc difficile de définir la relation entre *La Voix du Peuple* et le PCF. Il est sûr que l'idéologie du parti a été déterminante dans la façon avec laquelle le journal a couvert la crise. Néanmoins, au vue de cette dénonciation de la politique de répression du gouvernement, on pourrait croire que les journalistes du quotidien lyonnais ont disposé

⁴⁰⁹ *La Voix du Peuple*, 11 avril 1947, p.2

⁴¹⁰ *La Voix du Peuple*, 29 avril 1947, p.1. Reprise d'un discours de Maurice Thorez

⁴¹¹ Cité par G. Madjarian in G. Madjarian, *op. cit.*, p.245

⁴¹² Cité par G. Madjarian, in G. Madjarian, *op. cit.*, p.245

⁴¹³ F. Billoux est le Ministre de la Défense. Il ne dispose toutefois d'aucun pouvoir sur les affaires militaires.

⁴¹⁴ Cité par G. Madjarian, in G. Madjarian, *op. cit.*, p.245.

d'une certaine liberté et que l'appareil communiste n'est pas aussi autoritaire qu'on pourrait le croire. Toutefois, une autre thèse est possible. En effet, la position critique du journal lyonnais a servi le PCF en mettant les communistes du côté de l'opprimé. Ainsi, on peut imaginer un double jeu des communistes, qui aurait consisté, d'une part, à soutenir la politique de répression pour préserver l'unité du gouvernement sévèrement mis à mal par les débats de politique intérieure, et d'autre part, à dénoncer cette même politique par l'intermédiaire de ses organes d'information, ceci afin de « garder la face » auprès de son électorat. Evidemment, le lecteur aurait pu facilement déceler la contradiction entre un parti qui dénonce la répression et en même temps la cautionne en étant membre du gouvernement⁴¹⁵. Mais, pour cela, il aurait fallu que l'opinion soit intéressée par la crise malgache et ce n'est pas le cas. Le PCF aurait donc pris peu de risque en jouant un tel jeu. Enfin, si le PCF n'a pas délibérément établi une telle tactique, il est possible qu'il est simplement laissé le quotidien lyonnais critiquer la politique du gouvernement, puisqu'elle n'est pas nuisible au parti et tend même à le servir.

Que la version des événements délivrée par le journal communiste soit entièrement l'œuvre du PCF ou pas reste une difficile à établir, mais il est clair que la couverture de la crise par le journal communiste a été fortement teintée par l'idéologie du parti. Le quotidien, à dès les jours suivants l'insurrection, établit sa version des faits, une version idéologiquement parfaite selon les standards communistes: une version où la responsabilité des troubles incombe aux « gros colons », capitalistes par définition, et où la vision idyllique et fraternelle de l'Union Française « librement consentie » n'est pas remise en cause puisque le peuple malgache ne s'est pas rebellé, mais continue de faire confiance à « la France, mère de la liberté ».

Et pour confirmer cette version, *La Voix du Peuple* n'a pas hésité à se référer à toutes sortes de sources, tant que celles-ci supportaient sa version des faits (A.F.P., déclarations du gouvernement, correspondants particuliers dont l'identité n'est pas précisée...). Alors que le journal connaît très bien le manque d'objectivité de l'A.F.P. qu'il qualifie d'agence « officielle »⁴¹⁶ quand celle-ci le menace de ne plus lui fournir d'informations, il n'hésite pas, le 2 avril, à s'appuyer sur une dépêche de cette même agence pour prouver que le calme règne à Madagascar. En revanche, il ne reprend jamais les dépêches publiées dans les autres journaux lorsque celles-ci annoncent comme que « la situation reste sérieuse ». Dans le journal communiste, l'information est finalement sélectionnée pour supporter une version particulière et subjective des événements... L'information est au service de l'idéologie.

b) L'idéologie du NYT : ambiguïté sur la question coloniale et

⁴¹⁵ D'ailleurs, comme si *La Voix du Peuple* voulait se préserver de ce genre de critiques, elle tend à présenter les provocations et la répression comme les actes d'une minorité colonialiste incontrôlée, plutôt que comme une politique du gouvernement

⁴¹⁶ *La Voix du Peuple*, 31 mai 1947, p.1. Le journal communiste dénonce dans cet article l'agence qui le menace alors de ne plus lui fournir d'informations, s'il ne paye pas sa contribution. Pour bien souligner le manque de dépendance de l'agence, le quotidien n'oublie pas de préciser que l'agence « officielle » « bénéficie de subsides de l'Etat » et que son directeur est nommé par le ministre de l'Information.

anti-communisme

Deux aspects dans l'idéologie du quotidien américain ont en fait influencé la ligne éditoriale du quotidien : sa position sur la question coloniale, et son anti-communisme.

A la lecture du *NYT*, on peut en effet trouver des arguments en faveur de l'autonomie des colonies, voire de l'indépendance, mais aussi des arguments en faveur du statu quo. Pour ce qui est des arguments en faveur d'une plus grande autonomie des peuples colonisés, le journal, sans se référer explicitement au droit à l'autodétermination des peuples, sait reconnaître l'aspiration des peuples colonisés à plus de liberté. On a déjà souligné qu'il se référait à plusieurs reprises aux « aspirations nationales » ou aux « demandes de liberté » qui existent dans les colonies. Il ne les soutient pas explicitement mais le simple fait qu'il les mentionne dénoté déjà une certaine lucidité. A la différence d'une certaine presse française, le journal américain est conscient des problèmes posés par le fait colonial.

Du côté des arguments en faveur du maintien du système colonial, le journal semble acquiescer un certain rôle civilisateur pour la France, qui serait, selon le quotidien américain et comme le dit la version française officielle de l'histoire coloniale de Madagascar, le garant de la paix sur l'île. Le journal reprend ainsi les propos de Mr Castellani selon lequel « si la France devait partir, cela résulterait en un dramatique bain de sang du fait d'affrontement entre les différentes tribus »⁴¹⁷. De même, on peut lire le 2 avril que « **les habitants des zones côtières [de Madagascar] regardent les Français comme leurs protecteurs face aux Hovas, qui les avaient auparavant mis en esclavage** »⁴¹⁸. Le journal semble également douter de la capacité des habitants des colonies à diriger leur pays; par exemple, le journal affirme que « **90 % de la population d'Afrique du Nord n'a aucune conscience politique.** »⁴¹⁹ Surtout, le journal se tient bien de ne pas encourager l'indépendance des colonies et particulièrement de Madagascar, car elles deviendraient des proies faciles pour l'Union Soviétique. Le journal rappelle ainsi à plusieurs reprises l'intérêt que porte certaines « puissances étrangères », en réalité l'Union Soviétique, pour la Grande île. Les propos de M. Castellani, mis en avant par le journal le 5 avril témoigne de cette inquiétude, le député affirmant que « si la France devait partir, cela résulterait [...] dans la domination de l'île par une puissance étrangère », d'autant que « **la récente découverte d'uranium à Madagascar ne manquera pas d'attirer les intérêts étrangers.** »⁴²⁰ Bien sûr, le journal préfère que Madagascar reste dans la sphère d'influence de la France, membre du bloc occidental. De plus, le journal considère la France comme un « pays menacé » par le bloc

⁴¹⁷ *New York Times*, 5 avril 1947, p.8

⁴¹⁸ *New York Times*, 2 avril 1947, p.14

⁴¹⁹ *New York Times*, 2 avril 1947, p.10

⁴²⁰ *New York Times*, 5 avril 1947, p.8. Dans son article daté du 5 mars et faisant état d'une campagne d'agitation « nationaliste » à Madagascar, le journal, s'appuyant sur un rapport officiel, rappelle « si la France ne supporte pas ses colonies, elles pourraient tomber dans le giron d'autres puissances. » (*New York Times*, 5 mars 1947, p.10)

communiste. Alors, « **quoi de plus logique pour M. Truman, qui tente actuellement d'aider tous les pays européens non communistes, que de faire preuve d'un grand intérêt pour la France dont l'importance stratégique est décisive dans la compétition en Europe ?** »⁴²¹ Autrement dit, comme ils le font au travers du Plan Marshall, les Américains escomptent aider les Européens, et en particulier la France, contre le « fléau communiste », et cela passe par la sauvegarde de son Empire, sans quoi elle serait affaibli et à la merci de l'U.R.S.S.

Finalement, la position du journal est intermédiaire et reflète l'ambiguïté de l'Amérique d'après-guerre sur la question coloniale. Souvent qualifié d'anti-coloniale, la puissance américaine joua en effet un rôle réduit dans le processus de décolonisation⁴²². Le journal, à l'image de l'administration américaine, n'encourage pas l'indépendance des colonies, ni celle de Madagascar ni celle des autres, mais reconnaît toutefois la nécessité de réformes profondes pour satisfaire les « demandes de liberté » qui se développent partout dans les colonies. « Une réforme coloniale se fait urgente en France », c'est le titre d'un article du quotidien américain demandant notamment que soit donné un plus grand rôle aux peuples colonisés dans la direction de leurs affaires, ce qui suggère que les réformes prévues par la Constitution de 1946 ne sont pas suffisantes. Selon le journal, ne pas satisfaire, au moins en partie, les aspirations des indigènes, reviendrait à les exaspérer davantage et donc à les pousser vers des solutions radicales, le séparatisme pur et simple. Autrement dit, des réformes sont nécessaires au moins pour désamorcer les mécontentements.

Cette position est plutôt ambiguë, et il est donc délicat d'en tirer des enseignements nous permettant de mieux comprendre les spécificités du journal dans sa couverture de l'insurrection. Soudeux de ne pas voir la France perdre son Empire, on pourrait croire que le journal a été amené à ne pas nourrir les inquiétudes sur la viabilité de l'Union Française, et donc à relativiser la crise, à la manière de ce que fait la presse française. Mais ce n'est pas le cas puisque le journal semble avoir délibérément sélectionné des déclarations d'officiels plutôt alarmistes. On peut alors invoquer une autre interprétation : mettre en avant les difficultés de la France peut avoir été un moyen pour le quotidien de monter l'urgence qu'il y a, d'une part, à aider la France, et d'autre part, à lancer de nouvelles réformes dans les colonies, sans quoi les indigènes demanderaient l'indépendance totale et chercheraient peut-être le soutien de l'Union Soviétique dans leur lutte⁴²³. En tout cas, la prise en compte de l'anti-communisme du journal nous permet d'y

⁴²¹ *New York Times*, 5 avril 1947, p.8

⁴²² Voir John Kent, « The United States and the decolonization of Black Africa », in *The US and Decolonization : power and freedom*, St Martin's Press, 2000, 247 p. Dans cet article, l'auteur souligne que dans la période d'après-guerre les impératifs stratégiques (guerre froide) ainsi que certains doutes sur la capacité des africains à diriger leurs propres affaires, amena l'administration américaine à abandonner l'anti-colonialisme radical de l'administration Roosevelt et de son secrétaire d'Etat, Sumner Welles ; elle joua ainsi un rôle réduit dans l'avènement de ces pays à l'indépendance

⁴²³ Cette dernière supposition correspond en tout cas à la position de nombreux membres de l'administration américaine dans l'après-guerre. Selon eux, résister aux demandes d'autonomie des peuples colonisés les pousserait directement dans les bras des soviétiques. Voir John Kent, *op. cit.*, p.169

voir encore plus clair.

En réalité, l'anti-communisme du journal était déjà nécessaire pour comprendre la position du journal sur la question coloniale, puisque c'est avant tout cette peur de l'influence soviétique qui l'a amené à être hostile à l'indépendance immédiate des colonies. Inutile donc de rappeler à nouveau les préoccupations du journal à ce propos. En tout cas, les conséquences de ce sentiment sur la manière avec laquelle le journal a traité la crise, sont évidentes. D'abord, sans la prise en compte de cet anti-communisme ambiant, on ne peut comprendre la suspicion du journal à l'égard des relations entre les communistes et les rebelles. Puis, ce sont sans doute ces suspicions qui ont fait que le journal ait porté un tel intérêt à l'insurrection malgache. Enfin, cet anti-communisme peut contribuer à expliquer le fait que le journal n'ait pas hésité à présenter une situation difficile pour la France à Madagascar. Cela peut avoir été un moyen de faire une nouvelle preuve de la volonté d'hégémonie de l'URSS, soupçonnée de soutenir les rebelles, et ainsi de s'assurer un peu plus la mobilisation de la population contre « l'ennemi »⁴²⁴.

Les journaux étudiés révèlent donc différents penchants idéologiques, et dans tous les cas, ceux-ci ont influencé leur couverture de la crise. La docilité du *Progrès* et du *Monde* vis-à-vis de autorités prend désormais tout son sens du fait du conservatisme de ces journaux. De même, les touches personnelles apportées par les quotidiens deviennent plus lisibles. On comprend notamment l'intérêt excessif porté par le journal américain à propos de la nature des relations entre les communistes et les rebelles malgaches. Enfin, en prenant en compte la servilité du journal communiste envers son parti, on comprend mieux l'originalité de l'interprétation présentée par *La Voix du Peuple*. Mais cette servilité ne se traduit pas seulement par la nécessité de suivre la ligne idéologique du parti, mais aussi par la nécessité de se plier à ses objectifs électoraux.

2) Les considérations électorales de La Voix du Peuple

En plus de ces considérations idéologiques, des considérations d'ordre électoral ont sans doute influencé la ligne éditoriale du quotidien communiste. En effet, en tant qu'organe du parti, le journal se doit bien sûr de séduire l'opinion, ou au moins de conserver le soutien de ses lecteurs communistes. Ainsi, le quotidien lyonnais a tendance à aborder des thèmes susceptibles de capter l'attention de ce lectorat. Or, le sort des malgaches intéresse peu la population lyonnaise, et il est donc probable que le journal ait été peu enclin à évoquer la crise malgache, en tout cas moins que des problèmes concrets tel que le ravitaillement ou des sujets considérés comme des enjeux nationaux, telle la formation du R.P.F. du général de Gaulle, décrit comme un « **le parti des factieux** »⁴²⁵. Mais, ces considérations électorales ont sans doute joué encore plus après le 5 mai et l'exclusion des ministres communistes du gouvernement. En effet, après que les députés

⁴²⁴ Ce ne serait pas la première fois que les américains exagèrent la gravité d'un problème afin de mobiliser leur population contre un ennemi. On a souvent critiqué les Américains pour avoir grandi la menace communiste afin d'avoir carte blanche en politique étrangère. Aujourd'hui, on les soupçonne parfois d'exagérer la menace terroriste pour rallier la population derrière le président.

⁴²⁵ *La Voix du Peuple*, 12 avril 1947, p.1

communistes n'aient pas voté la confiance au gouvernement dans lequel certains d'entre eux siégeaient, le Premier Ministre Paul Ramadier a décidé, le 4 mai, de les exclure en faisant valoir qu'ils avaient rompu la solidarité gouvernementale⁴²⁶. Certes, les positions du parti, entré dans l'opposition, ne se radicalisent pas brutalement et, jusqu'au mois d'octobre, le PCF se comporte en parti de gouvernement⁴²⁷. Néanmoins, on peut noter un changement dans les thèmes abordés par *La Voix du Peuple*. Désormais, le journal aborde quotidiennement en première page le problème des salaires, la « crise du pain » et l'extension des grèves dans le gaz, l'électricité, la sidérurgie..., tout en dénonçant « le glissement à droite de la politique du gouvernement ». Ainsi, on aurait pu s'attendre à ce que le journal continue de critiquer la politique de répression menée par le gouvernement à Madagascar, surtout que le soutien des communistes à cette politique ne peut désormais plus être invoqué. Mais ce n'est pas le cas puisque, comme on l'a dit, l'insurrection malgache n'est plus évoquée dans le journal à partir de la fin avril (en tout cas pour ce qui est de l'aspect militaire de la crise). De même, le journal aurait pu continuer à critiquer l'attitude du gouvernement à l'égard des députés malgaches. Mais ce n'est pas le cas, le journal évoquant le sujet moins régulièrement en mai et juin.

En réalité, en 1947, le PCF est débordé par sa base exaspérée par la situation économique, et qui commence à lancer des mouvements de grève. Afin de ne pas perdre le soutien de son électorat, le PCF doit donc s'aligner sur ses revendications. Or, cette base ne se soucie évidemment pas du sort des malgaches, ni de celui des chefs du MDRM; et le PCF choisit donc les problèmes économiques et sociaux (ravitaillement, salaires, primes à la production...) comme cheval de bataille contre le gouvernement.

Ainsi, pour comprendre la couverture de la crise par le journal communiste, et en particulier le fait que celle-ci est presque disparue des pages du journal à partir de la fin avril, il faut prendre en compte non seulement des facteurs idéologiques, mais aussi la volonté des communistes de ne pas être coupée de leur lectorat et donc de se concentrer sur des problèmes plus pragmatiques.

Nous voilà désormais en mesure de donner sens à la désinformation qui a eu lieu à propos de l'insurrection malgache. En bref, celle-ci est d'abord le résultat d'une volonté de désinformer de la part des autorités, qui ont délibérément mené le bal en monopolisant les sources d'information, et ainsi déversé la version des faits qui leur plaisait. Autrement dit, les autorités françaises portent une responsabilité première dans l'opération. Peut-être même que si les journaux avaient eu accès à une information plus impartiale, et plus crédible sur certains aspects, ils n'auraient pas eu à inventer leur propre version des faits. En tout cas, il est sûr qu'il était quasiment impossible aux journaux de donner à leurs

⁴²⁶ Les sujets de tension étaient nombreux entre les communistes et les autres membres du gouvernement, et cela depuis un certain temps. En mars, dans le débat sur les crédits militaires pour l'Indochine, le groupe parlementaire s'abstient, alors que les ministres communistes votent pour. Des tensions émergent également à propos de la levée de l'immunité des parlementaires malgaches et des problèmes de politique intérieure tel que le blocage des salaires. Voir la Chronologie, Annexe 1, p. II

⁴²⁷ « Nous sommes toujours un grand parti de gouvernement », tel est la une du journal le 5 mai, au moment de l'exclusion des ministres communistes. Le leitmotiv des communistes est le suivant : « Très vite, nous reviendrons au gouvernement et plus nombreux encore ! », in *La Voix du Peuple*, 19 mai 1947, p.1

lecteurs des informations conformes à la réalité. Les théâtres d'opération n'étant pas accessibles, il était difficile au peu de reporters sur place (d'ailleurs sélectionné selon leurs préférences politiques) de prendre conscience des difficultés de l'armée française. De même, n'ayant jamais entendu parler des sociétés secrètes, ou seulement comme des « organisations satellites » du MDRM, il aurait été difficile, voire impossible, aux journaux de pointer du doigt leurs responsabilités. Autrement dit, les obstacles que devait surmonter la presse pour présenter une version objective des faits étaient sans nul doute insurmontables.

Mais cela ne doit pas cacher la responsabilité des journaux qui, en fonction des leurs préférences idéologiques, ont simplement souscrit à la version officielle car elle leur convenait parfaitement, ou ont jugé bon créé de toutes pièces des versions différentes. Jamais les autorités n'ont en particulier forcé *La Voix du Peuple* ou le *New York Times* à dénoncer sournoisement les communistes ou les colons. Au final, on peut parler de deux niveaux de désinformation.

Il y a d'abord eu désinformation à la source, les autorités ayant fourni les premiers éléments erronés (responsabilité du MDRM, dissimulation de la répression, réduction de la gravité des affrontements...) et les journaux ont ensuite, soit repris docilement cette version, soit ajouté de nouvelles facéties à la version mensongère des autorités.

CONCLUSION

On ne peut être que stupéfait par l'ampleur avec laquelle le lecteur de la presse de 1947 fut trompé sur ce que fut l'insurrection malgache. Il faut bien avouer que très peu de données présentées par la presse s'avère être conforme à la réalité.

Concernant l'aspect militaire de la crise, tous les journaux ont largement sous-estimé, d'abord l'importance de l'insurrection, puis l'âpreté des combats qui ont suivi. Et cela s'est conjugué de différentes façons : sous-estimation de la longueur du conflit, sous-estimation du nombre de rebelles, sous-estimation de l'organisation du mouvement insurrectionnel, sous-estimation du nombre de victimes... Surtout, il faut noter « la chape de silence » dressée sur « l'effroyable répression » menée par les forces françaises contre les rebelles mais aussi civils innocents, alors que, parallèlement, les journaux français, du moins *Le Monde* et *Le Progrès*, faisait état de toutes les « atrocités » des « tueurs » malgaches.

Concernant l'analyse des origines de la crise, on doit d'abord dénoncer la désinformation générale à propos des instigateurs du soulèvement, les vrais organisateurs n'étant finalement presque jamais évoqués par la presse, qui injustement accuse, ou le MDRM et ses parlementaires, ou les « gros colons impérialistes ». Encore, il faut souligner le manque de lucidité, au moins de la presse française, qui voit dans la révolte malgache, un révélateur de problèmes conjoncturels (libéralisme excessif de la politique coloniale française ou mauvaise gestion de l'administration française à Madagascar) ou d'erreurs individuels (des colons, des indigènes « extrémistes ») plutôt que le révélateur d'une crise profonde du colonialisme.

Aucun doute, c'est bien un cas de désinformation (et non de mésinformation) que

révèle l'analyse de l'insurrection malgache au travers de la presse. La tromperie, qu'elle qu'en soit l'origine, fut à chaque fois délibérée. Ce sont bien les autorités qui ont délibérément dénoncé les membres du MDRM car ceux-ci représentaient, dès avant le déclenchement de l'insurrection, des « **hommes à abattre** »⁴²⁸. De même, ce sont bien les autorités qui ont délibérément minimisé l'insurrection malgache et ont caché la portée de la répression.... Et quand les mensonges que l'on peut lire dans la presse de 1947 ne furent pas créés de toute pièce par les autorités, ce sont les journaux qui s'en sont chargés. C'est *La Voix du Peuple* qui a délibérément remis en cause l'existence d'une insurrection spontanée de la part des malgaches et qui a mis en avant la thèse des provocations. Et les autres journaux, qui, eux n'ont pas nécessairement intentionnellement déformé la réalité, sont toutefois complices de la désinformation; ne serait-ce que du fait de leur incapacité à remettre en cause des contre-vérités pourtant facilement détectables.

Il convient néanmoins de faire un bilan plus précis détaillant les mérites et imperfections de chaque journal étudié, avant de tirer des enseignements d'ordre général.

Le Progrès, premier quotidien lyonnais en 1947 en terme de tirage, apparaît comme le journal le plus docile ou le plus facilement influençable pour les autorités puisque, sur tous les points sans exception, sa version est celle délivrée par les officiels. Certes, la pagination réduite du journal lui laisse peu d'opportunités pour analyser les sujets en profondeur, et c'est sans doute une des raisons qui explique l'absence de remise en cause des informations qui lui sont fournies. Mais cette docilité témoigne également du caractère conservateur du journal, tout particulièrement sur les questions coloniales, ce que démontre de façon flagrante l'absence d'analyses des causes de l'insurrection, le journal donnant en fait l'impression que la simple mise hors de nuire des indigènes responsables des « troubles » devraient suffire à maintenir l'Empire.

En ce qui concerne le seul journal national étudié, *Le Monde*, ce qui frappe d'abord, c'est son manque d'indépendance et son colonialisme ardent. En effet, comme on l'a signalé en introduction, ce journal a pourtant fondé son succès sur son indépendance⁴²⁹, qu'il a démontré en dénonçant les autorités françaises, notamment sur le thème de la torture en Algérie, et ce qui le fait généralement passer pour un quotidien ayant oeuvré en faveur de la décolonisation. Mais, en 1947, *Le Monde* est manifestement un jeune journal qui n'a pas encore affirmé son identité. Peut-être est-il nécessaire de rappeler les conditions de la naissance du quotidien voulue par le général de Gaulle, alors Président du Conseil, qui souhaitait expressément la création d'un « **journal officieux en politique étrangère** »⁴³⁰. Alors, même si la politique coloniale ne peut-être considéré comme de la politique étrangère stricto sensu, il n'est pas étonnant que le journal se soit contenté de

⁴²⁸ Yves Benot, *op. cit.*, p. 114. L'auteur montre que l'administration française s'est toujours opposée à la politique des députés visant l'indépendance de Madagascar au sein de l'Union Française.

⁴²⁹ Comme le dit Jean-Noël Jeanneney, « la fierté du journal est de résister au gouvernement », Jean-Noël Jeanneney, *Une histoire des Médias : des origines à nos jours*, Editions du Seuil, 1996, p. 235

⁴³⁰ Paroles cités par Jean-Noël Jeanneney dans Jean-Noël Jeanneney, *op. cit.*, p. 218

suivre scrupuleusement la version établie par les autorités. En fait, la seule fois où il s'en est démarqué, c'est-à-dire en dénonçant l'administration de M. de Coppet, cela n'est pas le révélateur d'une grande clairvoyance, mais témoigne plutôt du conservatisme de la rédaction, qui croit qu'une politique coloniale moins « libérale », ou moins « démagogique » suffira à sauver l'Union Française. Il semble donc qu'en 1947, un journal modéré, comme le sont *Le Progrès* et *Le Monde*, est journal colonialiste et persuadé du bien fondé de la mission civilisatrice de la France.

La Voix du Peuple est en quelque sorte le journal des paradoxes. D'un côté, on pourrait dire qu'il a « sauvé l'honneur » de la presse française en sachant dénoncer les excès de la puissance coloniale : d'une part en fustigeant la répression aveugle menée par les forces françaises ; et d'autre part en prenant la défense des parlementaires malgaches. Mais, d'un autre côté, en niant l'existence d'une rébellion conçue par les malgaches eux-mêmes et en accusant les « colons provocateurs », le journal communiste est celui qui a fait preuve du plus d'imagination pour déformer la réalité et surtout la conformer à ses impératifs idéologiques. En bref, le journal communiste a eu l'attitude la plus dogmatique en émettant, dès les premiers jours, sa propre version des faits, et en se contentant de sélectionner les informations la confirmant dans les jours suivants.

Enfin, la lecture du *New York Times* a été particulièrement instructive en tant que révélateur des aspirations et des peurs du peuple américain, anti-communiste bien avant les grandes heures du Maccarthysme, et partagée sur la question coloniale. Puis, en tant que point de comparaison, elle nous a permis de prendre conscience du manque d'objectivité de la presse française, en montrant qu'il était possible, tout en suivant les sources officielles, de détecter des contradictions entre dépêches et déclarations officielles, mais aussi de faire preuve de respect envers les parlementaires indigènes, ou encore de reconnaître l'existence d'un problème de fond dans l'entreprise coloniale française.

Cette étude nous permet enfin de tirer des enseignements d'ordre général, tant sur la presse que sur le colonialisme français. Concernant la presse, on peut constater une fois encore la perversité de l'ingérence étatique dans le domaine de l'information. Ce travail suffit à démontrer qu'il ne lui est pas nécessaire de contrôler l'ensemble des moyens de communication pour manipuler l'information : le contrôle des sources est manifestement suffisant. En fait, il faut inscrire le cas de l'insurrection malgache dans le contexte plus général de l'après-guerre, période qui voit l'Etat de plus en plus présent dans le monde des médias : « L'un des grands enjeux du long après-guerre (44-58), difficilement perceptible en 1945, réside dans l'accoutumance de l'Etat, et plus généralement des acteurs politiques. La censure administrative reste ainsi en vigueur, sous des formes et des prétextes variés, jusqu'au milieu des années 60. Elle s'exerce dès 1945, quand le silence est imposé aux journaux sur la répression sanglante de Sétif : *L'Humanité* se voit alors interdire la publication de photographies montrant les corps de victimes. Le même phénomène se produit à propos des massacres de Madagascar en 1947. Quant à la guerre d'Indochine, ses débuts sont à peine couverts », affirme Fabrice d'Almeida et Christian Delporte⁴³¹. La couverture de l'insurrection constitue donc un exemple

⁴³¹ Fabrice d'Almeida et Christian Delporte, *Histoire des Médias en France : de la grande guerre à nos jours*, Flammarion, Paris, 2003, 434 p.

malheureux de désinformation, mais sans doute assez banal pour l'époque étant donné cette prestance de l'Etat, tout particulièrement pour les affaires coloniales.

Cette étude nous permet enfin de mieux comprendre la persistance du sentiment colonial en France. Avec du recul, et étant donné les différentes crises que connaît l'Union Française, il pourrait paraître évident que l'aventure coloniale est dans sa phase finale, mais, incontestablement, tel n'est pas l'état d'esprit des Français en 1947 qui, eux, demeurent profondément colonialistes. La couverture de l'insurrection malgache par la presse nous aide à comprendre cela. En effet, puisque la presse parle de simples « troubles » fomentés par une minorité « d'extrémistes », puisqu'elle cache tous les excès de la force coloniale, et, par ailleurs, continue vanter les exploits du « génie de la France », il n'est pas étonnant que les Français croient toujours aux vertus de l'aventure coloniale et ne voient pas le mécontentement grandir dans les colonies. Autrement dit, la façon dont sont présentées les colonies et surtout la désinformation sur les crises que connaît le colonialisme français participe à la légitimation de l'entreprise coloniale en métropole.

Enfin, il nous faut revenir au point de départ, c'est-à-dire l'idée que Madagascar 1947 est aujourd'hui, une « tragédie oubliée ». Là encore, cette étude a été bénéfique, car elle peut nous aider à comprendre le processus qui a conduit à la disparition de cet événement de notre mémoire collective. On a en effet pu constater, que loin d'être complètement négligée, la portée de l'insurrection a été largement minorée, et de ce fait, on comprend mieux que la révolte malgache ait pu être rapidement oubliée. Néanmoins, il faut reconnaître que d'autres conflits coloniaux, pourtant peu couverts par la presse, comme celui d'Indochine, sont aujourd'hui davantage évoqués. Sans doute que les abus de pouvoir de la puissance coloniale que révèle la crise malgache, tant la répression sanglante que l'irrespect de l'immunité des parlementaires, ont amené les autorités et les Français à l'oublier, consciemment et inconsciemment.

SOURCES

Archives du *Monde* : du 1^{er} mars 1947 31 octobre 1947, et du 1^{er} septembre au 10 octobre 1948 ; sur film reprographié (Bibliothèque Lyon Part-Dieu)

Archives du *Progrès* : du 1^{er} mars 1947 à fin octobre 1947, et du 1^{er} septembre au 10 octobre 1948; sur film reprographié (Bibliothèque Lyon Part-Dieu)

Archives de *La Voix du Peuple* : du 1^{er} mars à fin octobre 1947, et du 1^{er} septembre au 15 octobre 1948 ; archives reliées (Bibliothèque Lyon Part-Dieu)

Archives du *New York Times* : du 1^{er} janvier 1947 au 31 décembre 1948 ; Ressources Intranet de l'Université de Virginie, Etats-Unis

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

Vie politique française - Décolonisation

Charles-Robert Ageron, *La décolonisation française*, Paris, Armand Colin, 1991, 180 p.

Yves Benot , *Massacres coloniaux 1944-1950 : la IVème République et la mise au pas des colonies françaises*, Paris, La découverte, 1994, 199 p.

Serge Berstein et Pierre Milza (dir.), *l'année 1947*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, 531 p.

Jacques Dalloz, *La France et le monde depuis 1945*, Paris, Armand Colin ,1993, 192 p.

Hubert Deschamps, *La fin des Empires coloniaux*, Paris, Que sais-je ?, PUF, 1976, 5ème édition, 127 p.

Raoul Girardet, *L'idée coloniale en France*, La Table Ronde, Paris, 1972, 507 p.

Henri Grimal, *La décolonisation de 1919 à nos jours*, Editions Complexe, 1985, 2^{ème} édition, 351 p.

Grégoire Madjarian, *La question coloniale et la politique du PCF, 1944-1947 : crise de l'impérialisme et mouvement ouvrier*, Maspéro, Paris, 1977, 289 p.

Jean-Pierre Rioux, *La France de la IV^{ème} République, l'ardeur et la nécessité 1944-1952*, Paris, Seuil, 1980, 2^{ème} édition, 320 p.

Xavier Yaçono, *Les étapes de la décolonisation française*, Paris, PUF, *Que sais-je ?*, 1985, 4^{ème} édition, 128 p.

Contexte international

John Kent, « The United States and the decolonization of Black Africa », in *The US and Decolonization : power and freedom*, St Martin's Press, 2000, 247 p.

Patrice Touchard, Christine Bermond-Bousquet, Patrick Cabanel, Maxime Lefebvre, *Le Siècle des excès : le XX^{ème} Siècle de 1870 à nos jours*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002, 6^{ème} édition, 698 p.

Maurice Vaïsse, *Les relations internationales depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1995, 4^{ème} édition, 190 p.

Charles Zorgbide, *Histoire des relations internationales 1945-1962*, Hachette, 1995, 354 p.

Madagascar et l'insurrection malgache

Pierre Boiteau, *Contribution à l'histoire de la nation malgache*, Editions Sociales, Paris, 1958, 432 p.

Hubert Deschamps, *Histoire de Madagascar*, Paris, Berger Levrault, 1972

Eugène-Jean Duval, *La révolte des sages : Madagascar 1947*, L'Harmattan, Paris, 2002, 364 p.

Francis Koerner, *Madagascar : colonisation française et nationalisme malgache XX^{ème} Siècle*, Paris, L'Harmattan, 1994, 464 p.

Francis Koerner, « Les événements de 1947 à Madagascar », *Esprit*, n°406, sept. 1971, p.315-326

Philippe Lemayrie, « La mémoire troublée de l'insurrection anticoloniale de 1947 : chape de silence sur une effroyable répression », in *Le Monde Diplomatique*, mars 1997

Raymond William Rabemananjara, *Madagascar : l'affaire de 1947*, L'Harmattan, 2000, 127 p.

Solofo Randrianja, *Société et luttes anticoloniales à Madagascar (1896 à 1946)*, Paris, Karthala, 2001, 487 p.

Jacques Tronchon, *L'insurrection malgache de 1947*, Paris, Karthala, 1986, 399 p.

-
- Pierre Vérin, Madagascar, Paris, Karthala, 2000, 2^{ème} édition, 271 p.
Colloque AFASPA des 9, 10 et 11 octobre 1997, Madagascar 1947 : la tragédie oubliée, Le Temps des Cerises, Plantin (lieu), 1997

Histoire de la presse

- Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Bernard Terrou (dir.), Histoire générale de la Presse Française, Tome IV: de 1940 à 1958, Paris, Presses Universitaires de France, 1975, 486 p.
- Yves Cau, Un grand quotidien dans la guerre, le Progrès, juin 1940-novembre 1942, Lyon, PUL, Edition du CNRS, 1979, 321p.
- Abel Chatelain, Le Monde et ses lecteurs sous la IV^{ème} République, Paris, Armand Colin, 1962, 2^{ème} édition, 280 p.
- Patrick Eveno, Le Monde, 1944-1995: histoire d'une entreprise de presse, Paris, Le Monde-Editions, 1996, 539 p.
- Bertrand Giroux, La presse lyonnaise et le référendum de 1946, Lyon, Mémoire d'IEP, 1994
- Jean-Noël Jeanneney, Une histoire des Médias : des origines à nos jours, Editions du Seuil, 1996, 393 p.
- Edouard Sablier, La création du monde, Paris, Plon, 1984, 286 p.
- Pascal Thibau*, Le Monde, histoire d'un journal, un journal dans l'histoire, Paris, Jean-Claude Simoën, 1978, 474 p.
- Jean-Paul Truxillo et Philippe Curso, *Dictionnaire de la Communication*, A. Colin, Paris, 1991, 591 p.

ANNEXES

DOCUMENTS NON COMMUNIQUES, voir version papier au Centre de Documentation Contemporaine de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon